



CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE (CNRS)

Schéma Pluriannuel de Stratégie Immobilière (SPSI) 2017-2021

I/ Projet du SPSI

novembre 2016



SOMMAIRE

1	Le parc immobilier du CNRS – Rappel des données essentielles	10
1.1	L’immobilier au CNRS, caractéristiques principales,	10
1.2	Evolution des surfaces bâties de 2005 à 2015 (hors locations)	14
1.3	Ressources humaines et organisation de la filière immobilière	16
	Missions des différentes entités impliquées dans la fonction immobilière.....	16
2.	Bilan du SPSI 2011-2015.....	22
2.1.	Bilan des quatre axes stratégiques du SPSI 2011-2015.....	22
2.1.1.	Adaptations des infrastructures immobilières des laboratoires à l’évolution de l’activité scientifique	22
2.1.2.	Rationalisation des implantations, notamment en Ile-de-France, pour une meilleure maîtrise des surfaces et des charges d’infrastructure ;	25
2.1.3.	Effort soutenu pour l’entretien du patrimoine et la maîtrise des coûts :.....	29
2.1.4.	L’amélioration de la capacité de pilotage de la politique immobilière du CNRS par le déploiement d’un outil de gestion informatisée.....	34
2.2.	Autres actions menées durant la période de mise en œuvre du SPSI mais non prévues au SPSI	36
2.3.	Bilan général en surfaces du SPSI 2011-2015 :.....	38
3.	Orientations et actions 2017-2021	42
3.1.	Finaliser les grandes opérations lancées dans le cadre du SPSI 2011-2015 et du CPER 2015-2020 : 43	
3.2.	Conduire de nouvelles opérations d’investissement (Plan pluriannuel d’investissement immobilier - PP2i)	44
3.3.	Optimisation du parc immobilier (foncier et bâti)	45
3.4.	Stratégie, plans d’actions et ressources pour la fonction immobilière du CNRS	46
3.4.1	Maintenir l’effort d’investissement proche de ce qui a été fait ces dernières années en moyenne sur ressources hors RP,	47
3.4.2.	Renforcer les outils de maîtrise de la fonction immobilière au CNRS.....	47
3.5.	Prévision d’évolution des surfaces durant le SPSI 2017-2021 :	53
	Annexe 1 – Focus sur quelques opérations significatives terminés.....	55
	Annexe 2 – Les opérations du SPSI 2011-2015 se poursuivant sur le SPSI 2016-2021	60
	Annexe 3 – Le parc immobilier du CNRS –Données statistiques essentielles.....	69
	Annexe 4 – Les données financières sur le patrimoine du CNRS et les effectifs	79
	Annexe 5 – Recensement des logements CNRS - Récapitulatif de la situation au 19 septembre 2016.	84
	Annexe 6 – Bilan du SPSI 2011-2015	85

Annexe 7 – Plan d’action Sûreté du patrimoine immobilier.....	88
Annexe 8 – Composition du SPSI 2017-2021.	91
Annexe 9 – Investissements immobiliers.....	93
Annexe 10 – Lexique des surfaces.....	100

Introduction

Remarques préalables

1/ concernant les définitions des surfaces

Les valeurs de surfaces sont principalement exprimées en Surface Hors Œuvre Nette (SHON) et en Surface Utile Nette (SUN).

Les surfaces utiles nettes (SUN) sont calculées automatiquement à partir des plans numériques à l'échelle en application de la définition conventionnelle de la SUN (SUN = surface de travail réelle ou potentielle destinées aux occupants comprenant les surfaces annexes de travail (à l'exclusion des surfaces des services généraux, des logements, des services sociaux, et des zones non transformables en bureaux ou salles de réunions ; par ex. : hall, amphithéâtre, circulations, sanitaires, vestiaires). Le calcul est établi à partir des déclarations d'usages saisies pour chaque local dans les plans.

Cas particulier au CNRS des surfaces utiles situées en sous-sol, non exclues de la SUB donc de la SUN

La surface utile brute (SUB) est égale à la SHON moins les surfaces qui ne sont pas utilisables, pour des raisons tenant à la structure de l'immeuble (poteaux, murs extérieurs, circulations verticales, locaux techniques, caves et sous-sol).

$$SUB = SHON - (\text{éléments structurels} + \text{locaux techniques en étage} + \text{caves et sous-sol})$$

La surface hors-œuvre nette SHON, correspond à la surface hors œuvre brute SHOB, déduction faite des surfaces des combles et sous-sols non aménageables, des locaux techniques situés en sous-sol ou combles, des volées d'escalier et paliers intermédiaires, des toitures terrasses, balcons ou loggias et des parkings.

La surface hors œuvre brute SHOB correspond à la somme des surfaces de plancher de chaque niveau, calculée à partir du nu extérieur des murs y compris balcons, loggias, mezzanines, galeries, combles et sous-sols non aménageables, toitures terrasses accessibles ou non.

S'agissant des répartitions par type d'activités, les surfaces prises en compte correspondent à la somme des surfaces de chaque local affecté à un usage ; les valeurs ne sont donc pas égales aux valeurs exprimées par ailleurs en SHON qui sont calculées sur un périmètre plus large, incluant notamment les espaces de circulation (couloirs).

2/ concernant les valeurs caractérisant le parc immobilier

Les données indiquées dans le présent SPSI correspondent généralement à une extraction du système d'information patrimoniale du CNRS (SI LOGIC) en date du 21 juillet 2016. Ponctuellement, d'autres valeurs sont également indiquées (principalement en référence au SPSI 2011-2015 pour la partie « Bilan »).

Le patrimoine du CNRS est lié au statut, aux missions et à l'histoire de l'établissement mais répond aussi aux besoins du monde de la recherche. Les caractéristiques de ce patrimoine et l'évolution du monde de la recherche expliquent en majeure partie les actions menées dans le cadre de ce SPSI.

Premier opérateur de recherche en France par ses effectifs (environ 33 000 personnes en 2016) ainsi que par son budget (3,3 md€ en 2016), le CNRS a placé le partenariat avec les autres institutions académiques au cœur de sa stratégie, ainsi que le maintien de l'excellence scientifique, ce qui dans les deux cas nécessite de pouvoir héberger des équipes et leur offrir les meilleures conditions de travail.

Composé à 58% de biens affectés par l'Etat, 33% de biens propres et 9 % de biens pris en location, ce patrimoine représente près de 898 000 m² SHON et 7 740 000 m² de foncier. Il comprend 578 bâtiments répartis sur 99 sites distincts, avec des spécificités techniques très diverses liées à la variété des domaines de recherche des équipes du CNRS. Certains bâtiments présentent un très haut degré de complexité technique nécessitant d'avoir les équipes capables d'en piloter la construction et l'entretien. La maîtrise des coûts d'entretien et de coûts de fonctionnement d'un tel patrimoine représentent alors un enjeu financier majeur. Ce patrimoine a également une moyenne d'âge assez élevée, un tiers de ses bâtiments ayant été construits et n'ayant pas fait l'objet de réhabilitations lourdes depuis plus de 40 ans. Cette ancienneté entraîne la nécessité de travaux d'entretien lourds assez importants qui dans certains domaines peuvent désormais difficilement être reportés.

Par ailleurs, les surfaces foncières du CNRS sont assez concentrées en de très grandes implantations, 3 sites représentant 64 % de ces surfaces et 9 sites plus de 80 %, ce qui constitue un facteur important pour réfléchir à leur optimisation.

Ce patrimoine ne représente pourtant qu'une part de l'immobilier accueillant des chercheurs du CNRS, puisque sur plus de 1 100 unités de recherche et de service du CNRS, seules 236 unités sont hébergées dans le patrimoine du CNRS. Les autres unités sont hébergées par des partenaires (universités, établissements d'enseignement supérieur, établissements membres de la conférence des grandes écoles, organismes de recherche publics et privés). Or du fait du développement des partenariats tel que le monde de la recherche le connaît depuis plusieurs années - 98% des unités du CNRS faisant l'objet d'un co-pilotage avec d'autres partenaires - et la réalisation de grands projets immobiliers destinés à réunir des équipes de différents partenaires, lancés dans le cadre du précédents SPSI et dont le pilotage est parfois confié au CNRS, le patrimoine immobilier du CNRS a nettement augmenté ces dernières années. Le CNRS apporte sa contribution aux grands projets nationaux que sont les plans campus et notamment l'opération d'intérêt national du plateau de Saclay, la restructuration des implantations de recherche en sciences humaines et sociales du projet Condorcet au nord de Paris ou encore la restructuration de la chimie en région Occitanie avec le projet Balard.

L'immobilier constitue donc un enjeu majeur pour maintenir la capacité d'action de l'établissement et accompagner son évolution. Dans ce cadre, la rédaction d'un nouveau SPSI en est un élément essentiel.

En premier lieu, c'est un exercice qui permet de répondre aux demandes des services de l'Etat et des ministères de tutelles, ainsi qu'à l'évolution de la réglementation.

En effet, la circulaire du 24 août 2016 relative à la gestion budgétaire et comptable publique des organismes et opérateurs de l'Etat pour 2017 rappelle que « *comme demandé par le ministre chargé du budget dans la circulaire du 16 septembre 2009, tous les opérateurs de l'État doivent disposer d'un*

schéma pluriannuel de stratégie immobilière (SPSI), le dispositif des SPSI sera renouvelé dans le cadre d'une circulaire Premier Ministre qui paraîtra au cours de l'année 2016. Celui-ci poursuit un double objectif : d'une part, améliorer la connaissance des biens immobiliers utilisés par les opérateurs et, d'autre part, les inscrire dans une démarche stratégique quinquennale permettant d'accroître leur performance immobilière dans le cadre de l'effort de maîtrise des finances publiques. »

Cette circulaire précise également que « cette démarche vise à étendre aux opérateurs les normes et les règles de la politique immobilière de l'État. Les SPSI des opérateurs doivent ainsi permettre, sur la base d'un diagnostic précis du parc immobilier de l'opérateur, la définition et la mise en œuvre d'une démarche stratégique quinquennale visant à accroître la performance globale d'un parc immobilier, support de ses activités de service public. Ils contribuent en outre à mettre en place une méthodologie pérenne d'analyse, de gestion et de pilotage du parc des opérateurs. »

De plus, la mise en œuvre de décret du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (GBCP) entraîne la nécessité de renforcer la programmation des crédits. Cela rejoint également le souhait des gestionnaires de bâtiments d'avoir une meilleure visibilité sur la planification des travaux.

En second lieu, ce SPSI est le deuxième élaboré par le CNRS, après celui couvrant les années 2011-2015. Il permet donc d'effectuer un bilan de ce premier SPSI.

Ce SPSI 2011-2015 a été marqué notamment par le lancement de grands projets immobiliers dans le domaine scientifique ou en matière de restructurations des implantations du CNRS qui se poursuivent en partie dans le cadre du SPSI 2017-2021.

Ce premier SPSI a également posé les bases d'un nouveau système d'information ayant permis d'améliorer la qualité des connaissances du patrimoine immobilier du CNRS et permis de maintenir un niveau minimum de dépenses pour l'entretien de ce patrimoine immobilier permettant d'éviter sa dégradation.

En troisième lieu, la rédaction de ce SPSI a été l'occasion d'effectuer un bilan de l'état du patrimoine du CNRS en recensant les projets qui pourraient être planifiés et financés sur cette période hors les projets scientifiques qui sont définis par ailleurs (poursuite des projets lancés dans le cadre du SPSI 2011-2015 et non achevés ou mise en œuvre des projets définis dans le cadre du CPER 2015-2020). Ce recensement effectué en priorité sur les thématiques de la sûreté-sécurité et la rationalité économique a fait ressortir qu'après un premier SPSI centré sur la conduite de grandes opérations de restructurations ou de grands projets scientifiques, qui pour partie se poursuivent, il est nécessaire de mener des opérations d'investissements plus centrées sur la remise à niveau et l'adaptation des bâtiments.

Ce sont ces différents éléments qui ont permis de fixer les priorités pour l'élaboration de ce SPSI qui peuvent se résumer ainsi :

- la volonté d'optimiser le parc immobilier en tant qu'outil au service de la science et des utilisateurs, à un bon niveau de sécurité-sûreté et de performance (fonctionnelle, énergétique) ;
- l'ambition de disposer d'outils de pilotage et de gestion adaptés aux évolutions « métiers » et aux enjeux / contraintes, en accompagnant l'évolution des agents qui interviennent dans ce domaine ;
- la nécessité de disposer d'une vision pluriannuelle et d'une programmation maîtrisée en surfaces et en crédits.

Ce SPSI se compose de trois parties :

- une première partie qui présente les principales caractéristiques du patrimoine immobilier du CNRS et les ressources humaines qui s’y consacrent,
- une seconde partie qui effectue un bilan du SPSI 2011-2015,
- une troisième partie qui fixe les perspectives et objectifs pour la période 2017-2021.

Partie 1

Le parc immobilier du CNRS

Rappel des données essentielles

1 Le parc immobilier du CNRS – Rappel des données essentielles

L'immobilier au CNRS en quelques chiffres :

Superficie du parc 898 088 m² S.H.O.N. (juillet 2016),

Biens affectés par l'Etat : 58%

Biens propres : 33 %

Baux et locations : 9 %

Locaux tertiaires (hors activités scientifiques) : 79 000 m², soit 8,9 %,

Superficie du foncier géré par le CNRS : 7 740 587 m²

578 bâtiments, dont 30 en locations, répartis sur 99 sites, 236 unités administratives hébergées,

Le CNRS compte plus de 1 100 unités de recherche;

⇒ Plus de 98 % des laboratoires font l'objet d'un co-pilotage scientifique avec les partenaires du CNRS

⇒ De nombreux laboratoires sont hébergés par des partenaires, notamment dans le parc universitaire, sans prérogatives immobilières pour le CNRS.

Les tableaux détaillés figurent en annexe 1.

1.1 L'immobilier au CNRS, caractéristiques principales,

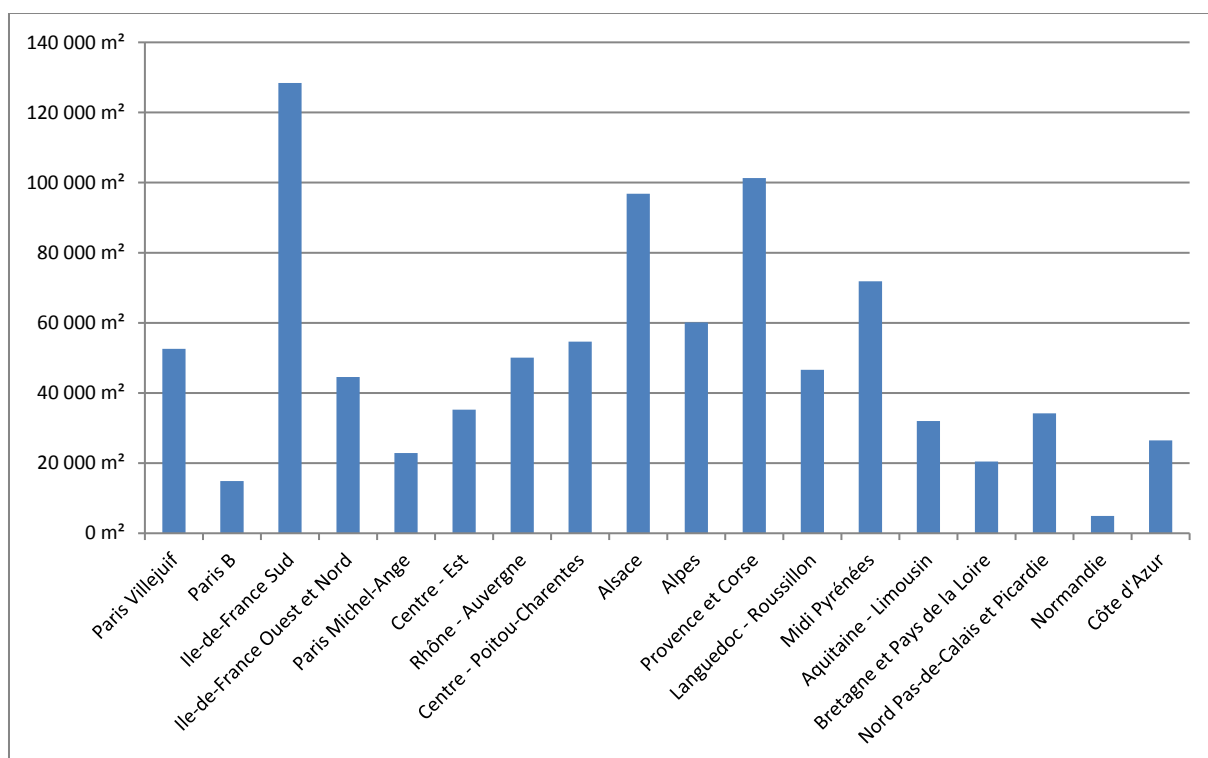
- **Surfaces Bâties :**

Au 21 juillet 2016, le parc immobilier géré par le CNRS totalise 898 088 m² S.H.O.N, dont 25 817 m² en location (soit 3 %) et 872 271 m² hors location (soit 97 %).

Ce parc immobilier bâti est situé à près de 30% en région parisienne, ce qui peut être rapproché de la répartition des effectifs du CNRS.

m ² SHON	Hors Locations	Locations	Total
Ile de France	249 561	13 742	263 302
Hors Ile de France	622 710	12 075	634 785
Surface totale	872 271	25 817	898 088

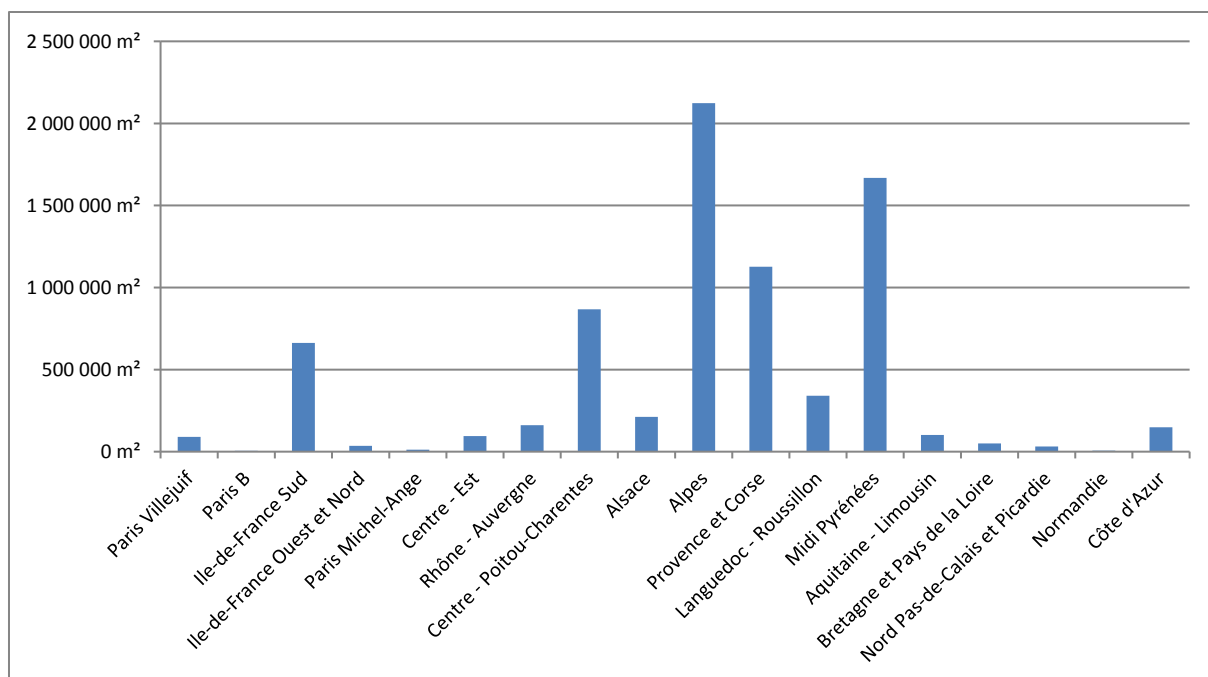
Par délégation régionale, ce patrimoine varie fortement, avec 5 Délégations régionales (DR) dépassant 60 000 m² et 5 DR entre 40 000 et 60 000 m².



Ces surfaces bâties sont affectées à 30 % aux supports, incluant l'hébergement des services administratifs et les salles de réunion des instances collectives, et à 70 % aux instituts du CNRS, dont plus de la moitié pour trois instituts (l'INSB, l'INC et l'INP).

- **Patrimoine foncier :**

Le patrimoine foncier du CNRS est de 7.740 587 m² situés à 90 % hors Ile de France et à 64 % sur trois délégations régionales (Alpes, Midi Pyrénées et Provence et Corse), du fait de très grandes implantations situées hors zones urbaines.



En se limitant aux seules implantations de plus de 100 000 m², 9 sites du CNRS représentent 6,3 m², soit 82 % du patrimoine foncier de l'établissement.

DR	Nom DR	Installation concernée	Site	Surface foncière
DR04	Ile-de-France Sud	Laboratoires de Gif sur Yvette	GIF	615 218 m ²
DR08	Centre - Poitou-Charentes	Campus d'Orléans - La Source	OLS	728 381 m ²
DR10	Alsace	Campus Cronenbourg	CNB	191 101 m ²
DR11	Alpes	Plateau de Bure (IRAM)	BUR	1 988 981 m ²
DR12	Provence et Corse	Laboratoire de Haute Provence	OHP	929 779 m ²
DR12	Provence et Corse	Centre élevage animaux laboratoire	ROU	105 491 m ²
DR13	Languedoc - Roussillon	Groupe de laboratoires	MND	113 558 m ²
DR13	Languedoc - Roussillon	ISGMP	ODO	165 253 m ²
DR14	Midi Pyrénées	Station d'écologie expérimentale de Moulis	MOU	1 481 826 m ²
Sites supérieurs à 100 000 m ²				6 319 588 m ²

○ **Régime juridique :**

Le patrimoine bâti du CNRS se compose à 57,8 % de biens domaniaux, à 33,3 % de biens propres, à 6,0 % de baux et conventions diverses et seulement à 2,9 % de locations.

	Bien domanial	Bien propre	Bail à construction	Bail emphytéotique	Mise à disposition gratuite	Autre convention	CNRS locataire	Total
m ² SHON	518 789 m ²	299 327 m ²	13 066 m ²	26 596 m ²	2 383 m ²	12 111 m ²	25 817 m ²	898 088 m²
Nbre de bâtiments	271	250	3	15	2	7	30	578
% (/Total SHON)	57,8%	33,3%	1,5%	3,0%	0,3%	1,3%	2,9%	100%

Les biens propres sont à 54 % en Ile de France, essentiellement à Gif qui représente près de 60% des biens propres en Ile de France.

Hors Ile de France, les biens propres sont situés à 68% dans trois délégations régionales : Alsace, Provence et Corse et Midi Pyrénées.

Ces biens bâtis se composent de 578 bâtiments, dont 30 en location et 548 hors location, répartis sur 99 sites.

Les locations sont situées pour plus de la moitié en Ile-de-France et un cinquième en midi Pyrénées. Ces locations concernent surtout des activités scientifiques :

Locations	Tertiaires	Logements	Activités scientifiques	Total	%
Ile-de-France	1 738 m ²	-	12 004 m ²	13 742 m ²	53,2%
Midi Pyrénées	2 826 m ²	-	3 420 m ²	6 246 m ²	24,2%
Nord Pas-de-Calais et Picardie	125 m ²	-	1 921 m ²	2 046 m ²	7,9%
Autres	1 368 m ²	-	2 416 m ²	3 783 m ²	14,7%
Total	6 056 m²	0 m²	19 760 m²	25 817 m²	100%
Pourcentage	23%	0%	77%	100%	

Les locations représentent un montant de 3 813 547 €.

Le patrimoine foncier du CNRS comporte une part nettement plus réduite de biens propres et une part plus importante de biens attribués par baux et autres conventions :

Foncier	Bien domanial	Bien propre	Baux et autres conventions	CNRS locataire	Total
Surface	4 154 647 m ²	1 392 741 m ²	2 168 699 m ²	24 500 m ²	7 740 587 m²
Pourcentage	53,7%	18,0%	28,0%	0,3%	100%

○ **Répartition des surfaces par usages principaux :**

Les surfaces bâties sont pour près de 89,2% affectées à des activités scientifiques, 8,8% à des activités tertiaires et 1,9% à de l'hébergement:

SHON	Activités scientifiques	Tertiaires	Hébergement	Total m ²
Surface	801 403 m ²	79 369 m ²	17 316 m ²	898 088 m²
Pourcentage	89,2%	8,8%	1,9%	100%

Les surfaces allouées à des activités scientifiques concernent pour moitié trois instituts (INSB, INC et INP).

Les surfaces affectées à des activités tertiaires sont concentrées sur la région parisienne à 53% et les activités scientifiques à 22%.

Le ratio d'occupation des surfaces tertiaires est de 13,05 m² par agent (effectifs physiques) en septembre 2015, en diminution par rapport aux données indiquées dans le SPSI 2011-2015 pour 2011 (13,69 %). Il est de 12,06 m² SUN en Ile de France (septembre 2015).

Le calcul d'un ratio hors activités tertiaires a été demandé par le Conseil immobilier de l'Etat dans son avis du 15 mai 2012 concernant le précédent SPSI du CNRS. Un ratio en m² pour les activités scientifiques peut être calculé, il ressort à 14,7 m² SUN par agent (effectif physique ; valeur 21/07/2016) au CNRS, mais n'est guère interprétable compte tenu des différences majeures entre installations scientifiques. Il en est de même pour les locaux techniques. L'établissement de règles dans ce domaine devrait être effectué pour l'ensemble du secteur de la recherche et ne dépend donc pas du CNRS.

Les logements sont au nombre de 121, répartis sur 16 délégations mais avec 77 situés à Gif/Yvette et 14 à l'observatoire de Haute Provence (Délégation Provence et Corse) (cf. point 2.2).

○ **Répartition des surfaces par catégories de locaux hors tertiaire¹ :**

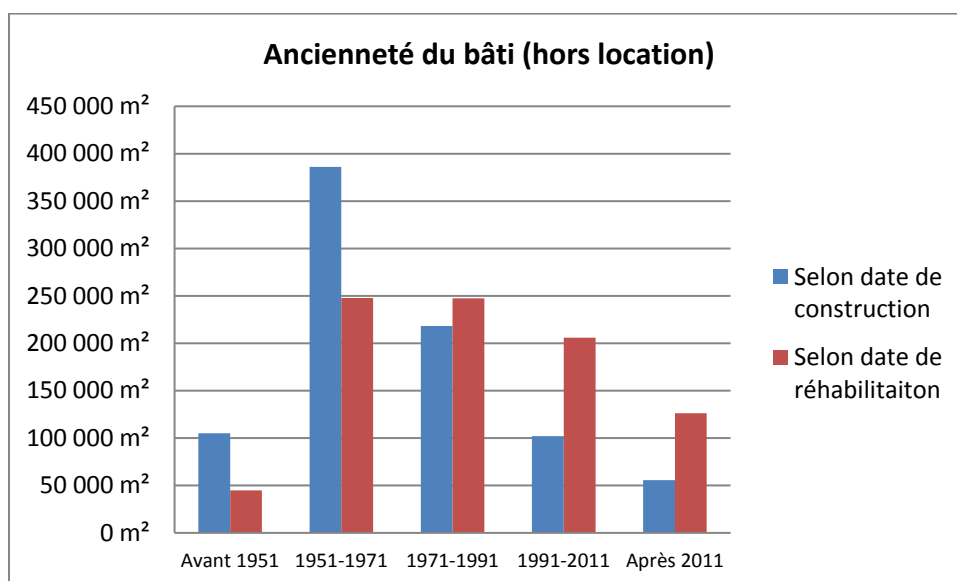
Les locaux pour activités scientifiques, y compris les bureaux, représentent 54,5 % des locaux hors tertiaire. Les locaux de stockage, les locaux techniques et les surfaces de circulation et sanitaires représentent 33,5 %. Les autres locaux (restauration, réunion, hébergement) représentent 8,2 % des surfaces. Enfin, 3,9% de ces locaux sont vacants.

¹ S'agissant des répartitions par type d'activités, les surfaces prises en compte correspondent à la somme des surfaces de chaque local affecté à un usage ; les valeurs ne sont donc pas égales aux valeurs exprimées par ailleurs en SHON qui sont calculées sur un périmètre plus large, incluant notamment les espaces de circulation (couloirs).

	Activités scientifiques ⁽¹⁾	Locaux tech., réserves, circulations, sanitaires	Réunion, restauration, hébergement	Vacant	TOTAL
Total	395 442	242 569	59 379	28 064	725 453
Pourcentage	54,5%	33,4%	8,2%	3,9%	100,0%

○ Ancienneté du patrimoine

L'ancienneté du patrimoine peut être identifiée en fonction de la date de construction ou de la date de la dernière réhabilitation (rénovation lourde).

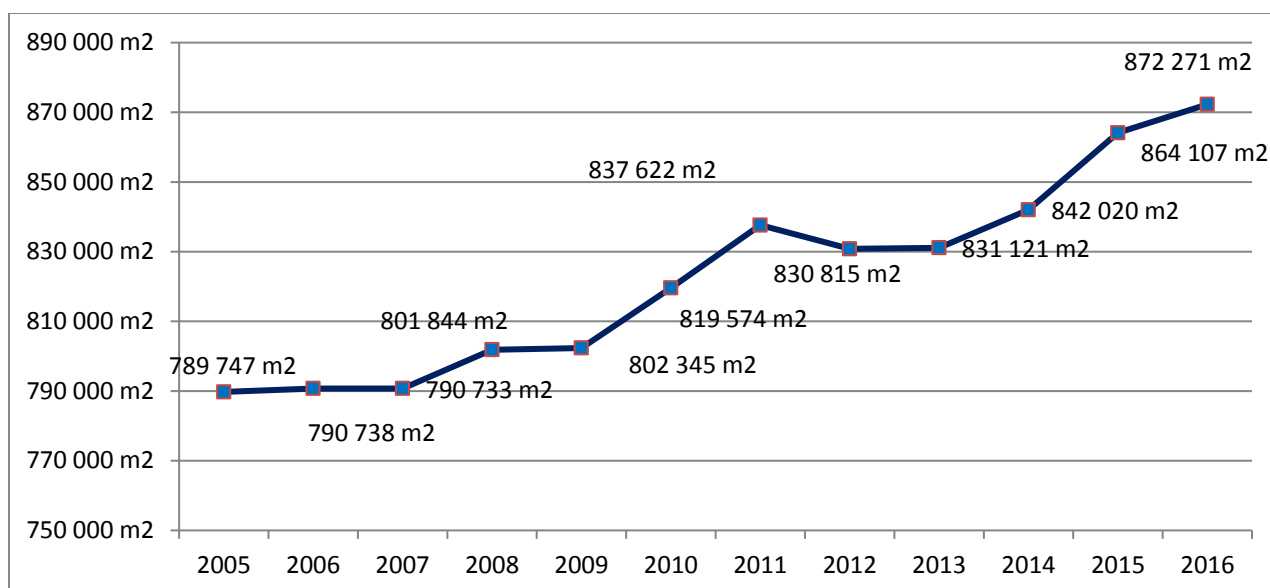


Même en se basant sur la date de la dernière réhabilitation, le patrimoine bâti du CNRS est ancien, que ce soit pour du tertiaire ou pour des bâtiments scientifiques, puisqu'un tiers de ses bâtiments ont été construits ou ont fait l'objet d'une réhabilitation avant 1970 :

Ancienneté du bâti (hors location)	Avant 1970	Après 1970
En fonction de la date de construction	66%	34%
En fonction de la date de la dernière réhabilitation	53%	47%

1.2 Evolution des surfaces bâties de 2005 à 2015 (hors locations)

Les surfaces bâties sur la période 2005-2015 ont augmenté de plus de 74 000 m² SHON, soit plus de +9% :



Depuis 2011, le patrimoine a augmenté de +4,1 %. Cette évolution est nettement moins élevée en région parisienne ;

SHON	2011	2016	%
Ile de France	244 017 m²	249 561 m²	+2,3%
Hors ile de France	593 605 m²	622 710 m²	+4,9%
Total	837 622 m²	872 271 m²	+4,1%

Cette évolution est due à deux facteurs principaux qui sont décrits dans la partie 2 du présent SPSI :

- une meilleure connaissance du patrimoine immobilier, qui a entraîné une révision à la hausse des surfaces,
En effet, le CNRS a développé des outils lui permettant d'avoir une meilleure connaissance de son patrimoine. Il s'agit notamment de l'outil LOGIC décrit dans la partie 2. Dès lors, l'utilisation des données les plus anciennes doit être effectuée avec précaution.
- la livraison de bâtiments et leur intégration dans le patrimoine du CNRS, ces bâtiments accueillant des unités logées précédemment hors du patrimoine du CNRS.

Le CNRS est particulièrement impliqué dans les politiques de coopération avec les autres grands établissements de recherche. Les opérations immobilières menées dans ce cadre visent notamment à regrouper les équipes et mutualiser les locaux. Cependant, cela n'entraîne pas une diminution du patrimoine du CNRS et explique plutôt une hausse car l'établissement devient dans de nombreux cas gestionnaire des locaux créés à cette occasion. Cela apparaît par exemple dans la plupart des grands projets décrits dans la partie 2 du présent SPSI.

Pour avoir une vision consolidée des conséquences immobilières de cette politique de mutualisation, il faudrait avoir une vision complète du patrimoine de l'ensemble des acteurs concernés. Le CNRS ne dispose pas des données patrimoniales concernant les partenaires (universités, écoles, établissements de recherche, etc.) hébergeant les unités mixtes non hébergées par le CNRS et ne peut donc présenter cette vision de synthèse globale. Seules les informations concernant les hébergements des unités concernées avant et après mise en œuvre des projets immobiliers évoqués dans ce SPSI sont signalés.

Concernant le tertiaire, comme indiqué dans l'annexe 1, le ratio constaté au CNRS de SUN par effectif est en diminution entre 2011 (13,69 m²) et 2015 (13,05 m²) et se rapproche de l'objectif fixé (12 m²).

1.3 Ressources humaines et organisation de la filière immobilière

La politique immobilière du CNRS est arrêtée par la direction du CNRS au vu des projets scientifiques et sa mise en œuvre est déconcentrée dans les 18 délégations régionales (19 délégations régionales jusqu'en 2015, deux délégations d'Ile-de-France ayant fusionné depuis lors).

A partir des objectifs définis dans le Schéma Pluriannuel de Stratégie Immobilière (SPSI) l'instruction des projets tient compte des évolutions de l'activité scientifique et des orientations définies par la Direction Générale Déléguée à la Science avec les Instituts et présentées en collège de direction.

Les 10 instituts sont force de proposition auprès de la direction pour les opérations nouvelles (construction neuve ou restructuration d'existant), fondées sur un projet scientifique expertisé par leurs services et directions d'unités de recherche (ou chef de projet scientifique), pour les projets d'aménagement de laboratoires.

La mise en œuvre de la politique immobilière est assurée au sein de chaque délégation régionale.

Missions des différentes entités impliquées dans la fonction immobilière

La Direction de la Stratégie Financière, de l'Immobilier et de la Modernisation (DSFIM)

La DSFIM est en charge de la prospective et de la mise en œuvre des orientations stratégiques dans son domaine. Elle assure la programmation, la préparation et l'exécution du budget, et fait le lien entre l'allocation des ressources et la réalisation des objectifs. Elle est chargée de l'optimisation des ressources, de la modernisation de la gestion, et de la mise en œuvre de la politique immobilière.

Missions de la DSFIM pour la politique immobilière :

La mission de la DSFIM pour la politique immobilière du CNRS est exercée par un service dédié à l'immobilier – le Service de la Politique Immobilière (SPI) - réunissant les compétences administratives, juridiques, techniques et financières nécessaires pour une mission nationale de conseil et d'assistance aux instituts et aux délégations pour toute question immobilière et plus particulièrement pour définir et mettre en œuvre, en liaison avec les instituts et les délégations régionales, la politique immobilière pour les opérations d'investissement, la maintenance et l'entretien des bâtiments :

Cette politique est définie dans le schéma pluriannuel de stratégie immobilière de l'établissement.

✓ Pour les opérations d'investissement :

1. Opérations correspondant au volet immobilier de projets scientifiques, et principalement aux opérations co-financées dans le cadre des contrats de plan Etat-Région, les opérations campus ou le Programme d'Investissement pour l'Avenir. Ces projets sont proposés par les directeurs d'instituts scientifiques, validés en comité de direction.

La faisabilité et l'évaluation technique et financière des opérations sont instruites conjointement entre les services techniques et financiers de la délégation et le SPI ;

2. Opérations de restructuration/rénovation correspondant principalement aux investissements à la charge du propriétaire pour l'entretien et l'amélioration du patrimoine. Ces projets font l'objet d'un plan pluriannuel d'investissement immobilier (voir plus loin).

✓ Pour la maintenance et l'entretien :

L'entretien immobilier dit du propriétaire est sous la responsabilité de chaque délégation.

L'entretien immobilier dit du locataire incombe aux unités de recherches affectataires des locaux.

En délégation, le responsable technique et logistique évalue l'état du parc immobilier, dresse une liste de travaux et leur priorité et en estime le montant.

Le service de la politique immobilière recense annuellement les demandes d'entretien des délégations sur les rubriques clos et couvert, chauffage plomberie, électricité, conformité et sécurité.

Depuis 2006, il anime un réseau de chargés de missions thématiques qui établit une programmation pluriannuelle des demandes et propose un pré-arbitrage des opérations à financer sur le budget de l'année n+1. Depuis 2010, ce pré-arbitrage est discuté dans le cadre du dialogue de gestion.

Le SPI contrôle l'avancement de la réalisation des travaux d'entretien en interagissant avec les délégations régionales et en tenant à jour des tableaux de bord.

Le SPI suit l'exécution budgétaire des projets et apporte un appui administratif, juridique et technique et financier aux délégations régionales.

Les délégations régionales :

Par délégation de signature du directeur général / président, le délégué de chaque délégation régionale a qualité pour mettre en œuvre la politique immobilière.

Dans la limite des termes de sa délégation de signature le délégué a la responsabilité, pour sa circonscription, de :

- ✓ la gestion foncière des sites : l'attribution des locaux aux unités de recherche, en concertation avec l'institut ; engagement et suivi d'exécution des conventions et baux ; relations avec les services départementaux de France Domaine ;
- ✓ la maîtrise d'ouvrage (définition du programme technique, financement du projet) et la conduite d'opération de chaque projet immobilier confié par la direction, le cas échéant avec l'appui du service immobilier de la DSFIM.
 - la responsabilité du patrimoine existant dans sa circonscription : assurer le bon fonctionnement (logistique et maintenance) et l'entretien du patrimoine CNRS.

Pour mener à bien ces missions, le délégué s'appuie sur les ressources réparties dans le service technique et logistique et le service financier et comptable ayant un service en charge des achats. En tant que de besoin il fait appel à l'ingénieur régional hygiène et sécurité.

A noter : le comité des directeurs de laboratoires (CDL), un « syndic de copropriété » :

Les délégations dont les bâtiments sont regroupés sur un même site (« campus ») ont un rôle comparable à un syndic de copropriété. Aux termes d'une décision interne et d'une convention, le comité des directeurs de laboratoires (CDL) recueille les ressources auprès de chaque unité permettant de régler les « dépenses d'infrastructure » du site suivant des clefs de répartition. Le CDL gère les dépenses communes. Cela concerne par exemple le gardiennage, les espaces verts, le nettoyage, l'entretien des voiries...etc.

Le réseau des correspondants techniques du bâtiment (CTB)

Le réseau des CTB réunit les ingénieurs ou les techniciens, toutes branches d'activités confondues, travaillant dans les unités de recherche, ayant la charge de veiller au bon fonctionnement des infrastructures techniques des bâtiments les hébergeant, de faire ou de faire faire certains travaux d'aménagement de locaux, d'assurer en liaison avec les services techniques et logistiques des délégations la veille nécessaire à la gestion patrimoniale du CNRS.

L'animation et la coordination de ce réseau est assurée par un comité de pilotage réunissant le SPI et des responsables de services techniques.

Outre les échanges entre membres le réseau est réuni en séminaire annuel de formation et d'échanges d'expériences.

- **Les effectifs**

- ✓ *Au sein de la DSFIM (Direction de la Stratégie Financière, de l'Immobilier et de la Modernisation - siège)*

Le service de la politique immobilière est composé de 6 ETPT en juillet 2016 (12 en septembre 2012).

A noter que le recrutement d'un manager de données patrimoniales est à l'étude pour 2017.

- ✓ *Au sein des Délégations régionales*

Ressources humaines en DR (services techniques Immobilier et Logistique)				
Délégation régionale		Effectifs (septembre 2016)		
N°	Circonscription	Immobilier	Logistique	Total
01	Paris-Villejuif	9,00	10,00	19,00
01	Service mutualisé IdF	7,05	3,95	11,00
02	Paris B	1,00	1,00	2,00
04	Ile-de-France sud	13,80	14,20	28,00
05	Ile-de-France ouest et nord	7,40	9,60	17,00
06	Centre-Est	1,40	1,00	2,40
07	Rhône-Auvergne	5,00	1,00	6,00
08	Centre, Limousin, Poitou-Charente	3,75	0,88	4,63
10	Alsace	9,80	8,00	17,80
11	Alpes	4,00	8,60	12,60
12	Provence et Corse	14,00	11,00	25,00
13	Languedoc-Roussillon	8,00	1,00	9,00
14	Midi-Pyrénées	4,20	1,00	5,20
15	Aquitaine	3,13	0,87	4,00
16	Paris Michel-Ange	5,25	9,00	14,25
17	Bretagne, Pays-de-la-Loire	1,00	1,00	2,00
18	Nord-Pas-de-Calais, Picardie	2,20	1,70	3,90
19	Normandie	0,65	1,50	2,15
20	Côte d'Azur	4,02	0,78	4,80
Total		104,65	86,08	190,73

Rq 1 : Effectifs des 18 délégations régionales, y compris Service mutualisé d'Ile-de-France (pôle Immobilier et Logistique)

Rq 2 : Valeurs en ETP ; les parts des postes mutualisés affectés à d'autres fonctions (par ex. en laboratoire) ne sont pris en compte que partiellement.

Rq 3 : Effectifs y compris CDD.

Rq 4 : Effectifs à l'instant t (première quinzaine de septembre 2016)

En décembre 2012, les effectifs en DR étaient de 215,8 dont 117,6 pour l'immobilier et 98,2 pour la logistique, soit une baisse de l'ordre de 11 %.

✓ *En laboratoires (hébergés dans le parc immobilier du CNRS) :*

En juillet 2016, 65 agents sont référencés en tant que Correspondants techniques Bâtiment (CTB).

Ce recensement ne couvre pas exhaustivement les agents assurant des fonctions ayant trait à l'immobilier dans les unités. De plus, ce recensement ne couvre pas la totalité de la branche d'activité professionnelle (BAP G).

Le recensement de la totalité des effectifs assurant ces fonctions y compris dans les unités est le suivant (cf. détail en annexe n°4):

Effectifs	Familles IMMOBILIER	Familles LOGISTIQUE	Total
2011	364	228	592
2012	350	231	581
2013	345	217	562
2014	315	209	524
2015	306	206	512

Partie 2

Bilan du SPSI 2011-2015

2. Bilan du SPSI 2011-2015

2.1. Bilan des quatre axes stratégiques du SPSI 2011-2015

Le SPSI 2011-2015 fixait quatre axes stratégiques :

- Adaptation des infrastructures immobilières des laboratoires à l'évolution de leur activité scientifique, dans le cadre notamment des contrats de projet Etat-régions et de la réalisation des « plans campus » ;
- Rationalisation des implantations, notamment en Ile-de-France, pour une meilleure maîtrise des surfaces et donc des charges d'infrastructure ;
- Poursuite d'un effort soutenu d'entretien du patrimoine ;
- Amélioration de la capacité de pilotage de la politique immobilière du CNRS par le déploiement d'un outil de gestion informatisé.

Les deux premiers axes portent sur la mise en œuvre de grands projets immobiliers dont le calendrier de réalisation dépassait en partie le cadre temporel de ce SPSI et se prolongeront sur le prochain SPSI. Cela explique pour partie un décalage entre l'évolution des surfaces prévue par ce SPSI et l'évolution constatée. La finalisation de ces grands projets constitue un axe majeur du SPSI 2017-2021.

En application de l'axe 3 concernant l'effort soutenu d'entretien du patrimoine, le CNRS a maintenu, voire augmenté, ses moyens dans ce domaine, afin notamment d'accompagner l'entrée en activité de nouveaux bâtiments.

Les travaux accomplis dans le cadre de l'axe 4 (amélioration de la capacité de pilotage de la politique immobilière) ont permis notamment une meilleure connaissance du patrimoine immobilier, grâce au déploiement d'un outil spécifique, ce qui s'est traduit en particulier par une augmentation des surfaces répertoriées.

2.1.1. Adaptations des infrastructures immobilières des laboratoires à l'évolution de l'activité scientifique

Cet axe porte sur les grands projets scientifiques prévus durant la période du SPSI 2011-2015, permettant au CNRS d'adapter les infrastructures immobilières de ses laboratoires à l'évolution de leurs activités scientifiques.

Cet axe se compose des projets CPER 2007-2013, des projets s'inscrivant dans le cadre des plans Campus, de la création de plateformes technologiques ou de grands équipements, **et de** projets scientifiques divers de taille plus réduite.

Les projets du CPER 2007-2013 ont presque tous été réalisés, à l'exception du projet QAERO décalé sur le présent CPER 2017-2020. Les opérations scientifiques de taille réduite ont été réalisées.

Les autres projets, se composant essentiellement des plans campus et de la création de plateformes technologiques ou de grands équipements qui étaient à un stade peu avancé au moment de

l'élaboration du SPSI 2011-2015, sont pour la majeure partie d'entre eux en cours de réalisation et ne seront achevés que dans le cadre du SPSI 2017-2021.

- **Mise en œuvre des projets inscrits au CPER 2007-2013**

Les opérations immobilières inscrites aux CPER (extrait SPSI 2011-2015) ont été réalisées, y compris celles sans impact sur les surfaces immobilières, à l'exception de l'opération QUAERO, décalée au présent SPSI 2017-2021, et à l'actuel CPER 2015-2020.

Cadre	Localisation	Nom projet	Surface m² SHON		
			Prévisions au SPSI 2011-2015	Réalisés	En cours
CPER	DR11 Grenoble	Institut Néel	3 661 m²	971 m²	
CPER	DR20 Valbonne	Géoazur	4 217 m²	80 m²	
CPER	DR06 Chooz	Double Chooz	250 m²	250 m²	
CPER	DR04 Orsay	QUAERO	2 300 m²		2 074 m²
CPER	DR04 Orsay	DIGITEO LABS	7 796 m²	9 184 m²	
CPER	DR12 Marseille	LMA	7 265 m²	9 298 m²	
CPER	DR10 Strasbourg	VEGOIA	1 620 m²	1 858 m²	
CPER	DR15 Bordeaux	PLACAMAT	1 400 m²	2 384 m²	
CPER	DR07 Villeurbanne	ISA	10 591 m²	11 715 m²	
CPER	DR14 Toulouse	ADREAM	500 m²	2 473 m²	
CPER	DR14 Moulis	Moulis	200 m²	1 624 m²	
CPER	DR13	Géopolys	780 m²	1 200 m²	
CPER	DR04	IMAGIF	3 000 m²	3 667 m²	
Sous-total CPER			43 580 m²	44 704 m²	2 074 m²

Par ailleurs, certains projets ont été réalisés avec un décalage de calendrier.

En particulier,

- **LMA** : Les nouvelles installations sur le site du Technopôle de Château-Gombert à Marseille ont été mises en services à l'été 2015 (le déroulement des travaux a été impacté notamment par plusieurs dépôt de bilan des entreprises) ;
- **VEGOIA** : Les travaux de réaménagement et d'extension de l'Institut de Biologie Moléculaire des Plantes (Strasbourg) ont été livrés en mai 2015, le calendrier ayant été impacté par plusieurs types d'aléas (économie du projet ; défaillances de prestataires) ;
- **Institut Néel** : la mise en service du nouveau bâtiment, sur le campus CNRS de Grenoble, a été faite à partir de 2013, mais la restructuration a été réalisée progressivement, en site occupée, la dernière phase s'étant achevée au printemps 2015.

Les six projets CPER sans impact sur les surfaces immobilières ont également été réalisés :

Nom du projet	CPER	Institut	Localisation	SHON (m ²)	Coût total du projet (en M€ HT)	Participation CNRS (en M€ HT)	Date de réception
ICMPE	2007-2013	INC	DR-Thiais	0	5,594	0	janv-13
Cyclotron	2007-2013	IN2P3	DR10-Alsace	0	1,9	0,56	août-12
IGBMC	2007-2013	INSB	DR10-Alsace	0	6	0	2013
Nanomat	2007-2013	INC	DR10-Alsace	0	2	0	mi 2011
CEMIPAI	2007-2013	INSB	DR13-Montpellier	0	2,6	0,34	fin 2012
PICOLab	2007-2013	INP	DR14-Toulouse	0	4,38	0	mars-12
TOTAL					22,47	0,90	

Les principales opérations significatives terminées sur cette période sont décrites en annexe 1.
L'opération QAERO, décalée sur le CPER 2015-2020, est décrite en annexe 2.

- **Accompagnement des plans campus :**

Les grandes opérations lancées dans ce cadre se poursuivent toujours avec les projets des plans campus de Paris-Saclay (Centre physique Matière et rayonnement, Centre de nanoscience et de nanotechnologie, Institut de biologie intégrative), de Montpellier (Pôle chimie – Balard), et le projet Condorcet à Aubervilliers - Paris Nord. Ces projets en cours de réalisation sont présentés dans la partie concernant les opérations du SPSI 2016-2021.

Le SPSI 2011-2015 mettait en exergue l'impact des plans Campus lancés par le gouvernement à partir de 2008 en termes d'immobilier pour le CNRS.

L'objet du présent chapitre est de présenter le bilan prévisionnel et l'avancement des projets dans lesquels le CNRS est opérateur ou est directement impliqué, concernant :

- L'Opération d'Intérêt National (OIN) Paris Saclay
- Le Plan Campus de Montpellier
- Le projet Condorcet à Aubervilliers-Paris nord

Ces opérations sont décrites en annexe 2.

- **Autres opérations immobilières évoquées dans le SPSI 2011-2015**

Il s'agit des opérations suivantes qui ont été réalisées :

- Station de primatologie INSB livrée en 2012,
- L'extension de l'IBCP (Gerland -69) a été mise en service en 2013 ;
- La restructuration et l'extension du restaurant et des locaux des services médico-sociaux du campus de la Doua, à Villeurbanne, a été livrée en 2013 ;
- L'extension de l'IEMN, à Villeneuve d'Ascq, s'est achevée en mai 2015 a été mise en service en septembre 2015.

2.1.2. Rationalisation des implantations, notamment en Ile-de-France, pour une meilleure maîtrise des surfaces et des charges d'infrastructure ;

Ce deuxième axe porte sur la rationalisation des implantations du CNRS, c'est-à-dire la cession d'emprises isolées et inoccupées, ainsi que la réduction des implantations à Paris, avec notamment la restructuration du site de Meudon et l'accompagnement immobilier à Villejuif de la fusion de deux délégations régionales d'Île de France.

La fusion des deux délégations d'Île de France a été effectuée et son accompagnement sur le site de Villejuif s'est achevé en début d'année 2016,

La restructuration du site de Meudon se déroule en deux phases, la première concernant la rénovation du bâtiment siège s'étant achevée en 2012 et la seconde, portant sur la cession de terrains et la construction d'un nouveau bâtiment, étant en cours de réalisation.

Les cessions d'implantations isolées ou inutilisées sont partiellement effectuées, avec notamment des cessions de terrains nettement supérieures aux prévisions, et se poursuivent.

- **Rationalisation des implantations en Ile-de-France**

- **Restructuration du site de Villejuif et réimplantation des unités parisiennes**

Prévue au plan d'action 2012-2015 de la direction du CNRS intitulé « Pour une organisation renouvelée des fonctions support du CNRS », la création de la délégation «Paris-Villejuif» est l'un des trois projets structurants de ce plan. Cette nouvelle délégation résulte de la fusion, au 1er janvier 2016, des délégations de Paris A (DR1) et d'Ile-de-France Est (DR3), respectivement implantées à Ivry sur Seine et à Thiais, dans le Val-de-Marne.



Ce projet impliquait d'une part, le rapprochement des services des deux délégations concernées ainsi que, d'autre part, la réhabilitation du bâtiment B du Campus de Villejuif qui abrite le siège de la délégation fusionnée.

Le volet immobilier de ce projet a consisté à rénover entièrement, pour les adapter à l'activité administrative, des locaux dédiés aux recherches en biologie jusqu'en 2010. L'accent a été mis sur les performances énergétiques du bâtiment équipé pour recevoir environ 160 agents.

Ce projet a comporté de trois phases :

- 1°) Réhabilitation du bâtiment B du Campus de Villejuif qui abrite le siège de la délégation fusionnée, ainsi que remise aux normes du restaurant du campus,
- 2°) Rapprochement des services des deux délégations concernées,
- 3°) Création d'une nouvelle délégation résultant de la fusion, au 1er janvier 2016, des délégations de Paris A (DR1) et d'Ile-de-France Est (DR3), respectivement implantées à Ivry sur Seine et à Thiais, dans le Val-de-Marne.

Ces trois phases ont été réalisées.

Cette opération n'a pas eu d'impact sur les surfaces de la délégation régionale située à Villejuif, reposant sur une transformation d'anciens laboratoires en locaux tertiaires. Toutefois, elle a permis de mettre fin au bail de locaux loués à Thiais (1 437 m²) et de libérer des surfaces à Ivry (5 197 m²), permettant une diminution des surfaces supérieure aux prévisions établies dans le SPSI 2011-2015 (- 5 452 m²).

○ Restructuration du site de Meudon-Bellevue

En 2009, la direction du CNRS a validé en comité des infrastructures un avant-projet de restructuration totale de la partie Est du site (démolitions et construction de parkings souterrains et surfaces de bureau complémentaires pour accueillir certains services aujourd'hui hébergés dans des locaux loués dans Paris), totalement financée par la cession de la partie Ouest du site, pour partie désaffectée ou occupée par des bâtiments vieillissants et peu économes en énergie.



Le 11 mars 2010, la direction du CNRS a validé la surélévation et la restructuration du bâtiment historique, le Pavillon Bellevue.

Ces travaux, incluant la démolition de deux bâtiments fortement dégradés, ont été achevés en octobre 2012, et ont constitué la première phase de restructuration du campus de Meudon Bellevue.

En parallèle, la réflexion et l'étude sur la seconde phase de restructuration du site a été poursuivie en se fondant sur la cession partielle de 50% de l'assiette foncière du site, propriété du CNRS, afin de financer la démolition de 8 bâtiments existants, la création d'un parking souterrain de 150 places ainsi que la création de deux bâtiments neufs (toutes études comprises). Les deux bâtiments neufs de Haute Qualité Environnementale et de type BBC (Bâtiment Basse Consommation), d'une SHON d'environ 11 000 m² (10 000 m² de surface de plancher), permettront d'héberger l'ensemble des entités fonctionnelles du site existant et d'autres services (formatage à réactualiser après l'obtention d'un permis définitif).

Compte tenu tout à la fois de la complexité technique et du phasage lié à une opération à mener en site occupé, le CNRS a décidé de lancer une consultation sous la forme d'un marché de conception réalisation avec remise d'un terrain d'une surface de 9.977 m² en règlement du marché. Ce montage permet ainsi au CNRS de s'exonérer du portage financier de l'opération. La vente du terrain est assortie à la purge complète du recours des tiers sur les permis déposés.

L'assiette des biens à vendre à Meudon (Hauts-de-Seine) a été divisée en deux tènements fonciers soit le lot 2.1 constituant une parcelle à céder de 5.155 m² environ et le lot 2.2 constituant une parcelle à céder de 4.822 m² environ, soit 9.977 m² au total.

L'équipe retenue est le groupement GTM, Engelmann & Vinci. Elle propose un coût d'opérations à hauteur de 35,95 millions d'euros, et une valorisation de la parcelle à céder de 36,5 millions d'euros

pour une opération de l'ordre de 15.287 m² de surface de plancher, dédiée à la construction de logements. Le CNRS devrait recevoir de ce fait une soulte d'un montant de 550.000 euros.

La réalisation globale de l'opération, au-delà d'un planning optimisé de travaux de 21 mois, devrait s'échelonner sur une durée de quatre années, permettant une remise des nouvelles constructions par le promoteur en 2017 au plus tôt.

Le Conseil d'administration a approuvé, par délibération du 27 juin 2013, le projet de cession par le CNRS d'un terrain de 9 977 m².

La promesse de vente a été signée le 30 août 2013.

Par décision du 27 septembre 2013, ce terrain a été désaffecté aux activités de recherche scientifique et déclassé du domaine public.

Le permis de construire portant sur les deux volets de l'opération (logements en promotion privée et bâtiments du CNRS) a été délivré le 19 août 2015 (dépôt de la demande de permis : 22 juillet 2014). Sept recours juridictionnels introduits par des riverains sont en cours d'instruction.

Le bilan des « surfaces CNRS » de cette opération est de - 12 944 m² SHON, seule la phase 1 (-3 380 m²) ayant été réalisée pour l'instant.

Budget : le coût de l'opération (toutes dépenses confondues) est de 35,95M€.

La valorisation de la parcelle à céder a été arrêtée à 36,5 (M€) (pour une opération de l'ordre de 15.287 m² de surface de plancher, dédiée à la construction de logements). Le CNRS recevra de ce fait une soulte d'un montant de 550.000 euros.

Cessions :

- **Phase 1 :** aucune
- **Phase 2 :** Foncier - 9997 m²

Déconstruction:

- **Phase 1 :** -4 241 m² SHON (démolition de la barre)
- **Phase 2 :** -20 544 m² SHON

Construction :

- **Phase 1 :** + 861 m² SHON (surélévation Pavillon Bellevue)
- **Phase 2 :** + 10 980 m² SHON

○ **Evolution des autres emprises parisiennes :**

L'évolution de ces autres emprises est en partie liée au projet de campus Condorcet évoqué dans la partie 2.1.1.

Le CNRS dispose de 17 emprises dans Paris intra muros et 31 emprises en région parisienne.

Les emprises actuelles du CNRS concernées par des unités ayant vocation à rejoindre le site Condorcet sont les suivantes:

Etablissement / Universités	Occupants	Nom du site	Adresse et ville	Statut juridique	SHON	SUB	SUN
CNRS	HUMA - NUM	UMS3598 (HUMA-NUM)	190-198 avenue de France	Prise à bail	1 356,3 m ²	1 233,0 m ²	
CNRS	Réseau Asie / Pacifique	UPS2999 (Réseau Asie et Pacifique ou IMASIE)	190-198 avenue de France	Prise à bail			
CNRS	IRHT	UPR841 (IRHT)	40 avenue Iéna	Domanial	1 498,0 m ²	981,0 m ²	810,0 m ²
CNRS	IHTP	UPR301 (IHTP)	59-61 rue Pouchet	Bien propre	261,8 m ²	238,0 m ²	
CNRS	UMR7227, UMR8171 (IMAF)	DR01	27 rue Paul Bert	Bien propre	267,3 m ²	243,0 m ²	
CNRS	CEH	UPR299 (CEH)	7 rue Guy Môquet - Villejuif	Bien propre	158,4 m ²	144,0 m ²	
CNRS	Année épigraphique	UMR8210 ANHIMA (ex USR 710)	7 rue Guy Môquet - Villejuif	Bien propre	151,8 m ²	138,0 m ²	
CNRS	Centre Jean PEPIN	UPR76 (Centre Jean Pépin)	7 rue Guy Môquet - Villejuif	Bien propre	308,0 m ²	280,0 m ²	

Hormis l'emprise située sur le campus de Villejuif et les surfaces correspondant à une petite partie du site Pouchet, les autres emprises doivent être cédées lorsqu'il s'agit de biens propres ou rendues à l'Etat dans le cas des biens domaniaux.

Ces libérations interviendront lorsque le campus Condorcet sera mis en service.

Par ailleurs, deux emprises pourront être libérées par anticipation au cours de l'année 2017 :

- Site rue D'Athènes (75009 - 163 m² SHON) : accueil de l'Institut Interdisciplinaire d'Anthropologie du Contemporain (UMR8177) par l'EHESS sur le site du Bd Raspail à partir de mi-2017 ;
- Site Amiral Mouchez (75013 - 1435 m² SHON) ; accueil des unités ayant vocation à termes à rejoindre Condorcet par l'EHESS sur le site du Bd Raspail à partir de mi-2017 d'une part, et relocalisation sur d'autres sites des équipes hébergées sur le site mais n'ayant pas vocation à rejoindre Condorcet.

• Cessions / libérations d'emprises prévues au SPSI 2011-2015

Cessions prévues	Situation juridique	commune	SHON	Terrain	commentaires
CECM	Bien propre du CNRS	Vitry et Thiais (Val de Marne)	4 544 m ²	26 848 m ²	Projet de cessions en cours
Laboratoire INSU	Bail emphytéotique ONF /CNRS	Verrières le Buisson	2 972 m ² prévus / 3 876 m ² cédés	49 215 m ² cédés (non prévus SPSI)	2012 Bien remis à l'Office National des Forêts

Laboratoire « environnement littoral atlantique »	Bien propre en indivision avec IFREMER	L'Houmeau (Charente Maritime)	3 512 m ²	5 920 m ²	Projet de rétrocession de l'ensemble du bien à la communauté d'agglomération de la Rochelle, en application de l'acte d'acquisition en indivision avec l'IFREMER (libération du site par l'IFREMER prévue à mi-2017 ; d'ores et déjà effective pour le CNRS).
Centre de recherche en biologie moléculaire et Institut d'études des membranes		Montpellier	4 551 m ²		Bâtiment détruit, emprise foncière réutilisée pour le pôle Balard
Service central d'analyse (SCA) Laboratoire de chimie	Contrat de sous amodiation Institut Français du Pétrole/CNRS	Solaize (Rhône)	4 600 m ² prévus / 6 140 m ² cédés	7 654 m ² cédés (non prévus SPSI)	Bâtiment et parcelle restitués à l'IFP en 2013
Centre Marcel Delépine	Bien domanial	Orléans la source (Loiret)	2 012 m ²	32 180 m ²	Remise à France Domaine en 2012
Laboratoire de mécanique et d'acoustique	Bien propre	Marseille	6 010 m ²		Restructuration des locaux libérés pour répondre aux évolutions des priorités scientifiques en cours d'étude
Groupe de laboratoires	Bien propre	Meudon	11 343 m ²		Projet « Meudon » en cours de réalisation
Bâtiments liés à l'opération de restructuration de Paris Villejuif	Multiple	Thiais et Paris	5 051 m ²		Projet « Villejuif » en cours de réalisation (en lien avec le projet Condorcet)
Total prévus			44 595 m²	64 948 m²	
Total cédés			16 579 m²	89 049 m²	

A cela s'ajoutent des cessions effectuées et non prévues au SPSI 2011-2015

Cessions prévues	Situation juridique	commune	SHON	Terrain	commentaires
Parcelle	Bien domanial	Vitry sur seine (Val de Marne)		1 053 m ² cédés	2012 remise à France Domaine
Laboratoire FEMTO	Bail emphytéotique Commune de Besançon/CNRS	Besançon (Ain)	3 798 m ² cédés	5 688 m ² cédés	Janvier 2015 résiliation anticipée du bail emphytéotique et remise du bâtiment à la commune
Total cédés			20 377 m²	95 790 m²	

2.1.3. Effort soutenu pour l'entretien du patrimoine et la maîtrise des coûts :

Les données détaillées figurent en « annexe 2- Les données financières sur le patrimoine du CNRS ».

Le SPSI 2011-2015 fixait pour objectif une stabilisation des moyens d'entretien du patrimoine.

- **Crédits d'entretien courant et d'entretien programmé**

- **Dépenses d'entretien et de maintenance relevant du « propriétaire »**

Les crédits d'entretien pour les bâtiments dont le CNRS assume les droits et obligations du propriétaire font l'objet d'une programmation par exercice budgétaire avec des indications de priorités identifiées pouvant couvrir une période de 3 ans. Les montants sont arrêtés dans le cadre des dialogues de gestion menés avec les délégations régionales pour l'établissement du budget initial.

Bien qu'il ne s'agisse pas d'établir une programmation pluriannuelle au sens strict, cette méthode tend vers l'émergence d'un schéma directeur, dans lequel sont repérés les principaux besoins à satisfaire à moyen terme.

Cette approche permet le phasage de travaux au cours de plusieurs exercices successifs.

A ce stade, le recensement, l'instruction et la priorisation des besoins sont réactualisés chaque année, de manière à intégrer l'évolution des bâtiments et de leurs équipements ainsi que les changements de priorité en fonction des besoins nouveaux éventuels.

Cette programmation s'effectue depuis 2014 en trois étapes suivant le calendrier suivant :

- Juin à Septembre : recensement des besoins auprès des délégations régionales
- Septembre à octobre : analyse des demandes et priorisation
- Octobre à Novembre : concertation dans le cadre des dialogues de gestion des délégations régionales.

Cette programmation de la maintenance, pilotée par la direction de la stratégie financière, de l'immobilier et de la modernisation, est largement concertée avec les délégations régionales, et fait l'objet d'un examen de l'avancement à mi-parcours (juin-juillet), permettant des redéploiements en cas d'aléas rencontrés dans le déroulement des opérations de maintenance.

Les crédits sont mis en place en fonction des calendriers prévisionnels d'engagements des dépenses (études et travaux).

Au-delà de cette programmation au titre de la maintenance programmée, une dotation au titre de l'entretien courant est attribuée pour chaque circonscription, au prorata du patrimoine géré.

Cette dotation, ventilée en fonction des superficies à maintenir, est pondérée en fonction de l'ancienneté du patrimoine ainsi qu'en fonction de la densité des sites considérés.

Ces deux dotations sont relativement stables depuis plusieurs années, avec une moyenne (2013-2015) de 11,8 M€ :

Année	Entretien programmé	Entretien courant	Autres*	Total général
2009	7,269 M€	3,531 M€	0,200 M€	11,000 M€
2010	6,440 M€	4,260 M€	1,300 M€	12,000 M€
2011	6,702 M€	3,848 M€	0,300 M€	10,849 M€
2012	6,160 M€	3,878 M€		10,038 M€
2013	7,062 M€	4,458 M€		11,520 M€
2014	7,828 M€	4,326 M€		12,154 M€
2015	7,059 M€	4,675 M€		11,734 M€

** Dépenses exceptionnelles liées au plan de relance gouvernemental et consacrées à l'entretien des sorbonnes et à des économies d'énergie
Avant 2013, les valeurs indiquées n'incluent pas les budgets répartis en cours d'années pour faire face aux imprévus et aléas (de l'ordre de 700 k€/an)*

A titre indicatif, pour 2016, le budget alloué à l'entretien programmé et à l'entretien courant est de 12,665 M€ (dont un budget exceptionnel de 0,434 M€ consacré à des travaux immobiliers liés à la sécurisation des sites dans le cadre de l'état d'urgence national).

Ces dépenses sont financées par de la subvention d'Etat majoritairement et par 4 M€ de ressources propres.

Conformément au SPSI, ces dépenses ont été orientées prioritairement sur les objectifs fixés (entretien du clos et couvert, des installations thermiques, frigorifiques, aérauliques et de plomberie, des

installations électriques HT/BT ainsi que les courants faibles, et amélioration des conditions de sécurité et du suivi réglementaire).

Depuis 2014, le CNRS a ajouté une thématique supplémentaire dédiée à la mise en accessibilité des locaux, pour accentuer l'effort d'adaptation des bâtiments et de leurs installations techniques aux règles d'accessibilité pour les personnes ne situation de handicap.

➤ Dépenses d'entretien relevant du « locataire »

Les dépenses d'entretien relevant du locataire sont en nette hausse, au-delà du changement de périmètre comptable effectué à compter de 2014 :

	2009	2010	2011	2012	2013	2014*	2015*
TOTAL des charges d'entretien du locataire	21,1 M€	21,6 M€	20,7 M€	19,9 M€	20,6 M€	20,2 M€	21,0 M€

**Montants à périmètre inchangé 2009*

Le bilan par année figurant ci-dessus est réalisé en respectant le périmètre retenu à partir de 2009, dans la continuité de ce qui avait été présenté dans le SPSI 2011-2015. A compter de 2014, le CNRS a appliqué une nouvelle nomenclature plus détaillée et permettant de mieux séparer les charges relevant du propriétaire et celles du locataire (exploitant), qui dans l'ancienne nomenclature étaient parfois difficiles à distinguer. Ainsi, dans la nouvelle nomenclature, les charges d'entretien du locataire incluent désormais les travaux d'entretien externalisés (3 M€ à compter de 2014).

De même, dans l'ancienne nomenclature, certaines dépenses relevant du locataire n'étaient pas prises en compte car difficiles à identifier. Il s'agit de travaux sur les installations électriques, de réparation et maintenance d'installations de chauffage et ventilation et de travaux d'aménagements divers. En 2015, ces travaux s'élèvent à 8,249 M€.

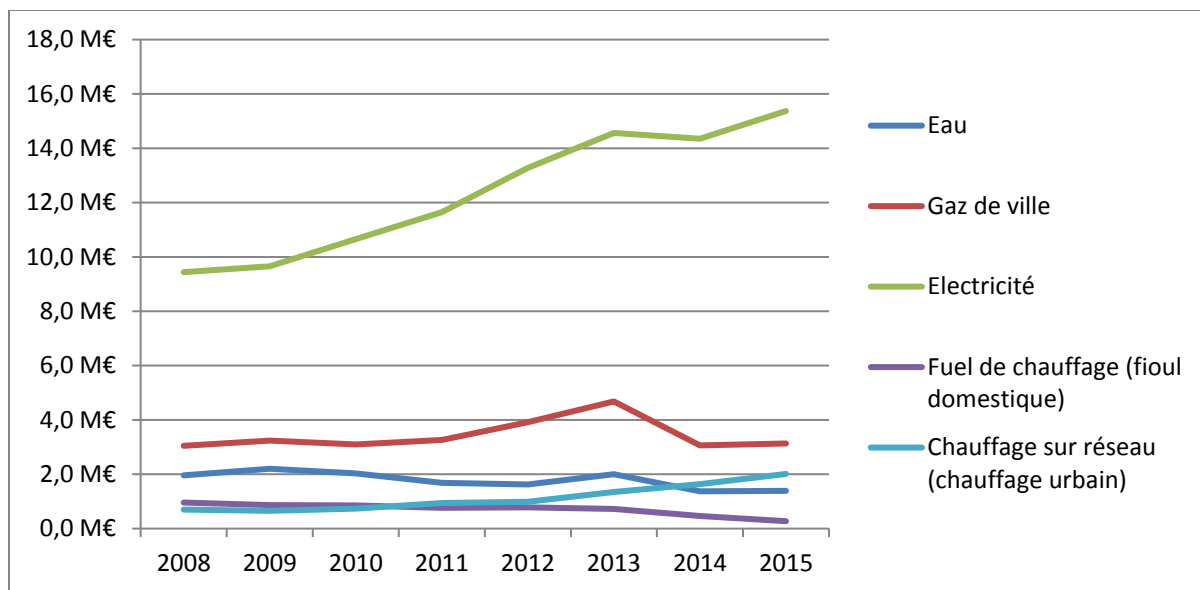
Dans ce contexte, à partir de 2016, le suivi des dépenses annuelles relevant du locataire (exploitant) d'une part et du propriétaire d'autre part sera réalisé sur la base d'un périmètre modifié.

Cette nouvelle répartition fait ressortir, pour l'année 2015, les valeurs figurant dans le tableau ci-dessous :

		Subvention d'état	Ressources propres	Total	Total
E1 - Entretien et charges relevant du locataire	Exploitation	8 250 068	7 523 465	15 773 534	32 564 828
	Travaux	10 417 690	6 373 604	16 791 295	
E3 - Constructions et maintenance relevant du propriétaire	Fonctionnement NB2	4 394 581	2 916 771	7 311 352	14 383 510
	Investissement NB3	3 671 822	3 400 336	7 072 158	

• Charges d'infrastructures fluides et chauffage :

L'évolution des charges d'infrastructures fluides et chauffage est la suivante :
(en €HT)



L'évolution de ces dépenses, orientée à la hausse, est principalement due à l'augmentation du coût de l'électricité, tandis que la part financée sur subvention, après plusieurs années de diminution est à peu près stabilisée :

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Fluides et chauffage	16,61 M€	17,38 M€	18,30 M€	20,59 M€	23,32 M€	20,89 M€	22,2 M€
Dont part financée par la subvention Etat	63,8%	67,9%	63,3%	51,9%	52,5%	57,1%	56,7 %
Dont part électricité	58,1%	61,3%	63,7%	64,5%	62,5%	68,7%	69,3%

Le CNRS inclue des clauses de performance énergétique dans les projets menés (cf.3.4.2.).

Les dépenses élevées de fluides sont liées à la spécificité locaux scientifiques, avec un impact important des consommations liées à des processus scientifiques menés dans certains domaines, notamment en chimie (dispositif d'extraction / compensation), en biologie (confinement, animaleries, etc.) et en physique (salles blanches, métrologie, imagerie, etc.).

Le SPSI 2011-2015 fixait pour objectif une stabilisation de ces charges. Hors électricité, leur montant a diminué mais n'est pas parvenu à compenser la très forte hausse de l'électricité :

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	Evolution
Electricité	9,7 M€	10,7 M€	11,6 M€	13,3 M€	14,6 M€	14,3 M€	15,4 M€	+ 59,2 %
Hors électricité	7,0 M€	6,7 M€	6,7 M€	7,3 M€	8,8 M€	6,5 M€	6,8 M€	- 2,2 %
Total	16,6 M€	17,4 M€	18,3 M€	20,6 M€	23,3 M€	20,9 M€	22,2 M€	+ 33,5 %

Comparés aux surfaces, les hausses sont plus limitées :

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	Evolution
m² SHON hors location	802 345 m²	819 574 m²	813 869 m²	830 815 m²	831 121 m²	842 020 m²	864 107 m²	+ 8 %
Total fluides et chauffage en €/m²	20,7 €/m²	21,2 €/m²	22,5 €/m²	24,8 €/m²	28,1 €/m²	24,8 €/m²	25,7 €/m²	+ 24 %
Electricité en € / m²	12,0 €/m²	13,0 €/m²	14,3 €/m²	16,0 €/m²	17,5 €/m²	17,0 €/m²	17,8 €/m²	+ 48 %
Hors électricité en € / m²	8,7 €/m²	8,2 €/m²	8,2 €/m²	8,8 €/m²	10,5 €/m²	7,8 €/m²	7,9 €/m²	- 9 %

- **Crédits d'investissement**

Les crédits d'investissement ont représenté ces dernières années des dépenses en crédits de paiements (CP) de l'ordre de 25 à 60 M€ par an :

en M€	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
AE engagées sur SE	26,8	21,2	18,5	17,2	16,5	13,2	26,4	9,5
AE engagées sur RP	27,8	44,7	75,3	89,0	55,5	46,1	52,8	74,0
AE Totales engagées	54,6	65,9	93,8	106,2	72,0	59,4	79,2	83,5
CP réalisés sur SE	18,6	11,4	11,9	9,1	10,8	8,9	13,0	12,8
CP réalisés sur RP	14,0	15,9	26,0	50,1	45,8	16,8	20,0	30,2
CP Totaux réalisés	32,6	27,3	37,8	59,2	56,6	25,7	33,0	43,0

Les crédits mobilisés sur subvention d'Etat sont relativement stables, avec un montant moyen de 12 M€.

- **Loyers**

Le SPSI 2011-2015 indiquait que « *globalement la dépense de loyer reste maîtrisée aux alentours de 6 M€ depuis plusieurs années, dont environ les trois-quarts sur subvention d'Etat. L'objectif est de stabiliser cette somme sur la période 2012-2015* ».

Les cessions et restructurations effectuées ont permis de fortement réduire ce montant. Les loyers versés par le CNRS représentent un montant en 2015 de 3 813 547 €.

- **Ressources humaines**

Dans un contexte de tension sur les ressources, il est nécessaire, pour atteindre les objectifs de sécurité et de performance, d'améliorer continuellement la professionnalisation de la filière immobilière de l'établissement et de doter les acteurs d'outils adaptés.

Dans cette logique, les séminaires annuels organisés par la DSFIM regroupent désormais les acteurs des services financiers – notamment les agents en charge des achats – et les responsables techniques immobiliers.

Pour renforcer une culture commune, ces réunions portent à la fois sur les actualités réglementaires et sur l'évolution des processus internes, sous forme, alternativement, d'ateliers, de conférences et de retours d'expérience

Par ailleurs les actions nationales de formation mises en place au sein de l'établissement dans le domaine des achats sont, depuis 2015, ouvertes aux agents concernés au sein des services immobiliers en délégation régionale.

Des actions nationales de formation communes avec les ingénieurs régionaux de prévention et de sécurité, en lien avec la Coordination nationale en matière de prévention et de sécurité, ont été initiées en 2015, sur le thème des risques liés à l'amiante.

2.1.4. L'amélioration de la capacité de pilotage de la politique immobilière du CNRS par le déploiement d'un outil de gestion informatisée

Le CNRS a déployé en 2012 son système d'information patrimonial « LOGIC » (Logiciel de Gestion Immobilière du Cnrs), dans tous les services techniques et logistiques des délégations en région visant à répondre aux exigences de l'Etat en matière immobilière, à maîtriser l'ensemble des paramètres de sa stratégie et à mieux gérer son parc.

Fin 2012, le carnet d'identité du parc immobilier (plans, statut juridique, surface, laboratoire affectataire...) a été validé dans LOGIC.

Il a été ajouté, en 2013, un carnet technique pour la gestion des contrats des services techniques et logistiques en délégation et en 2014 un carnet énergétique, pour la gestion des énergies et fluides des sites avec la répartition des charges par occupant.

Par ses restitutions, LOGIC contribue à déterminer de façon équitable l'allocation des ressources entre les centres de pilotages dans le cadre du « Dialogue de Gestion » mis en place par la gouvernance.

La mise en œuvre de ce nouvel outil informatique, en remplacement du recensement manuel effectué précédemment, s'est traduite par une meilleure connaissance du patrimoine bâti du CNRS et une augmentation des surfaces répertoriées (+24 200 m², soit 2,7 % des surfaces 2015), en particulier les sous-sols des bâtiments. De même, il s'est traduit par une meilleure connaissance du patrimoine foncier, aboutissant à une diminution de la surface comptabilisée.

Sa mise en œuvre opérationnelle s'appuie sur les services techniques et logistiques des délégations régionales, coordonnés par le service de la politique immobilière (SPI) de la direction de la stratégie financière, de l'immobilier et de la modernisation (DSFIM).

Son objectif est de fournir une source d'informations fiable, consolidée, unique et partagée en temps réel sur le patrimoine immobilier afin d'optimiser son utilisation, de mieux maîtriser les coûts de sa gestion, d'améliorer la productivité des métiers et permettre à l'établissement de définir une stratégie immobilière anticipant les besoins.

L'exploitation de LOGIC permet ainsi de :

- gérer au plus juste et optimiser les surfaces occupées par les unités (scientifiques et administratives) ;
- inventorier et spécifier les locaux et les équipements techniques ou scientifiques présentant des caractéristiques remarquables (salles blanches, animaleries, bibliothèques amphithéâtres, RMN microscopes électroniques, etc.) ;
- inventorier les locaux à risques particuliers ou soumis à une réglementation spécifique, installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), locaux ERP, soutes à solvants, produits radioactifs, risques biologiques, risques chimiques, risques d'explosions, etc.
- connaître et maîtriser les coûts d'exploitation et de maintenance liés au patrimoine (gestion des contrats, gestion des énergies et fluides et relier les dépenses aux surfaces et activité des unités (IN2P3, INSU, INP, etc.) ;
- mettre à disposition des groupes de laboratoires un outil de calcul homogène de répartition des dépenses communes liées à l'immobilier ;
- disposer d'une base d'information regroupant les titres des origines de propriété et permettant de renseigner CHORUS (nouveau système d'information de l'Etat) ;

- disposer d'un système d'archivage des documents techniques et graphiques du patrimoine nécessaires pendant son exploitation et permettant la transmission des connaissances en cas de remplacement des personnels en charge de l'exploitation (permis de construire, plans d'exécution, conventions de financement, marché de travaux, photos de la réalisation, etc.).


Dans sa version actuelle, LOGIC fournit les cinq modules suivants :

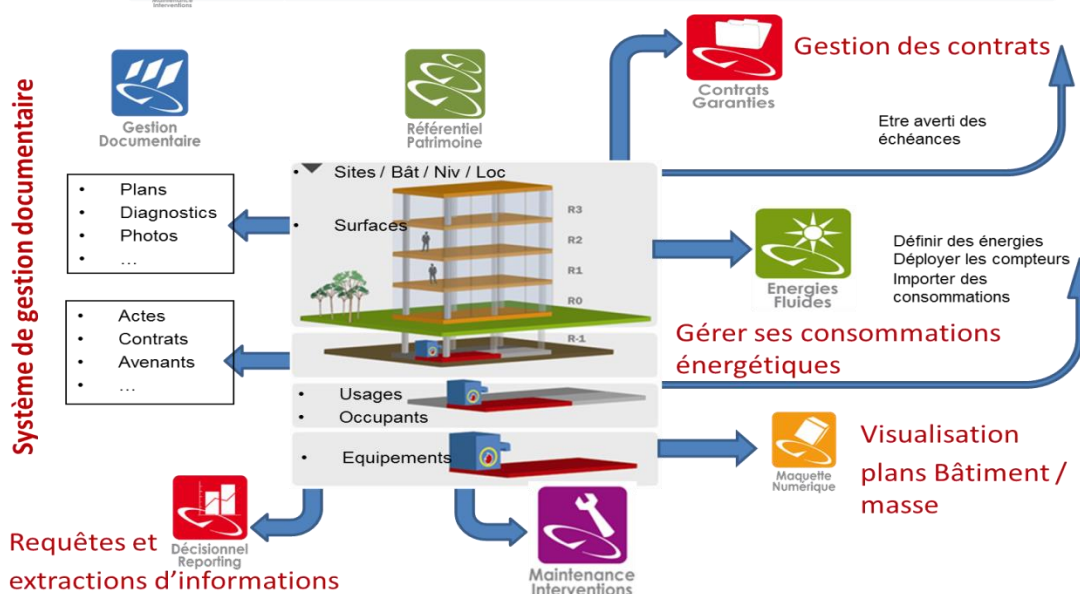
- **le carnet d'identité** du parc immobilier (module Référentiel Patrimonial), dans lequel seront regroupées les données de surfaces, hiérarchisées du site au local, réparties selon l'usage, les unités affectataires, le statut juridique, de même les données graphiques y seront aussi intégrées ;
- **le carnet technique** (module Contrats & Garanties), qui rassemblera les informations sur les contrats d'entretien et maintenance ; il gèrera aussi les interventions et les alertes ;
- **le carnet énergétique** (module Energies & Fluides) permettra de suivre les consommations de fluides, leur répartition entre les structures affectataires et facilitera la détection des anomalies. Elle permettra entre autre de mettre en œuvre une politique énergétique cohérente sur l'ensemble du parc immobilier ;
- **une gestion électronique de documents** (module GED) pour l'archivage des dossiers techniques et juridiques sera mise en place ;
- **un requêteur** (module Décisionnel Reporting) et un éditeur d'état pour interroger directement les données du patrimoine, les extraire et les mettre en forme dans des états imprimables.

Les responsables des services techniques et logistiques assurent la disponibilité, la qualité, la fiabilité des données patrimoniales en région. Les plans numérisés de l'ensemble des bâtiments (887 000 m²) sont déjà disponibles dans LOGIC.

Ainsi LOGIC :

- apporte une plus grande visibilité sur la gestion du patrimoine,
- facilite l'exploitation des informations du patrimoine,
- permet, en temps réel, de disposer et de partager les informations avec tous les acteurs du patrimoine.
- apporte une aide organisationnelle sur la gestion des tâches récurrentes et ainsi optimiser les ressources humaines.

Modules	
	Sites, bâtiments, niveaux, locaux, occupants, surfaces, descriptifs, etc. Equipements techniques, scientifiques, etc.
	Documents électroniques : techniques, juridiques, administratifs, plans, etc.
	Visualisation de plans de bâtiment (dwg)
	Gestion des contrats, des garanties, des rappels d'échéances, des rappels techniques : Maintenance, vérifications périodiques, location immo, etc.
	Suivi des consommations énergétiques, alertes, etc.
	Requêtage et extraction d'informations
	GMAO : Evolution 2016-2017



2.2. Autres actions menées durant la période de mise en œuvre du SPSI mais non prévues au SPSI

➤ Extension aux marchés de travaux de la CPA

A compter de 2016, les projets de marchés ou d'accord cadre dans le domaine des travaux immobiliers et de services associés supérieurs à 134 K€ HT et se rapportant à des opérations immobilières dont le montant calculé sur la durée totale du marché est supérieur à 2 M€ HT, doivent recueillir l'avis de la Commission permanente des achats (CPA) avant leur lancement.

La CPA est présidée par le directeur de la stratégie financière, de l'immobilier et de la modernisation (DSFIM) et réunit des représentants de la direction déléguée aux achats et à l'innovation (DDAI), du service de la politique immobilière (SPI), de la direction des affaires juridiques (DAJ) et de la délégation régionale concernée par le projet.

Cet avis est rendu après examen des projets par un expert extérieur au CNRS désignés par la CPA, ainsi que par les diverses directions du CNRS concernées (DSFIM et DAJ notamment) et discussion avec les porteurs du projet. L'avis de la CPA conditionne le lancement du marché et il est transmis au contrôleur général économique et financier placé auprès du CNRS.

➤ Logements

Au 19 septembre 2016, l'établissement dispose de 121 logements représentant 8 413 m² de surface habitable répartis sur 16 délégations, dont 77 logements situés sur le site de Gif et 14 à l'Observatoire de Haute Provence. Cela représente une diminution de 17 % par rapport au nombre de logements répertoriés dans le précédent SPSI (146). Des cessions et changements de destination sont par ailleurs prévus dans le cadre du SPSI 2017-2021 qui devraient conduire à une nouvelle réduction de ce parc immobilier.

L'attribution de ces logements se répartit comme suit, le détail figurant en annexe 3 :

Situation des logements du CNRS au 19 septembre 2016	Occupés	Vacants – A attribuer	Vacants – En cours de réaffectation	Total
Logements attribués sur critères sociaux	51	11		62
Logements attribués pour nécessité absolue de service	23	2		25
Logements attribués au titre du dispositif attractivité	10	2		12
Logements dont la cession est prévue	3		8	11
Logements vacants dont un changement de destination est en cours d'étude			11	11
Total	87	15	19	121

Au 19 septembre 2016, seuls 15 logements ayant vocation à être attribués sont vacants sur un total de 121 logements. Ces logements vacants doivent pour certains d'entre eux l'objet de travaux de rénovation avant de pouvoir être remis à la location. 19 autres logements vacants doivent sortir du parc de logements à court et moyen terme.

Des projets de changement de destination de 11 logements vacants sont étudiés afin de les transformer soit en bureaux, soit en chambre d'hôtes.

Il est également prévu de céder 11 logements (dont 3 actuellement attribués et 8 vacants), propriété propre du CNRS (biens reçus par dons et legs, biens acquis).

Les modes d'attribution des logements CNRS :

Les logements du CNRS sont attribués soit comme logement de fonction pour nécessité absolue de service, soit sur critères sociaux, soit dans le cadre d'un dispositif d'attractivité.

Le CNRS avait attribué 6 concessions par utilité de service qui ont été supprimées au 31 août 2015 conformément aux dispositions du code général de la propriété des personnes publiques.

Les logements attribués pour nécessité absolue de service sont présentés plus loin.

- **Les logements attribués sur critères sociaux :**

62 logements situés à Gif sur Yvette sont à vocation sociale. Ces logements sont attribués par une commission à des agents CNRS sur critères sociaux. Les loyers ont été révisés en 2015, sur la base d'une estimation de France Domaine, avec augmentation progressive des montants.

- **Les logements attribués pour nécessité absolue de service (NAS) :**

Le renouvellement en 2015 de l'arrêté fixant la liste des fonctions ouvrant droit à concession de logement pour nécessité absolue de service (NAS) a conduit à réviser la liste de ces fonctions.

La concession d'un logement pour nécessité absolue de service prévoit, en contrepartie d'une astreinte totale, la gratuité du logement nu et le règlement des charges par le bénéficiaire en fonction du nombre de pièces principales du logement et du nombre d'occupants.

Le précédent arrêté fixant la liste de 46 fonctions ouvrant droit à une concession de logement pour NAS a cessé de prendre effet le 31 décembre 2015.

En juin 2015, le CNRS a présenté au Ministère en charge de l'enseignement supérieur et de la recherche une liste de 28 fonctions pouvant ouvrir droit à l'attribution d'une concession de logement pour nécessité absolue de service à compter du 1^{er} janvier 2016, soit une diminution de près de 40%. Cette liste se compose d'un responsable de site, de quatre agents d'expérimentation, de huit agents d'astreinte et de quinze gardiens. Cette liste a été reprise par l'arrêté du 14 décembre 2015, paru au JO du 23 décembre 2015, fixant la liste des fonctions ouvrant droit à NAS. Cet arrêté a une durée de validité allant jusqu'au 31 décembre 2020.

22 logements ont été attribués à ce titre par le Conseil d'administration lors de sa séance du 25 mars 2016. Les autres logements le seront en fonction des nominations.

Les logements qui correspondaient aux 46 concessions par NAS, ne sont pas tous restés dédiés au logement sous conditions de service. Progressivement, en fonction des évolutions des besoins du service et des vacances de postes, certains logements ont été restructurés (changement de destination) ou attribués suivant d'autres modalités. Par ailleurs, trois prises à bail dans le parc privé ont été interrompues à l'été 2015.

- **Les logements attribués au titre d'un dispositif d'attractivité:**

12 logements situés principalement en Ile de France (9) sont destinés à des agents du CNRS selon des modalités qui ont été modifiées.

En effet, au 1^{er} janvier 2016 est intervenue la mise en œuvre d'un nouveau dispositif d'attribution et de gestion de ces différents logements du CNRS afin d'intégrer les évolutions récentes de la réglementation de la propriété des personnes publiques et de mieux valoriser le patrimoine de l'établissement, tout en répondant aux orientations de la politique sociale de l'établissement.

Ce nouveau dispositif repose sur la détermination de nouveaux titres d'occupation et de nouveaux référentiels tarifaires de mise à disposition des logements, tenant compte des estimations de France Domaine.

Ces logements permettent au CNRS de disposer d'un dispositif d'attractivité principalement situé en région parisienne, afin de faciliter l'installation d'agents, sur la base d'un loyer estimé par France domaine.

2.3. Bilan général en surfaces du SPSI 2011-2015 :

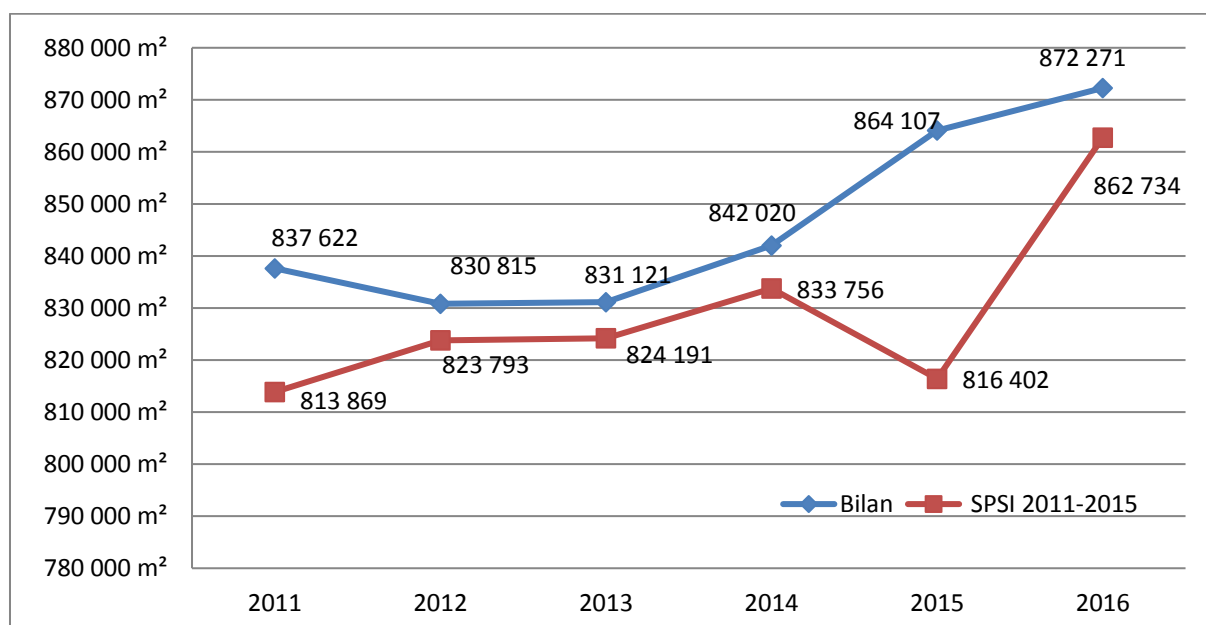
Concernant le patrimoine foncier, le SPSI 2011-2015 indiquait que « *fin 2010, le patrimoine immobilier du CNRS est composé de 8 683 798 m² de terrains* ». Aucun objectif n'était fixé quant à son évolution. Au 21 juillet 2016, le patrimoine foncier du CNRS est de 7 740 587 m².

Cette diminution résulte à la fois des cessions évoquées dans le présent rapport et d'une meilleure évaluation du patrimoine concerné.

Concernant le bâti, le SPSI 2011-2015, bien que focalisé sur l'évolution 2011-2015, indiquait une projection en 2016 de 862 734 m² SHON (hors prise à bail).

En juillet 2016, la superficie du parc immobilier géré par le CNRS ressort à 872 261 m² SHON (annexe 3). Le bilan détaillé avec le SPSI a été effectué sur la base des données 2015, avec une surface SHON de 864 107 m².

Comparaison avec les prévisions indiquées dans le SPSI 2011-2015 :
Surfaces SHON en m²



SHON	2011	2015	2016	Evolution 2011-2016
SPSI 2011-2015	813 869 m ²	816 402 m ²	862 734 m ²	+48 865 m ²
Bilan		864 107 m ²		+ 50 238 m ²

Toutefois, les montants peuvent laisser penser que la cible a été atteinte avec un écart limité. En réalité il y a plusieurs écarts qui se compensent partiellement.

Les écarts entre ce constat (2015) et les prévisions indiquées dans le SPSI s'expliquent principalement par deux facteurs :

- **Les décalages de projets et de cessions : - 22 918 m²**
 - Pour les projets de construction terminés, les écarts sont très limités ;
 - Les projets de cession et/ou de démolition sont en partie décalés ;
 - De nombreux projets sont à finaliser sur le nouvel SPSI (Villejuif, Meudon, MEUST, I2BC, Qaero, Plans Campus) ;
- **Les méthodologies d'inventaire et de mesurage des surfaces : + 24 201 m²**
Ces méthodes ont évolué depuis 2010-2011, le déploiement d'un SI Patrimoine (LOGIC) ayant permis de fiabiliser, d'homogénéiser et d'automatiser les extractions de données. En particulier les surfaces techniques, notamment les sous-sols, sont mieux connues désormais.

SHON	Mesures prévues	Mesures réalisées	Commentaires
CPER (cible 2016) hors QAERO	+ 41 280 m ²	+ 44 704 m ²	Ecart divers
Grandes infrastructures	+ 4 290 m ²	+ 5 000 m ²	Projets réalisés
Cessions (hors Villejuif- Meudon)	- 28 201 m ²	- 15 826 m ²	Divers

Restructuration Villejuif	- 5 452 m ²		En Cours
CPER QAERO	+ 2 300 m ²		En cours
Restructuration Meudon	- 11 343 m ²	- 3 380 m ²	Phase 2 en cours
MEUST	+ 3 110 m ²		En cours
Plan campus – I2BC	+ 12 135 m ²		En Cours
Autres (dont plan campus hors I2BC)	+ 30 746 m ²	- 4 551 m ²	En Cours
Sous-total projets	+ 48 865 m ²	+ 25 947 m ²	

Mise en œuvre de LOGIC		+ 24 201 m ²	Amélioration du recensement
Total général	+ 48 865 m ²	+ 50 148 m ²	

Détail des nouvelles constructions depuis 2011 > 700m²

	DR	Nom du bâtiment	Ville	Institut	Année de construction	SHON	Code bât CNRS
IDF	DR04	I2BC	Gif sur Yvette	INSB	2 013	3 634 m²	GIF210
	DR04	660 DIGITEO LABS	Orsay	DGDR	2 012	9 172 m²	UPS660
	Total IDF					12 805 m²	
REGIONS	DR07	Bâtiment Médico-Social, Extension (BMS+)	Villeurbanne	DGDR	2 013	1 609 m²	DOA031
	DR07	Centre de Calcul, Extension (CC+_IN2P3)	Villeurbanne	IN2P3	2 011	1 989 m²	DOB011
	DR07	Institut des Sciences Analytiques (ISA)	Villeurbanne	INC	2 011	11 715 m²	DOC020
	DR07	Institut Bio Chimie Protéines, Extension (IBCP 4D)	Gerland	INSB	2 013	760 m²	GLD011
	DR11	Bât Z - Institut NEEL	Grenoble	INP	2 013	1 563 m²	MRT260
	DR12	Château Gombert	Marseille	INSIS	2 015	9 178 m²	CHG010
	DR13	IGF Sud	Montpellier	INSB	2 011	3 994 m²	CRD011
	DR14	LAAS Bâtiment ADREAM	Toulouse	INS2I	2 011	2 263 m²	LAA080
	DR14	Bâtiment Hébergement Formation	Moulis	INEE	2 012	875 m²	MOU050
	DR14	Bâtiment Serre	Moulis	INEE	2 012	749 m²	MOU060
	DR15	PLACAMAT	Pessac	INC	2 012	2 384 m²	PES100
	DR18	IEMN - Extension	Villeneuve d'Ascq	INSIS	2 015	2 822 m²	VNA050
	Total Régions					39 900 m²	
Surface totale						52 705 m²	

Partie 3

Orientations et actions 2017-2021

3. Orientations et actions 2017-2021

Les orientations et actions 2017-2021 s'organisent autour des 3 axes suivants :

- Finaliser les grandes opérations lancées durant le SPSI 2011-2015 et mettre en œuvre le volet immobilier du CPER 2015-2020,
- Mettre en œuvre un Plan Pluriannuel d'Investissements Immobiliers (PP2i) centré sur des opérations de remises aux normes et d'amélioration de la sécurité des bâtiments,
- Poursuivre l'optimisation du parc immobilier (foncier et bâti) et améliorer les capacités de pilotage de la fonction immobilière du CNRS

Les tableaux détaillés figurent en annexe 8.

Le SPSI 2011-2015 a permis de conduire ou de lancer un certain nombre de grands projets scientifiques ou de réorganisation interne, certains se poursuivant sur la période 2017-2021. Il a permis aussi de mettre en place un outil de recensement et de connaissance du patrimoine immobilier. Le SPSI 2017-2021 est orienté avant tout sur l'amélioration de l'état du patrimoine du CNRS et sur le renforcement de son pilotage.

Trois principes ont été mis en œuvre pour définir cet objectif :

- la volonté d'optimiser le parc immobilier en tant qu'outil au service de la science et des utilisateurs, à un bon niveau de sécurité-sûreté et de performance (fonctionnelle, énergétique) ;
- l'ambition de disposer d'outils de pilotage et de gestion adaptés aux évolutions « métiers » et aux enjeux / contraintes, en accompagnant l'évolution des agents qui interviennent dans ce domaine ;
- la nécessité de disposer d'une vision pluriannuelle et d'une programmation maîtrisée en surfaces et en crédits.

Ainsi, le SPSI 2017-2021 repose sur une planification des opérations à mener sur la période 2017-2021, associée à une trajectoire financière. Il se compose de trois axes majeurs.

Le premier axe consiste à finaliser les projets lancés dans le précédent SPSI et les projets décidés dans le cadre du CPER 2015-2020. Il s'agit de projets destinés à moderniser l'outil scientifique du CNRS ou à rationaliser ses implantations, avec des impacts importants sur son immobilier. Ces projets renforcent la capacité de mutualisation interne ou externe au CNRS, avec en particulier des regroupements d'unités de recherche.

Le second axe consiste à mettre en œuvre un plan pluriannuel d'investissements immobilier (PP2i) afin d'améliorer la situation du patrimoine du CNRS, qu'il s'agisse de rénovations, de remises aux normes, de destructions de locaux vacants, de renforcement de la sécurité ou d'optimisation énergétique des bâtiments. Il s'agit également de réduire le coût d'entretien de ce patrimoine en cédant les parcelles et bâtiments non utiles. Ainsi, ces opérations doivent permettre à la fois de moderniser ce parc immobilier et de garantir son maintien à des niveaux de qualités réglementaire, technique et fonctionnelle satisfaisants.

Le troisième axe porte sur un certain nombre de mesures destinées à renforcer le pilotage de ce patrimoine, en améliorant les outils de pilotage, le fonctionnement du réseau professionnel ou en prenant mieux en compte les différentes dimensions de la question immobilière (économique, technique, réglementaire...etc).

3.1. Finaliser les grandes opérations lancées dans le cadre du SPSI 2011-2015 et du CPER 2015-2020 :

Le SPSI 2016-2021 intègre les objectifs et les engagements relatifs aux opérations immobilières structurantes en cours de réalisation ou arbitrées récemment, principalement dans le cadre des Contrats de Plan Etat-Région (CPER), du Programme d'Investissements d'Avenir ou encore des « Plans Campus ». Il s'agit principalement de grands projets scientifiques.

Le budget de ces opérations en cours se répartit comme suit :

	Budget cumulé des opérations en cours	Dont crédits à mobiliser entre 2017 et 2021 pour les opérations en cours
Subvention d'Etat	74,6 M€	19,5 M€
Ressources propres	356,1 M€	172,5 M€
Total	430,7 M€	192,0 M€

Sur ces opérations, le CPER 2015-2020 représente 32,16 M€ et une seule mesure (MEUST), correspondant à un projet du précédent CPER décalé, a un impact en surfaces :

	DR	Opération	Ville	Montant (€)
CPER	6	OTELo	Villers-les-Nancy	1 260 000 €
	10	PRECy	Strasbourg	280 000 €
	12	MICROBOOST	Marseille	2 100 000 €
	12	2R-CIRM	Marseille	2 600 000 €
	12	MIGA - Creusement tunnel	Rustrel (84)	4 600 000 €
	13	ReSEM	Montpellier	2 315 000 €
	14	IBCG Rénovation énergétique	Toulouse	1 844 000 €
	14	LAAS Rénovation énergétique bâtiments A et B (tranche ferme)	Toulouse	2 000 000 €
	14	MétaEco Laboratoire d'hydroécologie	Moulis (07)	2 760 000 €
	14	Rénovation LCC	Toulouse	699 000 €
	20	MEUST – NumerEnv	La Seyne-sur-mer	8 000 000 €
Hors CPER	2	Surélévation Locaux DR Paris B	Paris	3 700 000 €
Total				32 158 000 €

Les autres opérations lancées dans le cadre du précédent SPSI citées en seconde partie (I2BC, C2N, Ecotron, Qaero, Meudon, et Pôle Balard notamment) représentent un montant de 254 M€.

Ces opérations conduisent au total à une augmentation des surfaces bâties du CNRS de + 47 520 m² et des surfaces foncières de + 63 193 m².

3.2. Conduire de nouvelles opérations d'investissement (Plan pluriannuel d'investissement immobilier - PP2i)

Un **recensement des projets** a été mené auprès des délégations régionales sur la période de décembre 2015 à juin 2016, afin d'identifier les besoins complémentaires hors projets scientifiques, dont le financement est assuré dans le cadre des projets indiqués en 3.1., et répondant aux priorités suivantes :

- **sécurité - sûreté** (par exemple : résorption d'écarts importants vis-à-vis des exigences réglementaires et/ou entre les conditions d'usage et les qualités fonctionnelles requises, mise aux normes ou aux standards en matière de sécurité des personnes et des biens ou de conservation du patrimoine) ;
- **rationalité économique** (par exemple : opération de travaux visant à optimiser significativement les charges immobilières, du point de vue de la maintenance, du fonctionnement - en particulier sous l'angle énergétique - ou de l'exploitation).

Ce recensement a donné lieu à la production de 134 fiches, qui ont fait l'objet d'un tri pour écarter les projets relevant davantage du domaine scientifique, les projets relevant de l'entretien programmé annuel, ceux se composant de plusieurs phases de travaux à planifier sur une période supérieure au SPSI et ceux n'étant techniquement pas suffisamment avancés.

Les projets retenus, détaillés en annexe 6, se classent dans les catégories suivantes :

	Opérations retenues	
	Nb	Montant
Accessibilité	13	3 161 200 €
Sécurité / sûreté	7	6 522 132 €
Désamiantage	4	1 726 490 €
Rénovation / mise aux normes	22	24 063 534 €
Déconstruction	6	753 146 €
Restructuration / rationalisation	1	4 400 000 €
Action sociale (rénovation)	3	8 315 000 €
Total	56	48 941 502 €

Les opérations retenues représentent un montant de 48,9 M€. Il s'agit quasi essentiellement de mesures affectant le bâti existant sans véritable modification des surfaces. Elles conduisent uniquement à une diminution du patrimoine bâti du CNRS de 1 112 m².

Un point sera fait à mi-parcours du SPSI afin d'étudier de nouveaux à prendre en compte, soit qu'il s'agisse de projets actuellement en cours d'étude et pas assez avancés techniquement au moment du lancement du SPSI, soit qu'il s'agisse de nouveaux projets pas encore identifiés.

En particulier, les investissements immobiliers à réaliser sur le campus de Gif sur Yvette seront à examiner à l'aune des opérations livrées et des emprises libérées d'une part, et des évolutions induites par la montée en puissance des différentes composantes de l'ESR sur le plateau de Saclay d'autre part.

Cette revue de projets à mi-parcours permettra par ailleurs d'identifier, parmi les opérations arbitrées dès l'élaboration du SPSI :

- les besoins ayant fait l'objet d'évolutions et induisant des modifications de périmètre pour les opérations impactées ;
- des évolutions de calendriers de réalisation entraînant des décalages dans les chroniques de dépenses prévisionnelles ;
- des évolutions de coûts par rapports aux estimations initiales.

3.3. Optimisation du parc immobilier (foncier et bâti)

Par ailleurs, le SPSI a vocation à fixer les objectifs immobiliers en matière d'optimisation des emprises gérées par le CNRS. Dans ce cadre, il s'est agi de recenser les bâtiments et les parcelles devenus inutiles pour les activités du CNRS et ne répondant pas à des critères d'opportunité dans la perspective d'évolutions à moyen voire long terme.

Ainsi, ont été recensés les projets consistant à :

- céder des biens propres de l'établissement (le cas échéant après division) ;
- libérer des emprises domaniales appartenant à l'Etat ou à d'autres partenaires et dont le CNRS bénéficie au travers de conventions de toutes natures ;
- déconstruire des bâtiments inutiles et/ou vétustes et inadaptés.

Les locaux vacants (ou vacants à CT/MT) ont également été recensés.

Les 17 projets retenus conduiraient à une diminution du patrimoine foncier de 107 762 m² et du patrimoine bâti de 18 894 m². Il s'agit de 9 biens appartenant au CNRS et de 8 biens domaniaux.

Cette liste n'est pas totalement arrêtée, n'étant pas retenus à ce stade les projets nécessitant des expertises complémentaires, en particulier ceux consistant à transférer à d'autres opérateurs des surfaces et bâtiments comptabilisées dans le patrimoine du CNRS mais utilisées par d'autres opérateurs. Ainsi, dans le domaine foncier par exemple, des expertises complémentaires seront menées.

Comme demandé par le Conseil immobilier de l'Etat dans son avis du 9 mars 2016, le CNRS étudiera également les moyens lui permettant de réduire le taux de logement vacants, d'optimiser la gestion des logements et, pour les locaux tertiaires, de se rapprocher de l'objectif de 12 m² par agent.

Concernant les locaux tertiaires, l'optimisation dépend également de l'évolution des effectifs et des contraintes particulières des locaux concernés, qui ne sont pas tous modulables facilement.

Concernant le calcul de ratios d'occupation des locaux scientifiques et techniques, comme indiqué par le CNRS au Conseil immobilier de l'Etat lors de l'audition du 13 janvier 2016, cette question nécessite des travaux techniques qui ne peuvent être effectués par le seul CNRS et relèvent davantage de la compétence du ministère de la recherche.

Maintien du siège dans ses locaux actuels

Le maintien du siège du CNRS dans ses locaux actuels, évoquée dans le précédent SPSI, a fait l'objet d'une question lors de l'audition du CNRS par le Conseil immobilier de l'Etat le 13 janvier 2016.

Il était indiqué dans le SPSI 2011-2015:

« Une étude commandée à la société ICADE pour évaluer la valeur vénale a conclu à une valeur de commercialisation comprise entre 60 M€ (s'il s'agit d'opération de réhabilitation en logements) et 90

M€ si le site est rénové pour le maintien en bureaux. La seconde hypothèse est toutefois peu réaliste dans le contexte actuel et du fait d'une localisation excentrée dans Paris.

Un programme futur de relocalisation ou de reconstruction, quelles que soient les organisations, sera proche de l'effectif actuel ce qui conduit à un besoin de l'ordre de 25 000 m² de SHON et donc à une dépense prévisionnelle immobilière de l'ordre de 60M€ ; la valeur du site équivaut à la valeur de reconstruction hors acquisition foncière et frais annexes de déménagement.

Dès lors, un déménagement engendrerait sans doute, au plan financier et social, des difficultés disproportionnées par rapport au gain prévisionnel. »

L'évolution du marché immobilier depuis cette date ne remet pas en cause les montants indiqués. De plus, la réhabilitation en logements si elle était assortie d'objectifs de logements sociaux entraînerait une révision à la baisse du prix de vente. Par ailleurs, l'achat du foncier viendrait augmenter nettement le montant de l'opération. Enfin, de nombreux coûts s'ajouteraient (déménagements, travaux d'aménagements, frais divers), ainsi que notamment le renouvellement d'une partie du personnel, le reclassement de ceux ne pouvant rejoindre le nouveau site et l'augmentation des frais de mission.

Le siège du CNRS a des fonctions qui ne se résument pas au fait de loger l'administration centrale de l'établissement. C'est aussi un lieu permettant de mettre à disposition des salles de réunion pour les diverses instances collectives du CNRS (Comité national de la recherche scientifique, instances de gestion des carrières et des recrutements etc.). Le siège est ainsi un **lieu central consacré au pilotage** de l'établissement et de ses activités, en particulier ses activités scientifiques:

- 2500 réservations de salles de réunion par an, organisation de colloques,
- 120 visiteurs par jour en moyenne, en provenance notamment de l'étranger,
- Cela explique le volume important de nuitées réservées dans des hôtels à proximité (3824 nuitées de janvier à septembre 2015),
- Relations quotidiennes avec les tutelles et les ministères ; réunions Instituts nationaux, Comités nationaux ; gestion des Unités extra-métropolitaine et à l'étranger ; relations entre la Gouvernance, les Directions fonctionnelles et les Délégations régionales, les établissements partenaires

Son utilisation est optimisée: il regroupe environ 900 personnes sur près de 22 000 m² SHON et 9 300 m² de SUN, soit nettement moins de 12 m² par agent (10,3 m²), accentué récemment par l'accueil de la DIRE qui, jusqu'alors, louait des locaux à proximité du siège.

En effet, depuis 2009, la Direction de l'Innovation et des relations avec les Entreprises (DIRE) était installée dans un immeuble situé Bd Exelmans (Paris 16^{ème} arr.), dans le cadre d'une convention d'hébergement consentie par la société FIST S.A.

Pour réduire les dépenses de loyer (190 000 €HT-HC/an), le CNRS a décidé d'optimiser l'hébergement de ses directions fonctionnelles en relocalisant la DIRE (35 personnes) au sein des locaux du siège. Ce déménagement a été réalisé au début du mois d'octobre 2015.

Parallèlement, le CNRS accompagne FIST SA pour sous-louer les locaux libérés jusqu'à l'expiration du bail (mai 2018).

Les surfaces qui n'entrent pas dans le calcul de ce ratio d'occupation des surfaces tertiaires sont principalement des surfaces techniques ou des surfaces liées à l'accueil des instances collégiales du CNRS (conseil d'administration, conseil scientifique, conseil national...etc),

3.4. Stratégie, plans d'actions et ressources pour la fonction immobilière du CNRS

3.4.1 Maintenir l'effort d'investissement proche de ce qui a été fait ces dernières années en moyenne sur ressources hors RP,

Sur la période du précédent SPSI, l'investissement du CNRS hors contributions externes a représenté en moyenne de 12 M€ de crédits de subvention d'Etat par an. Il est proposé de maintenir cet effort.

S'agissant de l'investissement (opérations pluriannuelles), le financement des nouvelles opérations incluses dans ce SPSI (en dehors des opérations engagées antérieurement) est le suivant :

<i>PP2i 2017-2021 : ressources à mobiliser</i>	SE	RP
Crédits immobiliers SE	31,90 M€	
Mobilisation Ressources Propres – Legs Del Luca ²		10,90 M€
Cessions	17,04 M€	
Total	48,94 M€	10,90 M€
Total général	59,84 M€	

A cela s'ajoute le financement des opérations lancées avant 2016 dont les montants de restes à réaliser sur la période 2016-2021 sont indiqués en annexe 9-3, incluant notamment 23 M€ en subvention d'Etat hors reports.

Sur la période 2016-2021, la part de subvention d'Etat consacrée aux projets immobilier, complétée des cessions et mobilisation du legs Del Luca, serait donc de près de 80 M€, soit en moyenne près de 13 M€ par an.

3.4.2. Renforcer les outils de maîtrise de la fonction immobilière au CNRS

➤ Pilotage des fonctions immobilières :

- **Poursuite du déploiement du SI Patrimoine (LOGIC) (version full web, carnet « fluides énergies », gestion de campus) et d'un outil de GMAO (Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur),**

Déployé au CNRS à partir de 2012, le SI Patrimoine LOGIC correspond à la version historique de la solution proposée par son éditeur. Aussi, toutes les évolutions « métiers » fortement attendues par l'ensemble de la communauté des utilisateurs ne seront envisageables qu'au moyen d'une migration de la nouvelle version du logiciel, dite Fullweb. Cette version permettra également de s'affranchir d'un grand nombre de limites, voire de dysfonctionnement de la solution actuelle dont la faible ergonomie constitue un frein sévère à un déploiement au niveau requis pour généraliser les pratiques et fiabiliser les données et les modalités de gestion.

En particulier, l'objectif est de disposer d'un module « environnemental » permettant une gestion pointue des énergies et des fluides :

- au bénéfice des utilisateurs finaux ;
- permettant un management actif et optimisé des consommations.

² Le Legs Del Luca a été accepté par le Conseil d'administration du CNRS lors de sa séance du 22 mars 2007. Ce legs a été attribué au CNRS sans demande d'affectation particulière. Il se composait d'un immeuble d'habitation situé à Paris qui a été ensuite vendu. Les fonds encaissés à ce titre par le CNRS ont été ensuite placés en attendant de décider de leur utilisation, placement arrivé depuis lors à échéance. Dans le cadre de la mise en œuvre du GBCP, ce type de placement n'est plus possible.

Par ailleurs, le CNRS a engagé une réflexion, associant étroitement la Direction des Systèmes d'Information (DSI) dans la perspective de la mise en œuvre d'un système de gestion informatique de la maintenance immobilière, ou GMAO. Une première expression des besoins a été produite en 2016.

Les enjeux et les risques associés de la maintenance sont multiples et portent sur les domaines suivants :

- la sécurité des personnes et des biens matériels et immatériels ;
- l'économie car la maintenance et le fonctionnement représentent 80% du coût global au cours d'un cycle de vie du bâtiment et il y a perte de valeur en cas de carence d'entretien ;
- le social, les bâtiments ayant un impact majeur sur les conditions de travail et le cadre de vie ;
- l'image (la vétusté des bâtiments peut entraîner une perte d'image ; une diminution de la performance de l'outil « bâtiment » serait incompatible avec la tradition d'excellence du CNRS) ;
- la productivité, concernant le maintien en condition opérationnelle, la performance du bâtiment et de ses installations techniques en tant qu'outils à disposition des utilisateurs finaux ;
- l'environnement, avec la performance énergétique, la pollution et l'empreinte environnementale ;
- la responsabilité, notamment en matière de réglementation à mettre en œuvre en tant qu'employeur / hébergeur vis-à-vis des tiers.

L'outil informatique adapté et intégré est nécessaire pour réaliser les tâches suivantes :

- référencer les organes constitutifs (enveloppe du bâtiment, éléments actifs) à maintenir et contrôler, en les quantifiant et en les qualifiant ;
- documenter les processus de maintenance : référentiels, indicateurs, alertes ;
- programmer, piloter et contrôler les actions ;
- centraliser et partager les informations et fiabiliser le reporting ;
- articuler l'externalisation et le pilotage interne.

Plusieurs autres axes d'amélioration et/ou de développement sont identifiés en tant qu'objectifs pour la période quinquennale correspondant au SPSI :

- carnet « campus », permettant de gérer les installations ou sites communs à plusieurs unités (fonction de « syndic » : gestion des utilités, des contrats, etc.)
- carnet patrimonial : gestion structurée, automatisée de la situation juridique, contractuelle des biens (foncier et bâtiment).

La poursuite du développement du SI LOGIC est déterminante pour la réussite du dispositif. Avec actuellement 250 utilisateurs environ, à des degrés d'usage divers, ce projet central doit fédérer l'ensemble des acteurs de l'immobilier au sens large (services techniques, gestionnaires, référents des utilisateurs).

▪ **En lien avec les services de France Domaine, facilitation, en recherchant un interfaçage adéquat, de la mise à jour du référentiel CHORUS FX**

Comme indiqué précédemment, le CNRS poursuit l'objectif de fiabiliser l'inventaire de son parc immobilier dans l'application LOGIC, sur laquelle s'adosse plusieurs moyens de gestion immobilière. Toutefois, il est nécessaire que l'Etat puisse également, à partir de son propre référentiel, connaître le patrimoine géré par l'opérateur. Le CNRS se tiendra disponible pour faciliter la mise à jour de CHORUS à partir des extractions de LOGIC.

▪ **Mise en place d'un système de gouvernance des données patrimoniales**

Au vu, d'une part, des enjeux attachés à la qualité des données pour permettre un pilotage efficace et, d'autre part, de la grande diversité de ces données (recensement physique, usages, affectation, carnets d'identité technique et réglementaire, etc.), le CNRS tentera de structurer le management des données ayant trait à l'immobilier, de manière à en améliorer la fiabilité, la disponibilité et la consolidation.

Le développement et l'administration des outils numériques collaboratifs (portails, cloud) constitue également un enjeu significatif.

- **Mise en œuvre d'un outil partagé de préparation des marchés, de consultation et d'exécution des marchés (SIS Marchés),**

La démarche d'achat est centrale dans l'ensemble des actions immobilières (entretien, exploitation et construction/rénovation) et représente un segment important sur lequel des marges d'économie de gestion et de performance sont possibles, bien que la filière soit d'ores et déjà dotée d'une forte expertise en la matière.

La sécurisation juridique des opérations immobilières, sous l'angle de la commande publique notamment, est bien entendu une préoccupation permanente. Par ailleurs une forte agilité dans le maniement des procédures, y compris les plus innovantes est requise pour faire face au volume des actions immobilières à réaliser.

Dans ce contexte, le CNRS poursuivra la démarche engagée depuis plusieurs mois visant à renforcer les collaborations entre les services chargés des achats et les services techniques immobiliers. Cette dynamique sera notamment portée par la synergie entre la direction déléguée aux achats et à l'innovation (DDAI) et le service de la politique immobilière.

Dans ce but, plusieurs actions ont été effectuées ou sont programmées :

- le périmètre de la Commission Permanente des Achats (CPA) du CNRS a été étendu aux opérations immobilières d'un montant supérieur à 2 M€HT à partir de janvier 2016. Ces nouvelles modalités de contrôle interne constituent un changement important dans les pratiques et doivent sensiblement concourir à l'homogénéisation et à la sécurisation des procédures ;
- l'ouverture des formations spécialisées « achat » et du réseau métiers « achat » aux équipes des services techniques immobiliers des délégations régionales est réalisée progressivement, plusieurs démarches de ce type ont été initiées dès le début de l'année 2016 avec certaines délégations ;
- il est prévu le déploiement à partir de 2017 d'un système-expert de préparation, de rédaction, de consultation et d'exécution des marchés publics (outil SIS Marchés), pour l'ensemble des segments pour lesquels le CNRS opère des commandes, dont l'immobilier ;

- **Développement de la supervision et de la sécurisation des opérations immobilières (aspects techniques, juridiques et financiers, dont contrôle interne) et de leurs prolongements (déménagements, fonctionnement des bâtiments),**

Ces objectifs sont transverses et relèvent des autres objectifs décrits dans le présent chapitre.

- **Renforcement de la programmation des opérations immobilières sur 5 ans dans le cadre de la mise en œuvre de la GBCP**

Une plateforme collaborative partagée par les services financiers et les services techniques immobiliers permet la co-production et le suivi partagé de la programmation budgétaire des crédits immobiliers pluriannuels, suivis par opération.

Cet outil dédié au Suivi Opérationnel et Financier des Investissements Immobiliers (SOFii) a vocation à progressivement s'étendre à plusieurs dimensions du pilotage, du suivi et du contrôle des opérations au-delà de la programmation budgétaire en dépenses et en recettes :

- communication interne et institutionnelle sur les projets ;
- calendrier de réalisation ;
- suivi des enveloppes-plafonds.

➤ **Renforcer la vision d'ensemble de la fonction immobilière**

- **Intégrer financièrement les projets de cessions / libérations d'emprise ou démolition dans les projets de restructuration / extension / construction,**

Dans une logique de gestion dynamique et « tendue » de son parc immobilier, le CNRS veillera autant que possible à ne pas générer des « friches scientifiques » représentant un déficit de valorisation et générant des charges récurrentes et des risques supplémentaires.

Ainsi, après recensement des installations existantes à déconstruire, 8 opérations sur 19 proposées seront financées au titre du Plan Pluriannuel d'Investissement Immobilier (PP2i) inclus dans le présent SPSI, soit un budget de 0,795 M€.

Au-delà des déconstructions et des libérations d'emprises (fin de baux, remise à l'Etat ou cessions) identifiées dans le cadre du recensement des projets effectués en 2016, les investigations visant à maîtriser le périmètre du parc immobilier du CNRS seront poursuivies, au moyen notamment, de recherches actives et régulières d'optimisations. Certaines démarches exploratoires sont d'ores et déjà initiées : grottes de Moulis (Ariège), plateau de Bure (Hautes-Alpes), tunnel de Badol (Haute-Loire) par exemple.

Par ailleurs, en cas de projet entraînant une construction ou de location de locaux nouveaux intégrant le patrimoine CNRS, il sera demandé de justifier de l'absence de solution par réallocation de locaux présents dans le patrimoine du CNRS ou de partenaires.

- **Intégration dans tout projet immobilier (entretien-maintenance et investissements structurants) des objectifs de performance énergétique et environnementale**

Bien que les spécificités des locaux du CNRS (plateformes technologiques, locaux confinés, animaleries, installations souterraines, etc.) divergent des standards en matière de locaux d'activités, des exigences de performance énergétique et environnementales seront intégrés à tous les programmes immobiliers opérés par le CNRS, en ligne avec les orientations gouvernementales en matière de transition énergétique.

A ce stade, le CNRS souhaite pouvoir consacrer une part des crédits consacrés à l'immobilier dans son budget, en sus des opérations d'entretien-maintenance (crédits annuels) et des opérations d'investissements décrits ci-dessus, à des actions visant à améliorer la performance environnementale du parc immobilier, sous forme d'un appel à projet – *a priori* annuel ou bi-annuel – et favorisant le recours aux énergies renouvelables.

Par exemple, l'installation de système de production et d'auto-consommation d'électricité photovoltaïque, d'eau chaude sanitaire solaire ou encore de générateurs éoliens pourrait être favorisée, lorsque le contexte est favorable et pertinent.

Le dispositif reste à préciser, étant noté que la synergie avec les travaux des équipes de recherche sur ces thématiques pourrait être recherchée utilement (démonstrateurs, partenariats industriels, etc.).

- **Amélioration de l'accessibilité des locaux et aménagements extérieurs (ERP et code du travail)**

Le PP2i mobilise une part importante des ressources aux travaux d'accessibilité (12 opérations structurantes, soit 3,15 M€).

Par ailleurs, l'accessibilité constitue depuis 2014 une des cinq thématiques de répartition des crédits immobiliers annuels alloués aux délégations régionales pour faire face aux prérogatives du propriétaire.

- **Maintenance et valorisation des actifs immobiliers**

- Maintien de l'effort financier consacré à l'entretien-maintenance
- Poursuite des actions d'optimisation des moyens et des méthodes (mutualisation, achat, professionnalisation)

Ces objectifs sont transverses et relèvent des autres objectifs décrits dans le présent chapitre.

- **Accroissement de l'évolutivité des bâtiments (faciliter la réutilisation)**

Le temps de référence dans le cadre des activités de recherche peut être considéré comme long et, simultanément, les évolutions des besoins peuvent être très rapides et récurrentes. Dès lors, le CNRS inclura dans tous ses programmes immobiliers une exigence de conception favorable à ces évolutions (design modulables et évolutifs des espaces et des solutions techniques).

- **Renforcer la maîtrise des risques et des enjeux de sûreté-sécurité**

Dans le cadre d'une démarche de cartographie et de maîtrise des risques coordonnée par la Direction de l'Audit Interne (DAI) du CNRS, l'élaboration d'un **plan d'action Sûreté du patrimoine immobilier** a été initiée en 2016.

Ce plan d'action vise à :

- identifier les risques à maîtriser et les acteurs internes concernés ;
- référencer les actions en cours et les actions récurrentes ;
- proposer des mesures nouvelles visant à renforcer la maîtrise des risques.

La stratégie proposée s'adosse en particulier à un renforcement et une structuration des collaborations entre :

- les délégations régionales
 - *Services techniques immobiliers*
 - *Services prévention et sécurité*
 - *Service en charge des systèmes d'information*
- les directions fonctionnelles (siège)
 - *Coordination nationale Prévention-sécurité*
 - *Direction de la sûreté – Fonctionnaire de défense*
 - *Service de la politique immobilière.*

Un partage d'informations, au moyen d'outils à mettre en place ou d'ores et déjà disponibles, la systématisation de visites d'audit interne technique (pour les sites relevant du parc immobilier du CNRS) et l'animation des réseaux métiers seront en particulier les moyens d'améliorer la maîtrise des risques (atteinte aux personnes et aux biens, y compris immatériels)

La mise en œuvre de ses actions (plan d'action en annexe n°7) fera l'objet d'un suivi pendant la période de réalisation du SPSI.

➤ **Gestion immobilière :**

▪ **Finaliser le conventionnement avec l'Etat pour les biens dont il est propriétaire**

Bien que la conclusion des conventions d'utilisation entre l'Etat et le CNRS doive intervenir avant la fin de l'année 2016, il s'agira pour le CNRS de moderniser la gestion de ces « baux » au titre desquels les prérogatives du « quasi-propriétaire » lui reviennent.

En gestion, les objectifs consisteront à :

- homogénéiser le conventionnement avec les logiques de sites (une convention par ensemble homogène (campus, ou site géographique) ;
- piloter les conventions en tant que « contrats » dans le SI Patrimoine (alertes, etc.) ;
- adapter le périmètre domanial (en foncier et/ou en surfaces construites) aux besoins et aux perspectives d'évolutions à moyen et long termes.

▪ **Gestion du parc de logements à poursuivre (attribution, gestion, rénovation, réduction de la vacance, contraction du parc lorsque l'offre est supérieure aux besoins)**

En application des nouveaux dispositifs d'attribution et de gestion des logements (v. §2.2 *supra*), les analyses des besoins se poursuivront de manière à, le cas échéant, réduire le parc de logement.

Pour les logements imbriqués dans des bâtiments d'activités ou situés au cœur de campus, des changements de destination pourront être étudiés.

Plusieurs cessions sont par ailleurs prévues.

▪ **Organisation de la filière immobilière**

Plusieurs facteurs - endogènes et exogènes – induisent de fortes évolutions sur les conditions d'exercice des fonctions immobilières au sein du CNRS :

- pyramide des âges ;
- ressources disponibles (plafonds d'emplois) ;
- complexification des process, des équipements techniques et des environnements réglementaires ;
- évolution des missions eu égard notamment à la plus forte externalisation des prestations de maintenance et d'exploitation ;
- accélération de la mutation digitale (communication, méthodes, outils et solutions techniques).

Dès lors, plusieurs objectifs peuvent utilement être poursuivis :

- meilleure connaissance de la cartographie des ressources humaines (au sein même de la filière immobilière) ;
- structuration des processus : description des organisations, édition de guides pratiques ;
- poursuite - et idéalement renforcement - des actions de formation et d'animation des réseaux, en laboratoire (correspondants techniques « bâtiment ») et en délégation régionale (services techniques immobiliers).

En particulier, les priorités consisteront à :

- définir des organisations-cibles (en fonction de la taille et de la complexité des sites) ;
- déployer, tendanciellement, ces organisations sur l'ensemble du parc immobilier : répartition des prérogatives entre entités (DR/laboratoire) et collaborations/coordination entre acteurs ;
- homogénéiser les pratiques et mutualiser les ressources (suppression des carences et économie de gestion).

Ces améliorations s'envisageront en tenant compte des contraintes de l'existant et en collaboration avec les différents supports impliqués (DRH, instituts scientifiques notamment).

3.5. Prévision d'évolution des surfaces durant le SPSI 2017-2021 :

L'ensemble des projets évoqués précédemment devrait aboutir à l'évolution suivante des surfaces composant le patrimoine immobilier du CNRS :

	Référentiel 2016		Impact des opérations engagées avant 2016		SPSI - Volet travaux (PP2i)		SPSI - Volet cessions d'emprises		Total en 2021	
	Surfaces bâties (m² SHON)	Surfaces foncières (m²)	Surfaces bâties (m² SHON) +/-	Surfaces foncières (m²) +/-	Surfaces bâties (m² SHON) +/-	Surfaces foncières (m²) +/-	Surfaces bâties (m² SHON) +/-	Surfaces foncières (m²) +/-	Surfaces bâties (m² SHON)	Surfaces foncières (m²)
Total IdF	263 302	806 111	+ 15 642	+ 47 293	- 1 392	0	- 14 803	- 32 663	262 749	820 741
Total Régions	634 785	6 934 476	+ 31 878	+ 15 900	+ 280	0	- 2 979	- 75 099	663 964	6 875 277
Total général	898 088	7 740 587	+ 47 520	+ 63 193	- 1 112	0	- 17 782	- 107 762	926 714	7 696 018

Hors les projets lancés dans le cadre du précédent SPSI, les surfaces bâties diminuerait de 18 894 m² et celles de foncier de 107 288 m².

Ces données n'incluent pas, comme signalé précédemment, les projets de cessions ou de transferts de périmètre qui à la date d'élaboration de ce SPSI ne sont pas suffisamment avancées.

Annexes

Annexe 1 – Focus sur quelques opérations significatives terminés

VEGOIA

Strasbourg
Campus de l'Esplanade

Rappel des principales caractéristiques du projet :

Cette opération (financement CPER) consiste en l'extension et le réaménagement de l'Institut de Biologie Moléculaire des Plantes (IBMP).

L'IBMP est une unité de recherche du CNRS. Ses axes de recherche portent sur les mécanismes moléculaires et cellulaires de la croissance, de la différenciation des végétaux et de leurs réactions sur attaques d'agents pathogènes.

L'extension (emprise d'environ 18x18 m sur 5 niveaux) est étroitement liée au bâtiment actuel et accueillera en permanence environ 40 personnes.

Les locaux comprennent :

- logettes pour plantes et espaces de culture (serres) à environnement maîtrisé en température, hygrométrie, ventilation et éclairage ;
- locaux techniques dédiés à la recherche : type L2 devant disposer d'un éclairage naturel ;
 - laboratoires de biologie avec ventilation ;
- locaux afférents : local sorbonnes et local L2 avec compensation d'air ;
- chambre froide, local radioactivité ;
- zone tertiaire / conférence : espace accueil (permettant de faire la liaison entre le bâtiment actuel et l'extension), salle de conférence pour 130 personnes environ, salle de réunion de 19 personnes, bureaux chercheurs.



Budget : 7,960 M€

Calendrier : réalisation des travaux d'avril 2014 à juillet 2015

Bilan « surfaces CNRS » du projet VEGOIA :

- Foncier : inchangé
- Surfaces : +1 900 m² SHON

LMA

Reconstruction du Laboratoire de Mécanique et d'Acoustique
Technopôle de Château Gombert, Marseille

Rappel des principales caractéristiques du projet :

Associant bureaux et laboratoires, le nouveau bâtiment du Laboratoire de Mécanique et d'Acoustique (LMA) accueille environ 150 personnes sur le Technopôle de Château-Gombert. Le LMA étudie principalement la mécanique des solides (comportement des structures et des matériaux) et l'acoustique (acoustique physique et acoustique perceptive).

Formant un ensemble architectural cohérent, le LMA se compose de trois entités :

- La «tête» du projet : installée au-devant de la place pour accueillir le public et former la vitrine de l'institution ;
- Le rez-de-jardin, avec ses volumes blancs, accueille les laboratoires d'essais et les chambres anéchoïques ;
- L'ombrière : aérienne et horizontale, elle abrite l'ensemble tertiaire réparti sur trois niveaux.
- Cette réalisation a été récompensée, en juin 2016, par le Prix spécial AMO Saint-Gobain «Inventivité & matériaux».



Budget : 25,382 M€

Calendrier :

- Livraison : juin 2015
- Mise en service : septembre 2015

Bilan « surfaces CNRS » du projet LMA :

- Foncier : +10 940 m² (foncier acquis par l'Etat)
- Surfaces : 9 178 m² SHON

Réhabilitation DEPE

Campus Cronembourg, Strasbourg

Rappel des principales caractéristiques du projet :

Cette opération s'inscrit dans le cadre du Contrat Triennal Strasbourg Capitale Européenne.

Le projet consiste en une rénovation des espaces de laboratoire et une extension de l'animalerie.

Le Département écologie, physiologie et éthologie (DEPE), composante de l'IPHC (Institut pluridisciplinaire Hubert Curien), constitue un pôle de recherche unique par les compétences qui y sont rassemblées : écophysiologie, biologie évolutive, physiologie énergétique et éthologie. L'étude de l'adaptation des espèces aux contraintes environnementales variables dans l'espace et dans le temps, a comme objectif de mieux comprendre l'origine de la biodiversité animale et d'aider à sa gestion dans un contexte de changements globaux.



La rénovation des espaces de laboratoires du DEPE permettra notamment d'approfondir les études des mécanismes adaptatifs physiologiques, avec leurs éventuelles implications biomédicales, biotechnologiques ou de conservation des espèces. Ces travaux ont également offert l'opportunité d'une rationalisation des activités qui irrigue tout le département.

L'animalerie, soutien indispensable aux recherches du DEPE, offre à présent un environnement de travail confortable et spacieux, dans le respect de la réglementation et du bien-être animal. Elle dispose par exemple de nouvelles salles dédiées à l'élevage, aux expériences ou à la mise en quarantaine, ainsi que d'équipements pour l'hygiène des cages. Un système sophistiqué permet également de contrôler pour chaque box la température, l'hygrométrie et le cycle nycthéral, ce qui ouvre la porte à des études nouvelles sur l'hibernation comme sur la reproduction.

L'enjeu du projet architectural était de proposer à la fois des lieux ouverts favorisant l'échange et des espaces sécurisés et de haute technologie propres à l'activité de recherche, avec pour ambition supplémentaire de rationaliser la consommation énergétique du bâtiment.

Budget: 2,5 M€

Calendrier :

- Livraison : août 2015

Bilan « surfaces CNRS » du projet DEPE :

- Foncier : inchangé
- Surfaces : +116 m² SHON (extension animalerie)

Institut Néel

Campus CNRS, Grenoble

Rappel des principales caractéristiques du projet :

L'extension de l'Institut NÉEL comprend principalement la conception et la réalisation d'un bâtiment, ultramoderne en matière d'inertie statique, dédié à la recherche fondamentale dans les domaines des nanosciences. Troisième bâtiment de ce type en Europe, le bâtiment Z intègre toutes les innovations architecturales en matière de laboratoire de recherche fondamentale et plus particulièrement en matière de solution statique novatrice.

Les défis architecturaux issus d'une programmation très poussée en matière d'exigence des six thèmes de recherche suivants : Magnétisme et Transport, Cristaux massifs, Microscopie électronique, Champ proche, Cohérence quantique, Microscopie à force atomique (AFM).



L'extension tertiaire de l'Institut NÉEL comprend deux surélévations avec extension sur les bâtiments longitudinaux du site en complément du bâtiment « Z » dédié aux nanosciences.

Le bâtiment C1 voit sa profondeur en rez-de-chaussée agrandie d'une trame (restructuration complète du rez-de-chaussée avec extension) et reçoit la partie du programme atelier-maintenance avec bureaux, mezzanine et quai de déchargement par palan.

La surélévation reprend l'Architectonique des surélévations préexistantes du site, notamment la surélévation du bâtiment C2.

Le nouveau bâtiment Z, sur le campus CNRS de Grenoble, a été mis en service à partir de 2013, mais la restructuration a été réalisée progressivement, en site occupé, la dernière phase s'étant achevée au printemps 2015.

Budget : 13,6 M€

Calendrier :

- Livraison : Printemps 2015 pour la dernière phase

Bilan « surfaces CNRS » du projet Néel :

- Foncier : inchangé
- Surfaces : + 3100 m²

Restaurant Route de Mende Montpellier

Rappel des principales caractéristiques du projet :

Rénovation (899 m²) et extension (225 m²) des locaux techniques de production et de la salle à manger.



Budget : 2,310 M€ (SE)

Calendrier :

- Livraison : Octobre 2015

Bilan « surfaces CNRS » du projet Restaurant Route de Mende :

- Foncier : inchangé
- Surfaces : + 225 m² SHON (hors terrasse aménagée en extension de la salle à manger)

Extension IEMN

Institut d'Electronique, de Microélectronique et de Nanotechnologie
Villeneuve-d'Ascq

Rappel des principales caractéristiques du projet :

Le nouvel ensemble expérimental ainsi créé, unique en France et au premier plan européen, permet de travailler sur les nouveaux défis et les applications dans les domaines de l'électronique ultime et plus généralement des Sciences et Technologies de l'Information et de la Communication (STIC), et de la santé.

En effet, cette extension, qui s'inscrit dans le Plan Campus de l'Université de Lille, permet d'accroître les capacités du laboratoire de près de 2 000 m² SHON et porte ainsi l'infrastructure de la centrale de caractérisation et la plateforme en champ proche au standard international. Le bâtiment rassemble l'instrumentation des plateformes de microscopie champ proche, de nanocaractérisation hyperfréquence et notamment les instruments de pointe acquis très récemment dans le cadre du projet d'investissement d'avenir EquipEx ExCELSiOR, une nouvelle plateforme expérimentale européenne ouverte aux communautés des nanosciences et dont la vocation est d'explorer les phénomènes ultra-rapides à l'échelle du nanomètre.



L'unicité de lieu favorise les échanges et la capitalisation scientifique et technique des connaissances développées par les équipes de l'IEMN et celles de ses partenaires équipementiers et académiques. Ces nouveaux locaux profitent aussi aux microsystèmes pour la biologie (les BioMEMS) ainsi que la microfluidique en les dotant de plateformes accueillant des expériences en lien avec les recherches sur le cancer - dont le projet SMMIL-E tirera profit par exemple, ou d'autres travaux fondamentaux pour la compréhension de la mécanique des fluides à très petite échelle.

L'unicité de lieu favorise les échanges et la capitalisation scientifique et technique des connaissances développées par les équipes de l'IEMN et celles de ses partenaires équipementiers et académiques. Ces nouveaux locaux profitent aussi aux microsystèmes pour la biologie (les BioMEMS) ainsi que la microfluidique en les dotant de plateformes accueillant des expériences en lien avec les recherches sur le cancer - dont le projet SMMIL-E tirera profit par exemple, ou d'autres travaux fondamentaux pour la compréhension de la mécanique des fluides à très petite échelle.

Le programme comprend les ensembles suivants :

- Plateforme "Champ proche" (RdC, hors perturbations vibratoire, acoustique, électromagnétique)
- Plateforme "Centrale de caractérisation" (entité rayonnante)
- Microfluidique (lien direct R+3 existant)
- Espaces tertiaires et vie collective

Les principaux éléments du projet sont les suivants :

- volume principal de facture monolytique, avec baies de formats verticaux variés en quinconce
- bandeau horizontal vitré au RdC
- volume d'articulation avec le bâtiment C existant en bardage à petites ondes verticales
- pignon Ouest (locaux techniques) avec bardage à grandes ondes verticales perforées
- terrasses sur RdC végétalisées
- couverture du bâtiment principal à 2 pentes en bacs acier laqué
- panneaux de vêtue minérale agrafés pour le volume principal

Budget : 6,338 M€

Calendrier :

- Livraison : juin 2015
-

Bilan « surfaces CNRS » du projet IEMN :

- Foncier : inchangé
- Surfaces : +1 940 m² SHON

Annexe 2 – Les opérations du SPSI 2011-2015 se poursuivant sur le SPSI 2016-2021

QUAERO.

Rappel des principales caractéristiques du projet :

Cette opération CPER a pour but de créer un centre d'envergure européenne dans le domaine des sciences et technologies de la langue, s'appuyant sur les compétences développées au LIMSI depuis 30 ans au sein du département « Communication Homme-Machine » et plus particulièrement dans les groupes « Traitement du Langage Parlé » et « Informations, Langues Ecrite



et Signée ». Cet objectif a été soutenu par le CNRS au travers de la création d'une unité mixte internationale, IMMI, « Institute for Multilingual and Multimedia Information » avec les partenaires allemands de l'Université de Karlsruhe et du RWTH d'Aix la Chapelle. Cette activité de recherche doit regrouper à un terme de 5 ans un effectif d'une centaine de chercheurs (permanents, en visite ou post-doctorants contractuels), doctorants, ingénieurs et techniciens.

Partie prenante du campus Paris-Saclay, le projet consiste à réaliser sur une parcelle déjà aménagée et en activité une construction pouvant accueillir 120 personnes. Il s'agit :

- La démolition des bâtiments existants permettant la construction du nouveau bâtiment.
- La construction d'un bâtiment R+2 de 2 400 m² SP (surface au sol 840 m²) créant un lien avec les bâtiments existants du laboratoire.
- La création au rez-de-chaussée d'un espace commun (classée ERP) raccordant les bâtiments existants
- Le déplacement des 38 places de stationnement existantes et recrées au sud de la parcelle en complément des 11 places conservées le long de la façade du bâtiment 508. Le projet ne prévoit pas de création de nouvelles places de stationnement.

L'aménagement de la parcelle permettant d'augmenter les surfaces végétalisées (noue de rétention, parking arboré, patio et jardin intérieur en lieu place des parkings existant et 5^{ème} façades à 80% végétalisé) environ 5 000 m².

Calendrier :

- Création d'une ZAC en 2013 : éditions de fiches de lots contenant les prescriptions de l'aménageur, modifiant les cahiers des charges des concepteurs,
- Obtention du permis de construire en février 2015,
- Premiers appels d'offres pour les marchés de travaux déclarés sans suite en juin 2015 (sauf pour les travaux préalables de démolition) ;
- Travaux de démolition : réalisation été 2015,
- Nouvelle consultation (optimisations du projet) avec analyse des offres en octobre 2015 ;
- Travaux : Décembre 2015 à juillet 2017.

Bilan « surfaces CNRS » du projet QUAERO :

- Démolition des bâtiments « 502bis et 507 » : 1 064 m² (non compris dans le parc CNRS ; gestion Université Paris Sud)
- Extension : 2 074 m² SHON

- Foncier : sans changement
- Location actuelle : 843 m² (hors parc CNRS) : fin de la location à la mise en service de QUAERO

- **Création de plateformes technologiques ou de grands équipements**

Les deux projets prévus dans ce domaine, concernant le GANIL (grand accélérateur d'ions lourds, à CAEN) et le projet MEUST concernant les technologies marines et sous –marines, situé à la Seyne-sur Mer, ont été revus en profondeur et se poursuivent dans le cadre du SPSI 2016-2021.

- **GANIL :**

Nota : Le CNRS ne gère pas l'immobilier de GANIL Grand Accélérateur National d'Ions Lourds, qui est un GIE (CEA/CNRS).

Le projet SPIRAL 2 était décomposé en deux phases :

- Phase 1 : Le volet immobilier est réalisé (installation de l'accélérateur et des instrumentations en cours) ;
- Phase 2 : cette partie du projet correspondant à un investissement très important (de l'ordre de 120 M€) n'est pas financée et son engagement est reporté *sine die*.

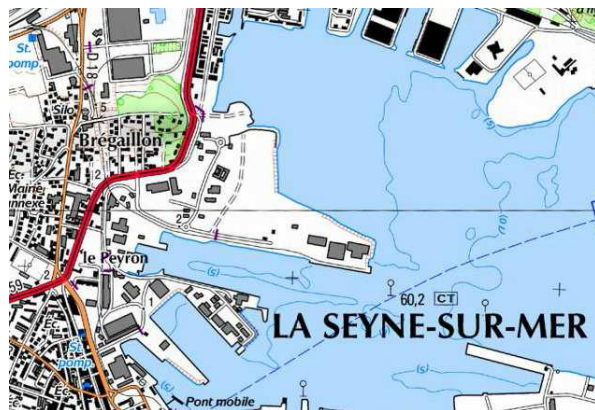
Toutefois, une phase 1+ est mise en place (salle DESIR ; salle d'expérience pour la physique à basse énergie, partiellement financée par un EquipEx), le financement nécessaire à l'achèvement de cette phase complémentaire étant assuré par les versements réalisés dans le cadre d'un accord franco-allemand conclu en juin 2015.

Bilan « surfaces CNRS » du projet SPIRAL 2 :

- *Pas d'incidence (hors périmètre immobilier du CNRS ; gestion GANIL)*

- **MEUST (Mediterranean Eurocentre for Underwater Sciences and Technologies)**

Implanté dans la zone portuaire de Brégailhon (Port de Toulon / La Seyne-sur-mer), le projet s'adosse aux opportunités de mutualisation de moyens avec le centre IFREMER (mitoyen) et offre un accès direct à la mer pour la préparation des campagnes océanographiques.



La construction (1990 m²) est destinée :

- Au développement des activités interdisciplinaires mutualisées dans le domaine des technologies marines et sous-marines:
 - Les navires océanographiques de la DT INSU apportent un soutien technique important aux unités de la Côte d'Azur (Géoazur, le LOV et l'OOV) en leur permettant d'effectuer de nombreuses campagnes en mer.
 - En 2013, 16 campagnes ont été organisées par ces laboratoires et la participation de personnels de ces unités à d'autres campagnes a représenté plus de 150 jours de présence à bord.
- A l'installation d'une base opérationnelle d'appui pour le Chantier Méditerranée, interdisciplinaire et inter-organisme, lancé par le CIO Environnement à l'initiative de l'INSU pour la période 2010-2020.

- A accueillir le centre de contrôle et de pilotage des engins
- A la mise en œuvre de l'infrastructure sous-marine
- A accueillir le centre de contrôle et d'acquisition des données de l'observatoire sous-marin.
La salle de contrôle actuelle (ANTARES) est située à l'Institut Michel Pacha à La Seyne sur Mer.
Elle sera transférée dans le nouveau bâtiment dès que sa construction sera achevée.

Budget : 8 M€ (volet immobilier).

Calendrier prévisionnel : les phases opérationnelles seront engagées au dernier trimestre 2015 pour une livraison à l'horizon 2018.

Bilan « surfaces CNRS » du projet MEUST (prévisionnel) :

- **Avant** : 0 m²
- **Après** :
 - 2 300 m² SHON env.
 - Foncier : 3 900 m²

Par ailleurs, le projet comporte la réutilisation de 340 m² (SU) dans les locaux de l'IFREMER, dans une logique d'optimisation et de mutualisation des moyens (principe d'un campus Recherche IFREMER-CNRS dans la zone portuaire de Brégaillon).

○ ECOTRON Ile-de-France

Rappel des principales caractéristiques du projet :

Ce projet n'était pas évoqué dans le SPSI 2011-2015.

Le projet ECOTRON Ile-de-France relève également des Infrastructures de Recherche (IR).



L'opération consiste à construire, à Saint-Pierre-les-Nemours sur le site du Centre d'Ecologie expérimentale et Prédictive (CEREPP) une plateforme destinée à recevoir les modules Ecolab® et des laboratoires associés.

Le CNRS dispose du terrain d'assiette dans le cadre d'une Autorisation d'Occupation Temporaire (AOT) consentie par l'ENS Paris.

Budget : 3,134 M€.

Calendrier prévisionnel : les travaux ont démarré en août 2015 avec une livraison prévue au premier trimestre 2017.

Bilan « surfaces CNRS » du projet Ecotron IdF :

- **Avant** : 0 m²
- **Après** :
 - 857 m² HON
 - Foncier : 29 375 m² (AOT pour 30 ans)

- Accompagnement des plans campus :

- [Paris-Saclay](#)
- **Centre Physique Matière et Rayonnement (CPMR)**

Rappel des principales caractéristiques du projet :

Dans le cadre du Programme d'Investissement d'Avenir (action « opération Campus »), et au titre du « développement scientifique et technologique du plateau de Saclay », le projet de Centre Matière Physique et Rayonnement (CPMR) fait l'objet d'un budget global de 98 M€.

Ce projet immobilier comporte plusieurs volets :

- rénovation du Laboratoire de Physique des Solides (LPS),
- construction Laboratoire de Physique Théorique et Modèles Statistiques (LPTMS),
- construction de l'Institut de Physique Avancée (IPA), ou Institut Pascal,
- construction d'un bâtiment d'enseignement de la physique,
- construction du laboratoire Fluides, automatique et Systèmes thermiques (FAST),
- restructuration et extension du Laboratoire Aimé Cotton.

Toutes ces entités sont gérées par l'Université Paris-Sud (UPS), hormis le FAST (Université Pierre et Marie Curie) et le LAC (CNRS).

Pour faciliter la gestion du projet (montage technique, juridique et financier) et favoriser les mutualisations et les synergies, la maîtrise d'ouvrage de l'ensemble est assurée par l'UPS (par convention avec l'UPMC et le CNRS, pour le FAST et le LAC, respectivement).

Calendrier prévisionnel :

- ✓ Les études de conception ont démarré à l'été 2015 (diagnostics techniques)
- ✓ Les travaux seront réalisés de janvier 2017 à mars 2019

Budget:

Budget global : 98 M€

Part LAC : 11,538 M€

Bilan « surfaces CNRS » du projet CPMR vs LAC (prévisionnel) :

- Foncier : sans changement
- Avant : 3 800 m² SHON
- Extension 1 250 m² SHON

- **Centre de Nanoscience et de Nanotechnologie (C2N)**

Rappel des principales caractéristiques du projet :

Le projet consiste à réunir sur un même site, à Palaiseau (plateau de Saclay), les laboratoires de l'Institut d'Electronique Fondamentale (IEF) et du Laboratoire de Photonique et de Nanostructures (LPN).

- Actuellement :
- L'IEF est hébergé par l'Université Paris-Saclay, à Orsay
- Le LPN est hébergé par le CNRS, dans des locaux loués dans le cadre d'un partenariat avec la société ALCATEL, à Marcoussy.



Données principales concernant l'immobilier :

Surface du terrain : 27.915 m²
 Surface de plancher : 17.905 m²
 Surface utile nette totale: 12.538 m²
 Surface utile salle blanche : 2.894 m²*
 Surface utile recherche hors SB : 6.996 m² Stationnement : 197 places
 *2 900 m² de salle blanche pour la micro-nanotechnologie comprenant : 1 100 m² de salle blanche dédiés au process, 700 m² dédiés à l'épitaxie, 100 m² dédiés à la caractérisation de micro-nanosystèmes, 250 m² de salle blanche dédiés à l'accueil des PME 170 m² de salle blanche dédiés à la formation

Budget :

- 83,7M€ HT hors acquisition du foncier (dont CNRS 12,7 M€ / ANR 71 M€)
- 4,366 M€ HT acquisition foncier (ANR 100%)

Calendrier de réalisation :

Concours d'architecture et d'ingénierie : mars 2012 / mars 2013
 Etudes de conception : avril 2013 / mai 2014
 Permis de construire délivré : juin 2014
 Consultations entreprises : mai 2014 à août 2015
 Démarrage des travaux : septembre 2015
 Fin des travaux : septembre 2017

Bilan « surfaces CNRS » du projet C2N :

Avant :

- IEF (hors parc CNRS) : 11 740 m² SHON environ, dont 9 950 m² propres à l'IEF, le complément étant mutualisé avec l'enseignement (parc immobilier de l'Université Paris Sud)
- LPN (hors parc CNRS) : 7 860 m² HON (locaux mis à disposition dans le cadre d'un partenariat avec ALCATEL, sans contrepartie de loyer mais avec la prise en charge par le CNRS d'une quote-part au titre des frais de site)

Après :

- Bâtiment : 17 905 m² SHON (parc CNRS)
- Foncier : 27 915 m² (parc CNRS)

➤ **Institut de Biologie Intégrative de la Cellule (I2BC)**

Rappel des principales caractéristiques du projet :

Ce projet prévoit à l'horizon 2017 la création de 5 départements scientifiques, soit 80 équipes de recherche, nées du rassemblement de huit unités de recherche au sein même du campus CNRS de Gif-sur-Yvette. Ces équipes sont actuellement réparties sur trois campus différents (Campus Universitaire d'Orsay, CEA de Saclay et Gif-sur-Yvette). La convergence de ces unités de recherche a pour but le renforcement d'un pôle d'expertise en



biologie moléculaire et cellulaire. En termes d'effectifs, la venue d'équipes représente environ 340 personnes supplémentaires sur le campus

Partie prenante du campus Paris-Saclay, le projet est de réaliser au cœur du campus de Gif-sur-Yvette un regroupement de constructions neuves 15 000 m² et à réhabiliter 11 000 m² qui permettra d'accueillir 800 personnes.

Calendrier prévisionnel

- Juin 2014 : Notification du marché de maîtrise d'œuvre
- Décembre 2015 : Validation des études (APS/APD, PRO et DCE) et lancement de la procédure des appels d'offres travaux (10 lots – 35M€)
- Mars 2016 : Fin des travaux préparatoires et de dévoiement des réseaux existants (3 lots – 1 M€)
- Mai 2016 : Notification des marchés de travaux
- Mars 2018 : livraison de la nouvelle construction (durée 22 mois)

Bilan « surfaces CNRS » du projet I2BC :

- Surfaces rénovées : 19 761 m² SHON (parc CNRS)
- Surfaces démolies : 4 357 m² SHON (parc CNRS)
- Surfaces construites : 14 632 m² SHON (parc CNRS)
- ✓ Bilan : + 10 275 m² SHON (parc CNRS)

○ Plan Campus de Montpellier

➤ Pôle Chimie Balard

Rappel des caractéristiques du projet Pôle Chimie Balard – volet recherche :

L'opération consiste à construire, sous la maîtrise d'ouvrage du CNRS et sur le campus « Route de Mende » à Montpellier (parc immobilier du CNRS), les laboratoires permettant de regrouper les équipes actuellement implantés sur différents centres de recherche (Université de Montpellier, faculté de pharmacie, Ecole Nationale Supérieure de Chimie de Montpellier).

L'implantation du projet sur le campus du CNRS, et à proximité immédiate du projet « Balard Formation » (sous la maîtrise d'ouvrage de la Région Languedoc-Roussillon et sur le campus de l'université mitoyen) permettra de nombreuses synergies et constituera un pôle d'excellence de tout premier plan.]



- 25 850 m² (SHON)– 6 niveaux -
- 400 laboratoires
- 433 sorbonnes – 183 Boas
- 400 000 m³/heure traités (compensés/extraits)
- 46 752 k€ TF à l'APD – 63 M€ TDC – 30 mois de travaux

La phase de programmation fonctionnelle et technique, qui s'est achevée à la fin de 2012, a été particulièrement délicate étant donné l'ampleur de l'opération, sa technicité et les très fortes contraintes budgétaires.

Les études de conception, particulièrement complexes, sont en cours. Au stade de l'avant-projet (2014/2015), des délais supplémentaires ont été requis de manière à remanié le projet, afin d'atteindre une maturité technique et économique suffisante.

Budget : 63 M€ TDC

Avancement de l'opération :

- Les travaux de démolition ont été achevés en 2013 (4 551 m²)
- Le permis de construire a été obtenu le 1^{er} octobre 2015
- La consultation est en cours pour les premiers marchés de travaux (terrassements et travaux de réseaux divers) : réalisation au 1^{er} semestre 2016
- La livraison des bâtiments est prévue pour la fin de 2018 ou le début de 2019.

Bilan en surfaces :

- **Avant** : hors parc CNRS

Les entités qui seront réunies dans le projet Balard sont actuellement hébergées sur différents sites par plusieurs opérateurs : Université de Montpellier, faculté de Pharmacie, Ecole nationale Supérieure de Chimie de Montpellier.

- **Démolition sur le site** ('campus CNRS Route de Mende) :
 - Total démolit : 4 551 m² HON (« surfaces CNRS » ; locaux vacants pour libération du foncier)
 - ✓ CRBM Centre de recherche de Biochimie Macromoléculaires) : 2 963 m² HON (« surfaces CNRS »)
 - ✓ IEM (Institut Européen des Membranes) : 1 317 m² HON (« surfaces CNRS »)
 - ✓ Divers : 271 m² HON (« surfaces CNRS »)
- **Après** :
 - Bâtiment : 25 860 m² HON (parc CNRS)
 - Foncier : pas de changement

○ [Campus Condorcet, Paris-Aubervilliers](#)

Rappel des principales caractéristiques du projet :

Le Campus Condorcet sera construit sur 2 sites, à Aubervilliers et à Paris, porte de La Chapelle (destiné aux premiers cycles et des étudiants en master professionnel de Paris 1), sur une surface totale 7,4 hectares.

Environ 18 000 personnes sont attendues sur le Campus, dont 4 050 étudiants de licence ; 4 100 étudiants de master ; 4 200 enseignant-e-s ; 4 800 doctorants ; 915 personnels administratifs ; 100 centres de recherche :

Le site d'Aubervilliers : 6,4 hectares ; 160 000 m² (SHON) construits, dont 85 000 m² dans le cadre d'une première phase déjà engagée ; 12 650 personnes attendues.



Le site de Paris, porte de La Chapelle : 1 hectare ; 20 000 m² construits (SHON) ; 5 165 personnes attendues. Sur le site d'Aubervilliers, une partie des bâtiments (50 000 m² SHON) est réalisée en partenariat public privé.

Le projet est porté par l'établissement public Campus Condorcet, qui a pour mission la conception, la réalisation, le financement, l'exploitation, la maintenance et la valorisation des constructions universitaires et des équipements constitutifs du projet de campus. À ce titre, l'établissement public pilote, coordonne, met en œuvre et suit les programmes immobiliers réalisés soit en Maîtrise d'Ouvrage Publique (MOP), soit en Partenariat Public Privé (PPP). L'établissement public Campus Condorcet élabore la stratégie d'ensemble des implantations immobilières sur le Campus Condorcet et constitue, par tout mode d'attribution ou d'acquisition, le patrimoine foncier et immobilier utile à la réalisation du projet.

La livraison des bâtiments devrait avoir lieu à l'été 2019.

A ce jour, 48 unités CNRS sont concernées par le projet :

- 29 unités (UMR/UPR/UPS/UMS) pour la phase 1
- 19 unités CNRS sont identifiées pour la phase 2

La plupart des unités concernées par la phase 1 de Condorcet sont des UMR. Mais il est convenu avec nos partenaires que le CNRS n'agit, dans le cadre de ce projet, qu'en tant que porteur de ses UPR/UPS, laissant le soin à nos partenaires de mener les travaux et démarches pour nos UMR.

Les établissements porteurs de ces unités et le nombre d'unités concernées pour chacun sont les suivants :

- CNRS (5)
- ECOLE PRATIQUE HAUTES ETUDES (6)
- EHESS (23)
- UNIVERSITE PARIS 1 (6)
- UNIVERSITE PARIS 1 et ECOLE PRATIQUE HAUTES ETUDES (1)
- UNIVERSITE PARIS 1, ECOLE PRATIQUE HAUTES ETUDES et EHESS (1)
- UNIVERSITE PARIS 13 (1)
- UNIVERSITE PARIS 3 (1)
- UNIVERSITE PARIS 8 (2)
- UNIVERSITE PARIS 1, UNIVERSITE PARIS 8 (2)

La répartition du nombre de chercheurs et d'ITA CNRS présents dans ces 48 unités est la suivante (Source : Infocentre, février 2015) :

Nombre d'agents CNRS par phase et par délégation gestionnaire (DR)		
Phase / DR	Chercheurs CNRS	IT CNRS
Phase 1	289	190
DR 1	222	150
DR 3	38	12
DR 5	29	28
Phase 2	208	97
DR 1	164	70
DR 2	27	8
DR 3	16	17
DR 5	1	2
Total général	497	287

Une étude fine des équipes à déménager reste à faire, sachant que la programmation du Campus prévoit, pour nos UPR/UPS/UMS, 255 postes de travail pour 309 personnels. Le CNRS (UPR/UPS/UMS) occupera en propre 5 769 m² sur les 160 000 m² SHON du site d'Aubervilliers (phases 1 et 2) : soit un peu moins de 4 % de la surface totale.

Bilan des surfaces libérées (« parc CNRS ») :

- Humanum (Av. de France 1 233 m² HON (global))
- Réseau Asie-Pacifique (Av. de France 1 233 m² HON (global))
- IRHT (Av. d'Iéna 1 498 m² HON)
- IHTP (Pouchet 238 m² SUB)
- IMAF (CRP Ivry 243 m² SUB)
- CEH (Villejuif 144 m² SUB)
- Année épigraphique (Villejuif 138 m² SUB)
- Centre Jean Pépin (Villejuif 280 m² SUB)

Annexe 3 – Le parc immobilier du CNRS –Données statistiques essentielles

Données au 21-07-2016

Surfaces bâties : les locations représentent une part très réduite du patrimoine du CNRS ;

	DR	Nom DR	m² SHON			m² SUB			m² SUN		
			Hors location	Location	Total	Hors location	Location	Total	Hors location	Location	Total
IDF	DR01	Paris Villejuif	46 534	6 056	52 591	38 362	5 452	43 813	18 195	3 726	21 922
	DR02	Paris B	14 432	461	14 893	9 405	415	9 820	4 358	282	4 640
	DR04	Ile-de-France Sud	127 472	937	128 408	102 020	843	102 863	37 196	573	37 770
	DR05	Ile-de-France Ouest et Nord	39 127	5 422	44 549	32 170	4 880	37 050	19 227	3 318	22 546
	DR16	Paris Michel-Ange	21 996	865	22 861	18 520	779	19 299	9 340	530	9 870
	Total IdF		249 561	13 742	263 302	200 477	12 368	212 845	88 317	8 430	96 747
REGIONS	DR06	Centre - Est	35 236	0	35 236	30 079	0	30 079	25 067	0	25 067
	DR07	Rhône - Auvergne	48 217	1 860	50 077	37 513	1 674	39 187	23 856	1 138	24 994
	DR08	Centre - Poitou-Charentes	54 647	0	54 647	45 948	0	45 948	12 441	0	12 441
	DR10	Alsace	96 812	0	96 812	78 364	0	78 364	30 942	0	30 942
	DR11	Alpes	60 115	0	60 115	44 985	0	44 985	16 021	0	16 021
	DR12	Provence et Corse	100 758	556	101 314	75 070	500	75 570	25 614	340	25 954
	DR13	Languedoc - Roussillon	46 630	0	46 630	37 654	0	37 654	22 618	0	22 618
	DR14	Midi Pyrénées	65 592	6 246	71 837	53 880	5 621	59 501	19 423	3 822	23 245
	DR15	Aquitaine - Limousin	32 002	0	32 002	26 745	0	26 745	18 263	0	18 263
	DR17	Bretagne et Pays de la Loire	19 109	1 368	20 477	15 017	1 231	16 248	6 312	837	7 150
	DR18	Nord Pas-de-Calais et Picardie	32 161	2 046	34 208	23 502	1 675	25 177	6 815	920	7 735
	DR19	Normandie	4 947	0	4 947	4 263	0	4 263	2 768	0	2 768
	DR20	Côte d'Azur	26 485	0	26 485	22 529	0	22 529	12 377	0	12 377
	Total Régions		622 710	12 075	634 785	495 549	10 701	506 250	222 518	7 058	229 575
	Surface totale		872 271	25 817	898 088	696 026	23 069	719 095	310 835	15 488	326 322

Les surfaces foncières sont situées à près de 90% hors région parisienne.

	DR		Nbr de Sites	Foncier (m²)		
		Nom DR		Surface Parcelles	Surface « naturelle »	Surface m² aménagée
IDF	DR01	Paris Villejuif	13	90 588		90 588
	DR02	Paris B	6	5 578		5 578
	DR04	Ile-de-France Sud	3	662 391	27 831	634 560
	DR05	Ile-de-France Ouest et Nord	7	35 469		35 469
	DR16	Paris Michel-Ange	2	12 085		12 085
	Total IdF		31	806 111	27 831	778 280
REGIONS	DR06	Centre - Est	6	95 286		95 286
	DR07	Rhône - Auvergne	10	161 110	21 000	140 110
	DR08	Centre - Poitou-Charentes	3	867 757		867 757
	DR10	Alsace	3	211 534		211 534
	DR11	Alpes	5	2 123 414	1 988 981	134 433
	DR12	Provence et Corse	8	1 127 101		1 127 101
	DR13	Languedoc - Roussillon	5	340 716		340 716
	DR14	Midi Pyrénées	9	1 668 242	1 183 125	485 117
	DR15	Aquitaine - Limousin	5	101 999		101 999
	DR17	Bretagne et Pays de la Loire	3	49 911		49 911
	DR18	Nord Pas-de-Calais et Picardie	5	32 041		32 041
	DR19	Normandie	3	6 600		6 600
	DR20	Côte d'Azur	4	148 765		148 765
	Total Régions		68	6 934 476	3 193 106	3 741 370
	Surface totale		99	7 740 587	3 220 937	4 519 650

Répartition du patrimoine immobilier par domaine d'affectation

		SHON (m²)					
		Hors location	% (/SHON)	Location	% (/SHON)	Total	% (/SHON)
IN2P3		69 018	7,91%	1 396	5,41%	70 414	7,84%
INC		110 778	12,70%	0	0,00%	110 778	12,33%
INEE		32 251	3,70%	0	0,00%	32 251	3,59%
INP		81 703	9,37%	5 422	21,00%	87 125	9,70%
INS2I		31 432	3,60%	1 422	5,51%	32 853	3,66%
INSB		180 118	20,65%	0	0,00%	180 118	20,06%
INSHS		31 700	3,63%	6 088	23,58%	37 788	4,21%
INSIS		67 375	7,72%	0	0,00%	67 375	7,50%
INSMI		2 882	0,33%	0	0,00%	2 882	0,32%
INSU		56 161	6,44%	3 420	13,25%	59 581	6,63%
Total Instituts		663 418	76,06%	17 747	68,74%	681 165	75,85%
PDT		5 120	0,59%	1 148	4,45%	6 268	0,70%
DGDR		185 907	21,31%	6 922	26,81%	192 829	21,47%
DGDS		17 826	2,04%	0	0,00%	17 826	1,98%
Total Ressources communes ⁽¹⁾		208 853	23,94%	8 069	31,26%	216 923	24,15%
Surface totale		872 271	100%	25 817	100%	898 088	100%

(1) : Ressources communes = locaux non spécifiques aux disciplines scientifiques ci-dessus (dont support, actions sociales, par exemple)

Répartition des surfaces affectées par usages principaux par DR

	Surface par DR et par usage principal, hors locaux tertiaires ⁽¹⁾ (en m² de surface « locaux ») - HORS LOCATIONS										
	Nom DR	Activités scientifiques ⁽²⁾	Bureau ⁽³⁾	Réunion	Restauration	Locaux techniques	Stockage-Réserves	Circulations & Sanitaires	Hébergement ⁽⁴⁾	Vacant	TOTAL
IDF	Paris Villejuif	8 730	6 189	2 265	1 405	1 808	2 011	6 303	664	8 652	38 027
	Paris B	2 875	2 514	605	77	492	439	1 673	182	0	8 857
	Ile-de-France Sud	37 417	21 501	4 032	1 316	8 196	10 210	22 264	6 359	533	111 827
	Ile-de-France Ouest et Nord	6 781	4 998	922	1 122	911	2 167	5 239	167	5 852	28 159
	Paris Michel-Ange	0	0	0	1 215	0	0	0	0	0	1 215
	Total IdF	55 802	35 202	7 824	5 135	11 406	14 826	35 480	7 371	15 037	188 085
REGIONS	Centre - Est	3 268	8 554	1 622	1 428	1 126	7 645	3 913	149	0	27 706
	Rhône - Auvergne	15 370	10 074	2 108	800	4 570	1 630	8 887	87	0	43 525
	Centre - Poitou-Charentes	22 101	8 181	1 466	1 286	3 031	3 932	9 208	937	531	50 673
	Alsace	29 786	16 562	2 516	0	4 947	4 020	19 618	176	9 483	87 108
	Alpes	16 979	10 027	2 540	14	3 847	3 640	11 746	585	0	49 378
	Provence et Corse	27 556	17 376	3 132	992	6 332	4 072	17 331	4 168	0	80 959
	Languedoc - Roussillon	17 974	6 529	680	256	844	1 303	8 078	529	2 864	39 057
	Midi Pyrénées	17 678	12 039	1 880	1 953	3 340	2 223	11 274	828	0	51 216
	Aquitaine - Limousin	10 414	5 513	1 508	723	1 068	1 248	6 489	271	0	27 235
	Bretagne et Pays de la Loire	8 582	2 756	936	618	690	383	4 573	1 838	138	20 513
	Nord Pas-de-Calais et Picardie	14 496	5 695	1 321	18	3 128	1 190	6 475	218	0	32 541
	Normandie	852	514	111	0	53	245	558	0	0	2 333
	Côte d'Azur	10 441	5 121	1 346	7	1 629	1 732	4 837	0	11	25 124
Total Régions	195 497	108 941	21 168	8 094	34 606	33 263	112 988	9 786	13 027	537 369	
	Surface totale	251 300	144 142	28 992	13 230	46 012	48 089	148 468	17 157	28 064	725 453

(1) : Locaux tertiaires = Locaux hébergeant les services des Délégations régionales, des Directions fonctionnelles, et de la Direction générale

(2) : Hors bureaux chercheurs et locaux banalisés (réunion, amphis, etc.)

(3) : Bureaux à usage scientifique

(4) : L'usage « Hébergement » correspond à la fois aux logements et aux autres types d'hébergements : hôtels, chambres d'hôtes, etc.

Nota 1 : Les surfaces prises en compte correspondent à la somme des surfaces de chaque local affecté à un usage ; les valeurs ci-dessus ne sont donc pas égales aux valeurs exprimées par ailleurs en SHON.

Nota 2 : Le tableau ci-dessus concerne les locaux à usage scientifique, ou à des moyens communs (action sociale, restauration par exemple), exclusion faite des locaux administratifs : Délégations, directions fonctionnelles, etc.)

Répartition du parc bâti par régimes juridiques et par DR

DR		SHON (m²)							Total SHON
		Bien domanial	Bien propre	Bail à construction	Bail emphytéotique	Mise à disposition gratuite	Autre convention	CNRS locataire	
IDF	DR01 Paris Villejuif	6 250	31 127	0	8 662	0	495	6 056	52 591
	DR02 Paris B	6 361	1 298	0	0	0	6 773	461	14 893
	DR04 Ile-de-France Sud	42 638	84 834	0	0	0	0	937	128 408
	DR05 Ile-de-France Ouest et Nord	15 327	23 800	0	0	0	0	5 422	44 549
	DR16 Paris Michel-Ange	21 996	0	0	0	0	0	865	22 861
	Total IdF	92 572	141 059	0	8 662	0	7 268	13 742	263 302
REGIONS	DR06 Centre - Est	35 236	0	0	0	0	0	0	35 236
	DR07 Rhône - Auvergne	33 917	1 234	13 066	0	0	0	1 860	50 077
	DR08 Centre - Poitou-Charentes	54 515	132	0	0	0	0	0	54 647
	DR10 Alsace	50 785	46 027	0	0	0	0	0	96 812
	DR11 Alpes	49 695	1 085	0	8 436	0	899	0	60 115
	DR12 Provence et Corse	75 022	25 737	0	0	0	0	556	101 314
	DR13 Languedoc - Roussillon	33 589	13 040	0	0	0	0	0	46 630
	DR14 Midi Pyrénées	28 782	35 342	0	1 468	0	0	6 246	71 837
	DR15 Aquitaine - Limousin	31 328	0	0	0	0	674	0	32 002
	DR17 Bretagne et Pays de la Loire	7 724	8 115	0	0	0	3 270	1 368	20 477
	DR18 Nord Pas-de-Calais et Picardie	13 070	11 062	0	8 029	0	0	2 046	34 208
	DR19 Normandie	2 564	0	0	0	2 383	0	0	4 947
	DR20 Côte d'Azur	9 990	16 495	0	0	0	0	0	26 485
	Total Régions	426 218	158 268	13 066	17 933	2 383	4 842	12 075	634 785
Surface totale		518 789	299 327	13 066	26 596	2 383	12 111	25 817	898 088

Répartition du parc foncier par régimes juridiques et par DR

DR		Foncier (m²)							Total m² Foncier
		Bien domanial	Bien propre	Bail à construction	Bail emphytéotique	Mise à disposition gratuite	Autre convention	CNRS locataire	
IDF	DR01 Paris Villejuif	45 639	36 189	0	8 441	0	319	0	90 588
	DR02 Paris B	3 210	452	0	0	0	1 916	0	5 578
	DR04 Ile-de-France Sud	26 609	635 782	0	0	0	0	0	662 391
	DR05 Ile-de-France Ouest et Nord	33 457	2 012	0	0	0	0	0	35 469
	DR16 Paris Michel-Ange	12 085	0	0	0	0	0	0	12 085
	Total IdF	121 000	674 435	0	8 441	0	2 235	0	806 111
REGIONS	DR06 Centre - Est	76 166	0	0	19 120	0	0	0	95 286
	DR07 Rhône - Auvergne	62 095	4 147	94 868	0	0	0	0	161 110
	DR08 Centre - Poitou-Charentes	790 767	76 990	0	0	0	0	0	867 757
	DR10 Alsace	80 076	130 625	0	0	0	833	0	211 534
	DR11 Alpes	83 258	11 405	0	1 546 782	0	481 969	0	2 123 414
	DR12 Provence et Corse	1 077 262	49 839	0	0	0	0	0	1 127 101
	DR13 Languedoc - Roussillon	125 963	190 253	0	0	0	0	24 500	340 716
	DR14 Midi Pyrénées	1 551 597	114 212	0	2 433	0	0	0	1 668 242
	DR15 Aquitaine - Limousin	101 999	0	0	0	0	0	0	101 999
	DR17 Bretagne et Pays de la Loire	16 886	23 287	0	0	9 738	0	0	49 911
	DR18 Nord Pas-de-Calais et Picardie	16 463	13 298	0	2 280	0	0	0	32 041
	DR19 Normandie	6 600	0	0	0	0	0	0	6 600
	DR20 Côte d'Azur	44 515	104 250	0	0	0	0	0	148 765
	Total Régions	4 033 647	718 306	94 868	1 570 615	9 738	482 802	24 500	6 934 476
Surface totale		4 154 647	1 392 741	94 868	1 579 056	9 738	485 037	24 500	7 740 587

Répartition des surfaces affectées par usages principaux et par Instituts

Surface par Institut et par usage principal, hors locaux tertiaires ⁽¹⁾ (en m² de surface "locaux") - HORS LOCATIONS											
Instituts / Ressources communes		Activités scientifiques (3)	Bureau (4)	Réunion	Restauration	Locaux techniques	Stockage- Réserves	Circulations & Sanitaires	Hébergement (5)	Vacant	TOTAL
IN2P3	Physique nucléaire et physique des particules	14 613	15 299	2 323	0	4 629	3 799	11 778	582	2 906	55 930
INC	Chimie	43 938	21 902	3 849	0	4 987	4 776	24 243	635	38	104 367
INEE	Ecologie et environnement	11 704	5 103	1 210	618	793	1 161	6 112	2 791	335	29 825
INP	Physique	25 221	14 542	2 937	0	5 015	4 723	13 416	327	11	66 191
INS2I	Sciences de l'information et de leurs interactions	6 384	9 561	1 429	311	3 491	1 345	6 199	0	0	28 721
INSB	Sciences biologiques	74 211	25 024	4 656	167	8 052	6 410	31 021	813	5 295	155 649
INSHS	Sciences Humaines et Sociales	5 298	12 202	3 061	78	1 219	2 349	7 075	120	52	31 454
INSIS	Sciences de l'ingénierie et des systèmes	21 789	12 769	1 973	242	3 600	2 921	12 876	427	95	56 692
INSMI	Sciences mathématiques et de leurs interactions	194	1 598	305	0	55	38	917	542	0	3 648
INSU	Sciences de l'Univers	17 723	11 288	2 196	205	3 442	4 754	10 926	2 853	0	53 387
	Surfaces mutualisées des Instituts	9	66	0	0	0	1	776	0	0	853
Total Instituts		221 085	129 354	23 939	1 620	35 282	32 277	125 340	9 090	8 732	586 718
PDT	Présidence	249	773	48	0	6	330	534	0	0	1 941
DGDR	Direction générale déléguée aux ressources	29 336	8 089	4 051	10 394	9 991	8 974	20 409	8 067	19 332	118 642
DGDS	Direction générale déléguée à la science	630	5 926	954	0	732	6 508	2 186	0	0	16 937
Total Ressources communes ⁽²⁾		30 215	14 789	5 053	10 394	10 730	15 812	23 128	8 067	19 332	137 521
Surface total		251 300	144 142	28 992	12 015	46 012	48 089	148 468	17 157	28 064	724 239

(1) : Locaux tertiaires = Locaux hébergeant les services des Délégations régionales, des Directions fonctionnelles, et de la Direction générale

(2) : Ressources communes = locaux non spécifiques aux disciplines scientifiques ci-dessus (dont support, actions sociales, par exemple)

(3) : Hors bureaux chercheurs et locaux banalisés (réunion, amphis, etc.)

(4) : Bureaux à usage scientifique

(5) : L'usage « Hébergement » correspond à la fois aux logements et aux autres types d'hébergements : hôtels, chambres d'hôtes, etc.

Nota 1 : Les surfaces prises en compte correspondent à la somme des surfaces de chaque local affecté à un usage ; les valeurs ci-dessus ne sont donc pas égales aux valeurs exprimées par ailleurs en SHON.

Nota 2 : Le tableau ci-dessus concernent les locaux à usage scientifique, ou à des moyens communs (action sociale, restauration par exemple), exclusion faite des locaux administratifs : Délégations, directions fonctionnelles, etc.)

Les locaux pris à bail sont situés pour un peu plus de moitié en région parisienne :

	DR Nom DR		BATIMENTS Locations		
			nbre	m² SHON	m² SUB
IDF	DR01	Paris Villejuif	9	6 056	5 452
	DR02	Paris B	2	461	415
	DR04	Ile-de-France Sud	1	937	843
	DR05	Ile-de-France Ouest et Nord	2	5 422	4 880
	DR16	Paris Michel-Ange	9	865	779
	Total IdF		23	13 742	12 368
REGIONS	DR06	Centre – Est	0	0	0
	DR07	Rhône - Auvergne	2	1 860	1 674
	DR08	Centre - Poitou-Charentes	0	0	0
	DR10	Alsace	0	0	0
	DR11	Alpes	0	0	0
	DR12	Provence et Corse	1	556	500
	DR13	Languedoc - Roussillon	1	0	0
	DR14	Midi Pyrénées	2	6 246	5 621
	DR15	Aquitaine - Limousin	0	0	0
	DR17	Bretagne et Pays de la Loire	1	1 368	1 231
	DR18	Nord Pas-de-Calais et Picardie	3	2 046	1 675
	DR19	Normandie	0	0	0
	DR20	Côte d'Azur	0	0	0
	Total Régions		10	12 075	10 701
	Surface totale		33	25 817	23 069

Locations - Répartition des surfaces louées par DR et par nature

	DR	Nom DR	Surfaces louées SUB					Total m² SUN	Total m² SHON	
			Bureaux	Labo	Tertiaires	Vacants	Logements			Total m² SUB
IDF	DR01	Paris Villejuif	0	4 302	0	1 150	0	5 452	3 726	6 056
	DR02	Paris B	0	0	415	0	0	415	282	461
	DR04	Ile-de-France Sud	0	843	0	0	0	843	573	937
	DR05	Ile-de-France Ouest et Nord	0	4 880	0	0	0	4 880	3 318	5 422
	DR16	Paris Michel-Ange	487	292	0	0	0	779	530	865
	Total IdF		487	10 316	415	1 150	0	12 368	8 430	13 742
REGIONS	DR06	Centre - Est	0	0	0	0	0	0	0	0
	DR07	Rhône - Auvergne	0	1 674	0	0	0	1 674	1 138	1 860
	DR08	Centre - Poitou-Charentes	0	0	0	0	0	0	0	0
	DR10	Alsace	0	0	0	0	0	0	0	0
	DR11	Alpes	0	0	0	0	0	0	0	0
	DR12	Provence et Corse	0	500	0	0	0	500	340	556
	DR13	Languedoc - Roussillon	0	0	0	0	0	0	0	0
	DR14	Midi Pyrénées	0	3 078	2 543	0	0	5 621	3 822	6 246
	DR15	Aquitaine - Limousin	0	0	0	0	0	0	0	0
	DR17	Bretagne et Pays de la Loire	0	0	1 231	0	0	1 231	837	1 368
	DR18	Nord Pas-de-Calais et Picardie	0	1 586	89	0	0	1 675	920	2 046
	DR19	Normandie	0	0	0	0	0	0	0	0
	DR20	Côte d'Azur	0	0	0	0	0	0	0	0
	Total Régions		0	6 838	3 863	0	0	10 701	7 058	12 075
	Surface totale		487	17 154	4 278	1 150	0	23 069	15 488	25 817

Les locaux pris à bail n'ayant été progressivement intégré dans le référentiel Patrimoine du CNRS (SI LOGIC) qu'à compter de 2014. Les données concernant l'évolution sur la période 2011-2015 ne sont pas disponibles.

La surface des locaux pris à bail indiquée en 2011 dans le SPSI (8 576 m² surface utile) ne portait que sur une fraction des locations et ne découlait pas d'un recensement exhaustif.

Répartition du parc CNRS en fonction du régime juridique :

	Bien domanial	Bien propre	Bail à construction	Bail emphytéotique	Mise à disposition gratuite	Autre convention	CNRS locataire	Total
m² SHON	518 789	299 327	13 066	26 596	2 383	12 111	25 817	898 088
m² SUB	416 303	238 561	10 040	21 038	2 069	8 015	23 069	719 095
m² Foncier	4 154 647	1 392 741	94 868	1 579 056	9 738	485 037	24 500	7 740 587
Nbre de bâtiments	271	250	3	15	2	7	30	578
Nbre d'unités administratives	113	67	5	16	1	9	25	236
% (/Total SHON)	58%	33%	1%	3%	0%	1%	3%	100%
% (/Total SUB)	58%	33%	1%	3%	0%	1%	3%	100%

Nombre de bâtiments et de sites :

	DR	Nom DR	Nbre de sites	Principal		
				Hors location	Location	Total
IDF	DR01	Paris Villejuif	13	44	8	52
	DR02	Paris B	6	4	2	6
	DR04	Ile-de-France Sud	3	80	1	81
	DR05	Ile-de-France Ouest et Nord	7	22	2	24
	DR16	Paris Michel-Ange	2	7	9	16
	Nombre total de bâtiments en IdF		31	157	22	179
REGIONS	DR06	Centre – Est	6	14	0	14
	DR07	Rhône – Auvergne	10	13	2	15
	DR08	Centre - Poitou-Charentes	3	50	0	50
	DR10	Alsace	3	50	0	50
	DR11	Alpes	5	39	0	39
	DR12	Provence et Corse	8	104	1	105
	DR13	Languedoc - Roussillon	5	31	1	32
	DR14	Midi Pyrénées	9	42	2	44
	DR15	Aquitaine – Limousin	5	14	0	14
	DR17	Bretagne et Pays de la Loire	3	7	1	8
	DR18	Nord Pas-de-Calais et Picardie	5	13	1	14
	DR19	Normandie	3	4	0	4
	DR20	Côte d'Azur	4	10	0	10
	Nombre total de bâtiments en Régions		68	391	8	399
Surface totale			99	548	30	578

Densité d'occupation

○ Evaluation des surfaces tertiaires – comparaison 2011-2015

Le périmètre correspondant aux « locaux tertiaires » contient les surfaces à usage de l'administration du CNRS (en région et siège), hors bâtiments communs de nature technique (chaufferies, ateliers, services généraux, etc.).

Evaluation des surfaces tertiaires 2011-2015		2011				Données 2015						
DR	Nom DR	m² SHON	m² SUN	Effectif physique	SUN / Effectifs	m² SHON	Surfaces de bureaux	Surfaces d'espaces de réunions	Surfaces d'annexes de travail	m² SUN	Effectifs	SUN / Effectifs
IDF	DR01 Paris Villejuif	7 365	2 327	167	13,93	6 440	2 177	323	138	2 637	186	14,18
	DR02 Paris B	1 389	956	90	10,62	1 713	753	224	16	993	90	11,04
	DR04 Ile-de-France Sud	4 209	2 099	123	17,07	3 814	1 645	76	245	1 966	176	11,17
	DR05 Ile-de-France Ouest et Nord	16 701	7 703	288	26,75	9 790	3 192	900	270	4 361	281	15,52
	DR16 Paris Michel-Ange	23 220	9 303	1 006	9,25	21 996	8 825	314	201	9 340	867	10,77
	Total IdF	52 884	22 388	1 674	13,37	43 752	16 592	1 836	870	19 298	1 600	12,06
REGIONS	DR06 Centre - Est	3 081	1 436	79	18,18	3 206	1 249	266	60	1 574	78	20,18
	DR07 Rhône - Auvergne	1 709	906	81	11,19	1 709	836	202	66	1 104	111	9,94
	DR08 Centre - Poitou-Charentes	1 970	712	59	12,07	1 889	640	194	40	874	73	11,98
	DR10 Alsace	4 240	1 295	79	16,39	4 985	1 258	153	31	1 442	96	15,02
	DR11 Alpes	2 348	826	68	12,15	2 195	912	165	271	1 348	105	12,84
	DR12 Provence et Corse	2 621	1 796	90	19,96	4 629	1 841	363	46	2 250	123	18,29
	DR13 Languedoc - Roussillon	3 336	1 173	93	12,61	4 400	1 091	157	2	1 250	103	12,14
	DR14 Midi Pyrénées	1 983	1 040	104	10,00	2 286	839	143	0	982	103	9,54
	DR15 Aquitaine - Limousin	2 209	1 030	67	15,37	1 965	888	176	21	1 084	63	17,21
	DR17 Bretagne et Pays de la Loire	783	478	37	12,92	1 231	837	0	0	837	63	13,29
	DR18 Nord Pas-de-Calais et Picardie	987	592	50	11,84	1 781	678	67	65	810	58	13,96
	DR19 Normandie	1 944	997	60	16,62	2 383	885	230	5	1 120	65	17,23
	DR20 Côte d'Azur	2 364	845	54	15,65	2 691	765	218	135	1 118	49	22,82
	Total Régions	29 575	13 126	921	14,25	35 351	12 717	2 334	742	15 793	1 090	14,49
Surface totale		82 459	35 514	2 595	13,69	79 103	29 309	4 170	1 612	35 091	2 690	13,05

Commentaires :

En 2011 :

- les surfaces utiles nettes (SUN) étaient déclarées à partir d'évaluations établies par les Délégations régionales, en fonction de données collectées manuellement
- les effectifs pris en compte pour calculer les ratios découlaient d'un recensement sous forme d'une « enquête »

En 2015 :

- Les surfaces SUN sont calculées automatiquement à partir des plans numériques à l'échelle en application de la définition conventionnelle de la SUN (SUN = surface de travail réelle ou potentielle destinées aux occupants comprenant les surfaces annexes de travail (à l'exclusion des surfaces des services généraux, des logements, des services sociaux, et des zones non transformables en bureaux ou salles de réunions ; par ex. : hall, amphithéâtre, circulations, sanitaires, vestiaires). Le calcul est établi à partir des déclarations d'usages saisies pour chaque local dans les plans
- Les effectifs pris en compte pour calculer les ratios proviennent d'un flux entre LABINTEL (base de données relatives aux unités de recherche, leurs activités et leurs moyens) et le SI Patrimoine LOGIC.

Etant donné ces évolutions méthodologiques, il n'est pas pertinent de comparer les ratios obtenus en 2011 et en 2015.

A noter que les ratios 2015 indiquent une tendance car la mise à jour des usages des locaux n'est pas finalisées pour tous les bâtiments.

Enfin, au CNRS, la SUN intègre les locaux d'activités situés dans les sous-sols, alors qu'en général, ceux-ci sont exclus conventionnellement de la SUN (cette particularité est justifiée par la localisation de certains locaux spécifiques en sous-sol pour des raisons techniques principalement).

Evaluation des surfaces occupées par les unités de recherche

Répartition de la surface par Institut	m² SHON	m² SUB	m² SUN	Effectifs 2016	Ratio m² / Effectifs		
					SHON / Eff.	SUB / Eff.	SUN / Eff.
IN2P3	70 414	54 533	27 551	1 205	58,4	45,3	22,9
INC	110 778	88 955	42 008	2 091	53,0	42,5	20,1
INEE	32 251	26 098	10 272	1 099	29,3	23,7	9,3
INP	87 125	68 484	26 714	1 553	56,1	44,1	17,2
INS2I	32 853	26 273	13 690	840	39,1	31,3	16,3
INSB	180 118	147 323	51 576	3 957	45,5	37,2	13,0
INSHS	37 788	30 435	19 530	3 377	11,2	9,0	5,8
INSIS	67 375	50 008	18 672	854	78,9	58,6	21,9
INSMI	2 882	2 448	1 771	16	180,1	153,0	110,7
INSU	59 581	46 493	23 993	1 070	55,7	43,5	22,4
Total Instituts	681 165	541 050	235 777	16 062	42,4	33,7	14,7

Commentaires :

Le calcul de ratio de densité d'occupation (Surface / effectifs) n'aboutit pas à des valeurs totalement significatives.

En effet, le SI Patrimoine ne comporte pas les données nécessaires concernant les effectifs des unités scientifiques (laboratoires) pour les ensembles ou sous-ensembles hébergés par le CNRS dans les bâtiments de son parc immobilier (le flux LABINTEL ne fait pas la partition des effectifs pour les unités multi-implantées).

Par ailleurs, la notion de Surface Utile Nette pour des locaux d'activités spécifiques (laboratoires de recherche) n'est pas nécessairement une référence pertinente. Pour cette raison, le tableau ci-dessus indique également un ratio SHON/Effectifs

Autres locaux

- Locaux de restauration**

	DR	Nom DR	Site	Surface
IDF	DR01	Paris Villejuif	IVR	348 m²
	DR01	Paris Villejuif	TIA	362 m²
	DR01	Paris Villejuif	VJF	639 m²
	DR04	Ile-de-France Sud	GIF	1 112 m²
	DR05	Ile-de-France Ouest et Nord	MAB	847 m²
	DR05	Ile-de-France Ouest et Nord	POU	271 m²
	DR16	Paris Michel-Ange	PMA	1 215 m²
	Total IdF		7	4 794 m²
REGIONS	DR06	Centre - Est	INI	1 397 m²
	DR07	Rhône - Auvergne	DOA	800 m²
	DR08	Centre - Poitou-Charentes	OLS	928 m²
	DR08	Centre - Poitou-Charentes	SHZ	350 m²
	DR12	Provence et Corse	MJA	764 m²
	DR12	Provence et Corse	OHP	169 m²
	DR13	Languedoc - Roussillon	MND	780 m²
	DR13	Languedoc - Roussillon	ODO	231 m²
	DR14	Midi Pyrénées	BEL	902 m²
	DR14	Midi Pyrénées	LAA	311 m²
	DR14	Midi Pyrénées	MVG	196 m²
	DR14	Midi Pyrénées	NAR	544 m²
	DR15	Aquitaine - Limousin	PES	723 m²
	DR17	Bretagne et Pays de la Loire	ROS	514 m²
	Total Régions		14	8 096 m²
	Surface totale		21	12 890 m²

Focus sur les principales rénovations des locaux de restauration sociale depuis 2012 :

- 1 Rénovation du restaurant et des locaux des services médico-sociaux ; campus de la Doua, Villeurbanne (2,600 M€ | mise en service 2013)
- 2 Restructuration et extension du restaurant administratif, Campus « Route de Mende », Montpellier (2,310 M€ | travaux en cours ; livraison T1 2016)
- 3 Restructuration du restaurant, campus de Villejuif (0,830 M€ | travaux en cours ; livraison T1 2016)

Surfaces bâties : Evolution de 2012 à 2016 par circonscription

	DR Nom DR		BATIMENTS m² SHON					
			2012	2013	2014	2015	2016	
							m²	% (/SHON)
IDF	DR01	Paris Villejuif	53 132	46 755	46 754	48 903	46 534	5,3%
	DR02	Paris B	12 649	12 649	14 424	14 432	14 432	1,7%
	DR04	Ile-de-France Sud	110 565	110 548	118 881	128 564	127 472	14,6%
	DR05	Ile-de-France Ouest et Nord	32 793	37 451	37 290	37 075	39 127	4,5%
	DR16	Paris Michel-Ange	22 018	21 996	21 996	21 996	21 996	2,5%
	Total IdF		231 157	229 399	239 346	250 970	249 561	28,6%
REGIONS	DR06	Centre - Est	37 770	38 307	38 307	35 236	35 236	4,0%
	DR07	Rhône - Auvergne	50 412	46 200	47 676	48 048	48 217	5,5%
	DR08	Centre - Poitou-Charentes	53 354	54 300	54 300	54 689	54 647	6,3%
	DR10	Alsace	94 547	95 669	94 622	94 722	96 812	11,1%
	DR11	Alpes	56 562	47 493	54 066	55 683	60 115	6,9%
	DR12	Provence et Corse	84 312	84 097	85 784	96 696	100 758	11,6%
	DR13	Languedoc - Roussillon	52 731	51 315	47 586	47 686	46 630	5,3%
	DR14	Midi Pyrénées	61 424	67 951	67 038	66 868	65 592	7,5%
	DR15	Aquitaine - Limousin	29 618	32 002	32 002	32 002	32 002	3,7%
	DR17	Bretagne et Pays de la Loire	19 405	19 705	18 943	19 106	19 109	2,2%
	DR18	Nord Pas-de-Calais et Picardie	29 003	32 889	30 560	30 610	32 161	3,7%
	DR19	Normandie	4 950	4 950	4 947	4 947	4 947	0,6%
	DR20	Côte d'Azur	25 571	26 846	26 846	26 846	26 485	3,0%
	Total Régions		599 658	601 722	602 674	613 137	622 710	71,4%
Surface totale		830 815	831 121	842 020	864 107	872 271	100,0%	

Surfaces foncières : évolution 2012 à 2016 (hors locations)

	DR	Nom DR	2012	2013	2014	2015	2016
IDF	DR01	Paris Villejuif	112 733	112 733	91 841	91 062	90 588
	DR02	Paris B	5 578	5 578	5 578	5 578	5 578
	DR04	Ile-de-France Sud	503 934	503 934	523 555	662 292	662 391
	DR05	Ile-de-France Ouest et Nord	33 474	33 474	34 995	34 995	35 469
	DR16	Paris Michel-Ange	12 085	12 085	12 085	12 085	12 085
	Total Idf		667 804	667 804	667 804	806 012	806 111
REGIONS	DR06	Centre – Est	91 414	91 414	95 286	95 286	95 286
	DR07	Rhône – Auvergne	50 443	50 443	132 488	272 722	161 110
	DR08	Centre - Poitou-Charentes	929 744	929 744	867 757	867 757	867 757
	DR10	Alsace	211 075	211 075	211 075	257 962	211 534
	DR11	Alpes	2 123 772	2 123 772	2 121 637	2 121 637	2 123 414
	DR12	Provence et Corse	1 115 834	1 115 834	1 115 929	1 127 606	1 127 101
	DR13	Languedoc – Roussillon	309 366	309 366	310 854	310 854	340 716
	DR14	Midi Pyrénées	1 052 849	1 072 925	1 647 354	1 668 242	1 668 242
	DR15	Aquitaine – Limousin	101 999	101 999	101 999	101 999	101 999
	DR17	Bretagne et Pays de la Loire	30 170	30 170	49 665	49 665	49 911
	DR18	Nord Pas-de-Calais et Picardie	32 041	30 851	15 578	14 388	32 041
	DR19	Normandie	0	6 320	6 600	6 600	6 600
	DR20	Côte d'Azur	160 840	160 840	117 120	148 765	148 765
	Total Régions		6 209 547	6 234 753	6 793 342	7 043 483	6 934 476
	Surface totale		6 877 351	6 902 557	6 902 557	7 849 495	7 740 587

Ancienneté du bâti (hors location) selon la date de construction

Ancienneté	Avant 1951	1951-1971	1971-1991	1991-2011	Après 2011	Age inconnu	Total
m² SHON par ancienneté	105 103 m²	386 118 m²	218 296 m²	102 085 m²	55 702 m²	4 966 m²	872 271 m²
% (/SHON)	12%	44%	25%	12%	6%	1%	100%
Nombre de bâtiment	117 bât.	244 bât.	99 bât.	60 bât.	19 bât.	9 bât.	548 bât.
Nbre bât. + Extensions	139 bât.	270 bât.	127 bât.	88 bât.	38 bât.	10 bât.	672 bât.

Ancienneté du bâti (hors location) selon la date de réhabilitation

Ancienneté	Avant 1951	1951-1971	1971-1991	1991-2011	Après 2011	Age inconnu	Total
m² SHON par ancienneté	44 746 m²	247 797 m²	247 469 m²	205 981 m²	126 278 m²	0 m²	872 271 m²
% (/SHON)	5%	28%	28%	24%	14%	0%	100%
Nombre de bâtiment	94 bât.	194 bât.	103 bât.	107 bât.	46 bât.	4 bât.	548 bât.
Nbre bât. + Extensions	109 bât.	213 bât.	131 bât.	148 bât.	66 bât.	5 bât.	672 bât.

Nota : les surfaces rénovées sont assimilées à des surfaces de l'année de réalisation des travaux.

Annexe 4 – Les données financières sur le patrimoine du CNRS et les effectifs

➤ Dépenses d'entretien et de maintenance relevant du « propriétaire »

	Entretien programmé						Entretien courant	Autres *	Total général
	Clos & Couvert, Second œuvre et V.R.D.	Courants forts et Courants faibles	Chauffage-Ventilation-Plomberie	Conformités liées à la sécurité des personnes	Accessibilité	Sous-total Entretien Programmé			
2009	2,629 M€	1,238 M€	1,226 M€	2,176 M€		7,269 M€	3,531 M€	0,200 M€	11,000 M€
2010	1,916 M€	1,360 M€	1,340 M€	1,824 M€		6,440 M€	4,260 M€	1,300 M€	12,000 M€
2011	2,543 M€	1,061 M€	1,418 M€	1,680 M€		6,702 M€	3,848 M€	0,300 M€	10,849 M€
2012	2,181 M€	0,973 M€	1,344 M€	1,662 M€		6,160 M€	3,878 M€		10,038 M€
2013	2,360 M€	1,051 M€	1,436 M€	1,705 M€		6,552 M€	4,248 M€		10,800 M€
2014	3,445 M€	1,274 M€	1,118 M€	1,559 M€		7,396 M€	4,300 M€		11,696 M€
2015	3,216 M€	0,987 M€	1,228 M€	0,680 M€	0,661 M€	6,772 M€	4,330 M€		11,102 M€

* Dépenses liées à l'entretien des sorbonnes et à des économies d'énergie

DR		2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
DR01	Paris A	0,431 M€	0,285 M€	0,367 M€	0,176 M€	0,063 M€	0,100 M€	0,099 M€
DR02	Paris B	0,333 M€	0,307 M€	0,258 M€	0,130 M€	0,199 M€	0,199 M€	0,198 M€
DR03	Ile-de-France Est	0,887 M€	0,921 M€	0,904 M€	0,434 M€	0,703 M€	0,428 M€	0,576 M€
DR04	Ile-de-France Sud	1,027 M€	1,041 M€	1,222 M€	1,367 M€	0,958 M€	1,028 M€	1,213 M€
DR05	Ile-de-France Ouest et Nord	0,805 M€	0,245 M€	0,419 M€	0,230 M€	0,513 M€	0,572 M€	0,488 M€
DR06	Centre - Est	0,396 M€	0,482 M€	0,434 M€	0,361 M€	0,554 M€	0,416 M€	0,419 M€
DR07	Rhône - Auvergne	0,506 M€	0,651 M€	0,452 M€	0,516 M€	0,665 M€	0,471 M€	0,752 M€
DR08	Centre - Poitou-Charentes	0,773 M€	1,185 M€	1,067 M€	0,892 M€	0,648 M€	0,933 M€	0,993 M€
DR10	Alsace	0,950 M€	0,937 M€	0,890 M€	1,218 M€	1,023 M€	1,363 M€	1,257 M€
DR11	Alpes	0,575 M€	0,819 M€	0,607 M€	0,532 M€	0,711 M€	0,568 M€	0,747 M€
DR12	Provence et Corse	0,838 M€	0,879 M€	1,063 M€	0,868 M€	1,149 M€	1,467 M€	1,203 M€
DR13	Languedoc - Roussillon	0,462 M€	0,340 M€	0,321 M€	0,517 M€	0,595 M€	1,020 M€	0,652 M€
DR14	Midi Pyrénées	0,864 M€	0,720 M€	0,847 M€	0,722 M€	0,874 M€	0,875 M€	0,701 M€
DR15	Aquitaine - Limousin	0,458 M€	0,455 M€	0,439 M€	0,562 M€	0,555 M€	0,715 M€	0,694 M€
DR16	Paris Michel-Ange	0,491 M€	0,335 M€	0,339 M€	0,312 M€	0,480 M€	0,474 M€	0,251 M€
DR17	Bretagne et Pays de la Loire	0,164 M€	0,307 M€	0,217 M€	0,330 M€	0,264 M€	0,372 M€	0,171 M€
DR18	Nord Pas-de-Calais et Picardie	0,368 M€	0,289 M€	0,328 M€	0,471 M€	0,261 M€	0,266 M€	0,242 M€
DR19	Normandie	0,081 M€	0,025 M€	0,049 M€	0,043 M€	0,023 M€	0,032 M€	0,133 M€
DR20	Côte d'Azur	0,392 M€	0,477 M€	0,327 M€	0,357 M€	0,563 M€	0,399 M€	0,313 M€
	Non réparti	0,200 M€	1,300 M€	0,300 M€	0,000 M€	0,000 M€	0,000 M€	0,000 M€
Total général		11,000 M€	12,000 M€	10,849 M€	10,038 M€	10,800 M€	11,696 M€	11,102 M€

➤ **Dépenses d'entretien relevant du « locataire »**

	2009	2010
En €	Total	Total
TOTAL des charges d'entretien du locataire	21,124 M€	21,575 M€

	2011	2012
En €	Total	Total
TOTAL des charges d'entretien du locataire	20,694 M€	19,875 M€

	2013	2014*
En €	Total	Total
TOTAL des charges d'entretien du locataire	20,571 M€	23,227 M€

	2015*
En €	Total
TOTAL des charges d'entretien du locataire	28,022 M€

*A compter de 2014, le CNRS a appliqué une nouvelle nomenclature. Les valeurs indiquées pour 2014 agglomèrent donc des dépenses non comptabilisés dans ces rubriques antérieurement, soit environ 3 M€ qui en réalité relèvent des prérogatives du propriétaire (travaux externalisés).

8,249 M€ de travaux sur les installations électriques, de réparation et maintenance d'installations de chauffage et ventilation et de travaux d'aménagements divers ont été intégrés sur l'exercice 2015. Ces dépenses relevant du locataire n'étaient pas prises en compte les années antérieures.

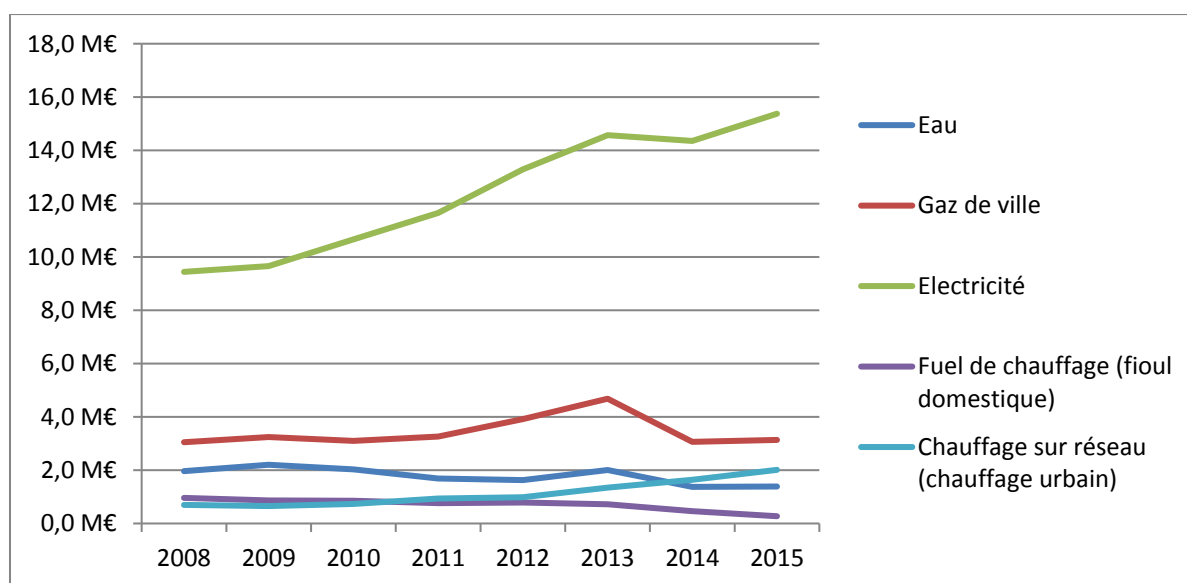
- **Charges d'infrastructures :**

L'évolution des charges d'infrastructures est la suivante :

	2008			2009			2010		
En €	Subvention d'état	Ressources propres	Total	Subvention d'état	Ressources propres	Total	Subvention d'état	Ressources propres	Total
Eau	1 303 422	659 336	1 962 758	1 004 106	1 198 863	2 202 969	1 269 231	762 719	2 031 950
Gaz de ville	1 659 177	1 389 241	3 048 418	1 743 410	1 496 731	3 240 141	1 992 584	1 108 363	3 100 947
Electricité	6 596 391	2 844 324	9 440 715	6 750 415	2 903 429	9 653 844	7 406 686	3 253 032	10 659 719
Fuel de chauffage (fioul domestique)	855 622	103 867	959 489	607 249	256 088	863 336	602 694	248 431	851 124
Chauffage sur réseau (chauffage urbain)	503 752	195 294	699 046	497 365	156 080	653 445	521 021	213 616	734 637
Total fluides et chauffage	10 918 365	5 192 063	16 110 427	10 602 545	6 011 190	16 613 735	11 792 216	5 586 161	17 378 377

	2011			2012			2013		
En €	Subvention d'état	Ressources propres	Total	Subvention d'état	Ressources propres	Total	Subvention d'état	Ressources propres	Total
Eau	1 033 173	652 171	1 685 344	633 729	991 503	1 625 232	828 977	1 174 581	2 003 558
Gaz de ville	2 057 852	1 205 991	3 263 843	1 466 124	2 449 287	3 915 410	1 896 293	2 784 517	4 680 809
Electricité	7 341 360	4 307 451	11 648 811	7 560 056	5 721 837	13 281 893	8 249 052	6 316 654	14 565 706
Fuel de chauffage (fioul domestique)	524 796	237 934	762 730	389 694	395 089	784 783	308 367	412 346	720 713
Chauffage sur réseau (chauffage urbain)	632 037	307 213	939 250	634 913	352 654	987 567	949 039	398 485	1 347 523
Total fluides et chauffage	11 589 218	6 710 759	18 299 977	10 684 516	9 910 369	20 594 886	12 231 727	11 086 582	23 318 310

	2014			2015		
En €	Subvention d'état	Ressources propres	Total	Subvention d'état	Ressources propres	Total
Eau	593 302	779 877	1 373 179	593 688	795 513	1 389 201
Gaz de ville	1 362 843	1 701 379	3 064 223	1 289 430	1 845 045	3 134 475
Electricité	8 793 724	5 555 812	14 349 536	9 491 116	5 881 732	15 372 848
Fuel de chauffage (fioul domestique)	135 312	329 119	464 431	86 904	185 611	272 515
Chauffage sur réseau (chauffage urbain)	1 039 534	600 110	1 639 643	1 119 999	891 760	2 011 759
Total fluides et chauffage	11 924 715	8 966 297	20 891 012	12 581 138	9 599 661	22 180 799



- **Dépenses de fluides par domaine scientifique (Instituts) :**

Les valeurs indiquées ne concernent que les unités hébergées dans le parc immobilier du CNRS.

Institut	SU (en m2)	Eau (en €)	Gaz (en €)	Electricité (en €)	Fioul domestique (en €)	Chauffage urbain (en €)	TOTAL (en €)	€/ m2
IN2P3	73 231	64 902	7 995	1 550 829	133	344 107	1 967 967	26,87
INC	119 286	183 196	144 648	1 759 677	390	194 704	2 282 616	19,14
INEE	31 118	20 390	27 473	379 573	26 259	383	454 078	14,59
INP	89 786	44 408	98 656	1 553 821	4 140		1 701 025	18,95
INS2I	44 707	9 527	128 951	1 393 700	44 494		1 576 673	35,27
INSB	165 951	196 540	446 481	1 878 197	1 953	529 306	3 052 477	18,39
INSHS	29 308	18 686	80 828	137 618	2 882	48 578	288 592	9,85
INSIS	72 548	33 512	36 779	372 252			442 543	6,10
INSMI*	4 829							0,00
INSU	67 218	42 761	228 725	513 019	3 165	88 336	876 006	13,03
Ressources communes	216 330	775 279	1 933 939	5 834 161	189 099	806 346	9 538 823	44,09
TOTAL	914 313	1 389 201	3 134 475	15 372 848	272 515	2 011 759	22 180 799	24,26

*Pour l'INSMI, les montants correspondent à de la refacturation interne (gestion campus) et les valeurs détaillées par type de fluides ne sont pas disponibles.

Part des dépenses de fluides par domaine scientifique (Instituts) :

Institut	€/ m2	% électricité	% eau	% gaz	% chauffage
IN2P3	28,24	78,80%	3,30%	0,41%	17,49%
INC	20,45	77,09%	8,03%	6,34%	8,55%
INEE	9,14	83,59%	4,49%	6,05%	5,87%
INP	18,03	91,35%	2,61%	5,80%	0,24%
INS2I	34,20	88,40%	0,60%	8,18%	2,82%
INSB	13,71	61,53%	6,44%	14,63%	17,40%
INSHS	6,55	47,69%	6,48%	28,01%	17,83%
INSIS	8,26	84,12%	7,57%	8,31%	0,00%
INSU	10,14	58,56%	4,88%	26,11%	10,45%
Ressources communes	44,57	61,16%	8,13%	20,27%	10,44%
Moyennes	23,35	69,31%	6,26%	14,13%	10,30%

- Crédits d'investissement**

en M€	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
AE engagées sur SE	26,8	21,2	18,5	17,2	16,5	13,2	26,4	9,5
AE engagées sur RP	27,8	44,7	75,3	89,0	55,5	46,1	52,8	74,0
AE Totales engagées	54,6	65,9	93,8	106,2	72,0	59,4	79,2	83,5
CP réalisés sur SE	18,6	11,4	11,9	9,1	10,8	8,9	13,0	12,8
CP réalisés sur RP	14,0	15,9	26,0	50,1	45,8	16,8	20,0	30,2
CP Totaux réalisés	32,6	27,3	37,8	59,2	56,6	25,7	33,0	43,0

- Les effectifs

Année	Catégorie	TOTAL GENERAL		
		Délégations régionales et directions Effect.	Autres Effect.	TOTAL Effect.

Familles IMMOBILIER

2011	A	66	80	146
	B	45	111	156
	C	12	50	62
	Total	123	241	364

2012	A	67	81	148
	B	43	105	148
	C	11	43	54
	Total	121	229	350

2013	A	71	85	156
	B	40	98	138
	C	11	40	51
	Total	122	223	345

2014	A	68	83	151
	B	37	88	125
	C	7	32	39
	Total	112	203	315

2015	A	69	86	155
	B	35	85	120
	C	6	25	31
	Total	110	196	306

Familles LOGISTIQUE

2011	A	8	12	20
	B			
	C	67	141	208
	Total	75	153	228

2012	A	8	11	19
	B			
	C	62	150	212
	Total	70	161	231

2013	A	7	10	17
	B			
	C	60	140	200
	Total	67	150	217

2014	A	7	12	19
	B			
	C	56	134	190
	Total	63	146	209

2015	A	6	15	21
	B			
	C	54	131	185
	Total	60	146	206

Annexe 5 – Recensement des logements CNRS - Récapitulatif de la situation au 19 septembre 2016.

Le tableau ci-dessous recense les 121 logements inclus dans le parc immobilier du CNRS.

RECENSEMENT DES LOGEMENTS CNRS Récapitulatif Situation / destination															
MàJ au 19/09/2016		Ensemble des logements		Logements avec évolutions envisagées				Nécessité absolue de service		Critères sociaux		Dispositif d'attractivité			
DR	Circonscription	occupé	vacant	Total	cession occupé	vacant	chgt de destination occupé	vacant	occupé	vacant	occupé	vacant	occupé	vacant	
IDF	DR01	PARIS VILLEJUIF		5	1	6	0	0	0	0	0	0	5	1	
	DR02	PARIS B		1	0	1	0	0	1	0	0	0	0	0	
	DR04	Ile-de-France SUD		58	19	77	3	7	0	0	3	0	51	11	
	DR05	Ile-de-France OUEST et NORD		1	1	2	0	0	0	0	1	0	1	0	
	DR16	PARIS Michel-Ange		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	Total IDF		65	21	86	3	7	0	0	4	1	51	11	7	2
REGIONS	DR06	CENTRE - EST		1	0	1	0	0	0	0	1	0	0	0	
	DR07	RHÔNE - AUVERGNE		1	0	1	0	0	0	0	1	0	0	0	
	DR08	CENTRE - POITOU-CHARENTES		1	1	2	0	0	0	1	0	0	0	1	0
	DR10	ALSACE		0	1	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0
	DR11	ALPES		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	DR12	PROVENCE ET CORSE		10	9	19	0	0	0	8	9	1	0	1	0
	DR13	LANGUEDOC - ROUSSILLON		2	2	4	0	0	0	2	1	0	0	1	0
	DR14	MIDI PYRENEES		2	0	2	0	0	0	0	2	0	0	0	0
	DR15	AQUITAINE - LIMOUSIN		2	0	2	0	0	0	0	2	0	0	0	0
	DR17	BRETAGNE et PAYS DE LA LOIRE		1	0	1	0	0	0	0	1	0	0	0	0
	DR18	NORD PAS-DE-CALAIS ET PICARDIE		2	0	2	0	0	0	0	2	0	0	0	0
	DR19	NORMANDIE		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	DR20	CÔTE D'AZUR		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Total Régions		22	13	35	0	1	0	11	19	1	0	0	3	0
Total CNRS		87	34	121	3	8	0	11	23	2	51	11	10	2	
Total		11		11		25		62		12		121			

Annexe 6 – Bilan du SPSI 2011-2015

Impact des projets sur le parc immobilier CNRS

DSFIM/SPSI 20 102015

Cadre	Localisation	Nom projet	Surface m² SHON			LOGIC au 09/09/2015	Atterissage SPSI A ajouter au bilan 09/09/2015	Ecart (Réalisé-en cours)/Prévu SPSI	Observation
			SPSI 2011-2015	Réalisé 10/2015	En cours				
CPER	DR11 Grenoble	Institut Néel	3 661	971		971			Réalisé = Surface nouvelle uniquement (hors restructuration) = Bât Z
CPER	DR20 Valbonne	Géozur	4 217	80		80			La surface indiquée dans le SPSI intègre les locaux à restructurer
CPER	DR06 Chooz	Double Chooz	250	250			250		
CPER	DR04 Orsay	QUAERO	2 300		2 074	-	2 074		Livraison prévue T3 2017
CPER	DR04 Orsay	DIGITEO LABS	7 796	9 184		9 184			
CPER	DR12 Marseille	LMA	7 265	9 298		9 298			
CPER	DR10 Strasbourg	VEGOIA	1 620	1 858			1 858		
CPER	DR15 Bordeaux	PLACAMAT	1 400	2 384		2 384			
CPER	DR07 Villeurbanne	ISA	10 591	11 715		11 715			
CPER	DR14 Toulouse	ADREAM	500	2 473		2 473			
CPER	DR14 Moulis	Moulis	200	1 624		1 624			Réalisé : bâtiment "serres" et bâtiment "hébergement formation"
CPER	Génopolis	Génopolis	780	1 200			1 200		2013
CPER	IMAGIF	IMAGIF	3 000	3 667		3 667			Projet intégré dans I2BC à terme
Sous-total CPER			43 580	44 704	2 074	41 396	5 382	3 198	
				46 778			46 778		

"TGIR"	DR20 Toulon	MEUST	3 110		2 300	-	2 300		Livraison 2018
Sous-total "TGIR"			3 110	-	2 300	-	2 300	- 810	

Plan Campus	DR04 Gif	I2BC	12 355		14 632		14 632		
Plan Campus	DR04 Orsay	CPMR vs IAC	-		1 250		1 250		Livraison T1 2019
Plan Campus	DR05 Palaiseau	C2N	21 670		17 905		17 905		Livraison T4 2017
Plan Campus	DR13 Montpellier	Balard construction	26 355		25 850		25 850		Livraison T4 2018 ou T1 2019
Plan Campus	DR05 Aubervilliers	Condorcet	7 200		5 769		5 769		
Sous-total Plans Campus			67 580	-	65 406	-	65 406	- 2 174	

Plan Campus	DR13 Montpellier	Démolition avant Balard	- 4 551	- 4 551		- 4 551			
Plan Campus	DR04 Gif	I2BC	- 1 750		- 4 357		- 4 357		
Sous-total démolition plan Campus (impact sur parc CNRS)			- 6 301	- 4 551	- 4 357	- 4 551	- 4 357	- 2 607	

OIN Saclay	DR04 Gif	Surfaces libérées IDEEV			2 060		2 060		
OIN Saclay	DR04 Gif	Surfaces libérées NeuroPsy			7 550		7 550		
OIN Saclay	DR04 Gif	Surfaces libérées ICE			3 116		3 116		Horizon 2018-2019
Surfaces libérées par autres projets (non MOA CNRS)			-	-	12 726	-	12 726	12 726	

Autres Opé	DR12 Rousset	Station primatologie	600	691		691			SPSI 2011-2015 tableau n°24 p. 32 (2011)
Autres Opé	DR07 Gerland	Extension IBCP	750	760		760			SPSI 2011-2015 tableau n°24 p. 32 (2013)
Autres Opé	DR07 Villeurbanne	Bâtiment médico-social (restaurant)	1 000	1 609		1 609			SPSI 2011-2015 tableau n°24 p. 32 (réalisé : uniquement surface nouvelle / extension 2013)
Autres Opé	DR20 Villeneuve d'Ascq	Extension IEMN	1 940	1 940			1 940		SPSI 2011-2015 tableau n°24 p. 32
Sous-total autres opérations			4 290	5 000	-	3 060	1 940	710	
				5 000			5 000		

Non cité SPSI	DR02 Saint-Pierre les Nemours	Ecotron IdF	-		857		857		Livraison T1 2017
Sous-total non cité SPSI			-	-	857	-	857	857	

Restructuration Meudon	DR05 Meudon	Démolition barre	- 4 241	- 4 241		- 4 241			Phase 1bis
Restructuration Meudon	DR05 Meudon	Surélévation Pavillon Bellevue	861	861		861			Phase 1
Restructuration Meudon	DR05 Meudon	Cession (surfaces SHON créées et démolies)	- 20 544		- 20 544		- 20 544		Phase 2
Restructuration Meudon	DR05 Meudon	Surfaces construites Phase 2	10 980		10 980		10 980		Phase 2
Sous-total Restructuration Meudon			- 12 944	- 3 380	- 9 564	- 3 380	- 9 564	-	
				- 12 944			12 944		

Cité comme réalisé 2010	DR13 Montpellier	IGF Sud	?	3 994		3 994			Réalisation antérieure (2011)
-------------------------	------------------	---------	---	-------	--	-------	--	--	-------------------------------

○ **Bilan Cessions**

					Surface cédée SHON			Foncier (m²)			
					Bilan 19 10 2015			Bilan 19 10 2015			
	Désignation	Situation juridique	adresse	commune	Prévu SPSI	Réalisé	en cours/prévu	Prévu SPSI	Réalisé	en cours/prévu	commentaires
SPSI 2011-2015	CECM	Bien propre du CNRS	15 rue Georges Urbain	Vitry et Thiais (Val de Marne)	4 544 m2		4 544 m2	26 848 m2		26 848 m2	2013 estimation de France Domaine entre 4,2M€ et 5,6M€ 2015 échanges avec plusieurs acquéreurs potentiels du secteur privé (achat de l'ensemble du site pour projet immobilier en promotion immobilière)
SPSI 2011-2015	Laboratoire INSU	Bail emphytéotique ONF /CNRS		Vernières le Buisson	2 972 m2	3 876 m2			49 215 m2		2012 Bien remis à l'Office National des Forêts
SPSI 2011-2015	Laboratoire « environnement littoral atlantique »	Bien propre en indivision avec IFREMER	Place du séminaire	L'Houmeau (Charente Maritime)	3 512 m2		3 512 m2	5 920 m2		5 920 m2	2013 : dans le respect des termes de l'acte de vente du bien (bien appartenant à la communauté d'agglomération de La Rochelle acquis en indivision entre CNRS et IFREMER) le CNRS n'ayant plus d'activité de recherche dans le bâtiment prend la décision de rétrocéder le bien gratuitement à la communauté d'agglomération. surface en hausse par rapport au SPSI 2011-2015(2927 m2 SHON prévus)Cependant l'IFREMER a finalement maintenu ses activités de recherche en 2014 et 2015 et peut accepter une telle rétrocession. Projet 2016 : étude de l'effectivité de la rétrocession de l'ensemble du bien à la communauté d'agglomération.
SPSI 2011-2015	Centre de recherche en biologie moléculaire et Institut d'études des membranes		Campus	Montpellier	4 551 m2	4 551 m2					2013 surface à détruire, emprise foncière réutilisée pour le pôle Balard
SPSI 2011-2015	Service central d'analyse (SCA) Laboratoire de chimie	Contrat de sous amodiation Institut Français du Pétrole/CNRS		Solaize (Rhône)	4 600 m2	6 140 m2			7 654 m2		2013 fin anticipée du contrat pour répondre à un besoin du site par IFP, remise gratuite des bâtiments par le CNRS,
SPSI 2011-2015	Centre Marcel Delépine	Bien domanial	Campus CNRS	Orléans la source (Loiret)	2 012 m2	2 012 m2		32 180 m2	32 180 m2		2012 remise à France Domaine
SPSI 2011-2015	Laboratoire de mécanique et d'acoustique		Campus Joseph Aiguier	Marseille	6 010 m2		0 m2			0 m2	2015, sous réserve de l'achèvement des nouveaux locaux
SPSI 2011-2015	Groupe de laboratoires		Place aristide Briand	Meudon	11 343 m2		20 544 m2			9 997 m2	Début 2015
SPSI 2011-2015	Bâtiments liés à l'opération de restructuration de Paris Villejuif			Thiais et Paris	5 051 m2		8 251 m2				2015
Sous total					44 595 m2	16 579 m2	36 851 m2	64 948 m2	89 049 m2	42 765 m2	
dont bien cédés					9 584 m2	53 430 m2		32 180 m2	131 814 m2		
Nouveau	Bâtiments de bureaux et anciens laboratoires	Bien propre du CNRS et bien domanial	Place Aristide Briand	Meudon (Hauts de Seine)							Dans le cadre de la restructuration du site CNRS de Meudon, engagement du CNRS à céder bien immobilier (bâtiment et terrain) en contrepartie de la réalisation de travaux/vente définitive à l'issue des travaux en deux temps (cf point 2 suivant)Permis de construire obtenu fin aout 2015 Vente définitive à l'issue des travaux en deux temps (cf point 2 suivant)
Nouveau	Parcelle	Bien domanial		Vitry sur seine (Val de Marne)		0 m2		1 053 m2			2012 remise à France Domaine
Nouveau	Laboratoire FEMTO	Bail emphytéotique Commune de Besançon/CNRS	15 Bis Avenue des Montboucons	Besançon (Ain)		3 798 m2		5 688 m2	5 688 m2		Janvier 2015 résiliation anticipée du bail emphytéotique et remise du bâtiment à la commune
Nouveau	Laboratoire «environnement littoral atlantique»	Bien propre en indivision avec IFREMER	Site naturel (marais)	L'Houmeau (Charente Maritime)							2012- décision CNRS de l'acquisition de site naturel «le marais du plomb» auprès de IFREMER 2014 Estimation France Domaine de la valeur vénale de la parcelle: 40 000€ Démarches non abouties en 2015-14 070 m²
Nouveau	Bâtiment et parcelle CROUS de Strasbourg	Bien domanial	Campus CNRS	Strasbourg		0 m2	3 924 m2	3 510 m2	3 510 m2		2012 le CNRS décide de la rétrocession des bâtiments et parcelle correspondante à l'emprise au sol des bâtimentsNovembre 2013 Convention pour trois ans entre le CNRS et le CROUS pour la gestion et l'exploitation des bâtiments 2015/2016 engagement des démarches auprès de France Domaine pour l'établissement des conventions d'utilisation correspondant aux affectations des biens domaniaux aux deux organismes
Nouveau	Site de l'Institut Biologique Cellulaire du CNRS	Bien domanial	Domaine Universitaire Campus Carrière	Bordeaux	0 m2	0 m2		2 870 m2	2 870 m2		2014 démarche de rétrocession engagée auprès de France Domaine (estimation valeur vénale terrain à bâtir: 150 €/m² en 2013) afin de répondre aux besoins de terrain pour la construction d'un bâtiment de recherche dans le domaine des maladies du système nerveux par la Région Aquitaine dans le cadre du projet Neurocampus-Bordeaux (réception bâtiment prévue 2016)
Sous total nouveaux projets de cessions					0 m2	3 798 m2	3 924 m2	13 121 m2	12 068 m2	0 m2	

○ **Synthèse Evolutions du parc (m² SHON) (SPSI / réalisé / en cours + prévu)**

Bilan synthétique surfaces parc CNRS (m² SHON)

DSFIM/SPI 20 10 2015

	Réalisation / prévisions				Ecart = (Réalisé+en cours)- prévu SPSI	Observations
	Prévu SPSI	Réalisé	En cours ou à venir	Total		
CPER 2007 2013	43 580	44 704	5 382	50 086	6 506	
MEUST	3 110	-	2 300	2 300	- 810	
Autres projets	4 290	5 000	1 940	6 940	2 650	SPSI 2011-2015 tableau n°24 p. 32
Meudon	- 12 944	- 3 380	- 9 564	- 12 944	-	Bilan cession / démolitions / constructions
Plan Campus démolitions	- 6 301	- 4 551	- 4 357	- 8 908	- 2 607	
Plans Campus Constructions	67 580	-	65 406	65 406	- 2 174	Montpellier, Saclay, Condorcet
Ecotron IdF	-	-	857	857	857	Non cité dans SPSI
1 Sous-total Projets	99 315	41 773	61 964	103 737	4 422	
Cessions hors (Meudon+Villejuif)	23 650	12 028	8 056	20 084	- 3 566	
Cession Restructuration IdF / Villejuif	5 051		8 251	8 251	3 200	Horizon 2019 (certaines cessions en 2017)
Cessions non prévues SPSI	-	3 798	3 924	7 722	7 722	
2 Sous-total Cessions	28 701	15 826	20 231	36 057	7 356	
1-2 Bilan Projets + Cessions	70 614	25 947	41 733	67 680		

0	Bilan m² SHON au 09/09/2015	864 107			Extraction SI Patrimoine CNRS (LOGIC)
1	Augmentation projets en cours / à venir	99 315	41 773	61 964	103 737
2	Diminution après cessions	28 701	15 826	20 231	36 057
3=0+1+2	Prévision d'atterrissage au 20/10/2015			905 840	A terme des projets et cessions envisagés
4	Prévision initiale d'atterrissage (SPSI)			862 734	Valeur évaluée dans le SPSI (atterrissage théorique en 2016)
3-4	Ecart			43 106	

Libération surfaces Gif (par effet autres projets non MOA CNRS)	-	-	12 726	12 726	12 726	Horizon 2018-2019
---	---	---	--------	--------	---------------	-------------------

Commentaires :

En 2011, tous les plans numérisés n'étaient pas disponibles pour un calcul automatique et précis de la SHON (les valeurs de SHON étaient "déclarées"). Avant 2012-2013, les sous-sols n'étaient pas intégrés dans les calculs de SHON pour tous les bâtiments.

Dorénavant, le calcul de la SHON est effectué conformément à la définition conventionnelle de la SHON en fonction des types de locaux déclarés dans le référentiel LOGIC.

Dès lors, les bases 2011 et 2015 ne sont pas directement comparables.

Annexe 7 – Plan d'action Sûreté du patrimoine immobilier.

Axe	I – GARANTIR LA SURETE ET LA SECURITE DE LA RECHERCHE (« ETRE OPERATIONNEL »)
Point de consolidation	2 / Politique de sûreté (= prioritairement contre les atteintes volontaires, la malveillance)
Libellé Plan d'action	d/ Sûreté du patrimoine immobilier (y compris les mesures post-attentats)
Illustrations des risques à maîtriser	<ul style="list-style-type: none"> - atteinte aux biens (bâtiments, activités...) - Accroissement de la vétusté et baisse de valeur du patrimoine immobilier et de ses équipements techniques en cas de défaut de maintenance/rénovation (compétences et moyens) ou de baisse du taux d'effort en investissement - intrusions physiques notamment liées i/ à la vétusté du patrimoine immobilier ; ii/ à des dispositifs de contrôle d'accès (serrures, vidéosurveillance...) qui manquent ou ne sont pas/plus opérationnels... - accidents liés à la vétusté du patrimoine immobilier - intervention des prestataires externes sans suivi d'exécution (problème de sécurité, techniques et financiers sans être en capacité de vérifier ce qui a été fait)... - Défaut de gestion du parc immobilier (exploitation-maintenance, conventionnement, cession, location, logement) - Incidence d'un défaut de pilotage sur l'efficacité des dispositifs ; écarts avec la doctrine et/ou les obligations réglementaires - ...
Référent (coordinateur des actions)	Jean-Marc Oléron, (DSFIM)
Autres acteurs principaux / groupe de travail (GT)	Philippe Gasnot, DirSu Yves Fenech, CNPS Frédéric Claude, IRPS DR17 Hugues Schoenfeld, RSTL DR10 Fabrice Cochetoux, DSFIM/SPI
Plans d'action en cours (mars 2016)	<p>Recensement des besoins et actions (fonctionnement & investissement) à mener pour renforcer la sûreté - mesures post-attentats novembre 2015 : mise en œuvre en 2016 d'un budget spécifique de 0,434 M€ en investissement et 0,989 M€ en fonctionnement (au-delà des mesures financées dans le cadre des enveloppes FEI initiales) Responsable : DSFIM- SPI</p> <p>Campagne annuelle d'entretien-maintenance immobilière (priorisation des besoins / mise en place de financement et mise en œuvre opérationnelle) : mesure récurrente (annuelle) Responsable : DSFIM- SPI</p> <p>Collaboration entre les services techniques immobiliers, les services SI et l'IRPS en DR dans le cadre des projets immobiliers structurants ou ayant trait à la sécurité et/ou la sûreté (principe à structurer ; v. projets d'actions ci-dessous) Responsable : démarches collaboratives (STL, DirSu et IRPS sur sollicitation STL/DR)</p> <p>Intégration des aspects ayant trait à la sûreté et à la sécurité dans tout projet de construction ou de rénovation immobilière, en particulier au stade de la programmation ainsi qu'au cours des études de conception Responsable : DR (STL) et SPI</p>
Actions cibles et dates objectifs	<p>1^{er} axe : Sûreté sécurité et continuité de l'activité : collaborations internes</p> <p><i>Action 1 :</i> Renforcer le partage et l'exploitation des bilans annuels d'accidents / incidents / événements) entre filières Prévention & sécurité et Immobilier <i>Date :</i> à partir des bilans 2016, puis récurrence Responsable : CNPS</p>

(La CNPS fournira au SPI les statistiques d'accidents issus du SPAT et du logiciel AIE pouvant avoir un lien avec un « dysfonctionnement » bâtementaire)
Nota : à chaque occurrence impliquant une dimension immobilière et en tant que de besoin, l'IRPS sollicite le STL pour actions correctrice immédiates et/ou à programmer

Action 2

Systématiser les collaborations et les consultations internes dans le cadre de la programmation des opérations immobilières pour renforcer la prise en compte des objectifs et des orientations en matière de sûreté et de prévention des risques

Responsable : DR (STL et IRPS sur sollicitation STL/DR) et DirSu, CNPS, SPI

2ème axe : Connaissance du patrimoine et outils

Action 3 :

Systématiser les visites (annuelles *a minima*) d'audit interne des sites pour lesquels le CNRS est l'opérateur immobilier (structurer une procédure, consolider et analyser à l'échelon national)

Date : à étudier

Responsable : mise en œuvre par DR, en appui : DSFIM-SPI

Action 4 :

Homogénéiser la connaissance des installations, le pilotage et la mise en œuvre dans le cadre des prérogatives immobilières exercées par le CNRS, au travers notamment du développement des fonctionnalités du SI Patrimoine et la poursuite de son déploiement et de son utilisation

Date : démarche de progression continue

Responsable : DSFIM-SPI ; mise en œuvre en DR et secondairement au sein des unités (CTB)

Action 5 :

Doter la CNRS d'un outil de gestion de la maintenance (GMAO) adossé au SI Patrimoine, permettant, notamment de:

- ✓ structurer le pilotage et le contrôle des prestations d'exploitation et de maintenance externalisées, pour maintenir les infrastructures à un niveau élevé de performance et de sécurité
- ✓ favoriser une maintenance préventive et normée, pour une meilleure qualité de l'outil immobilier, pour la sécurité des personnes et des biens et une meilleure performance économique
- ✓ homogénéiser et de structurer le pilotage, la mise en œuvre et les suites à donner aux contrôles réglementaires obligatoires (immobilier et équipements liés aux activités), en partenariat P&S et Immo (Cet objectif répond à l'une des recommandations des inspecteurs de l'IGAENR formulées dans leur rapport du 16/01/2012 en matière de politique immobilière et qui ne manquera pas d'être reprise lors de la prochaine inspection transverse du CNRS programmée du 17 au 19 octobre 2016)

Date : projet en cours conjointement avec la DSI ; Objectif début de déploiement à partir de 2017. Dans un premier temps, la GED du SI LOGIC sera modifié en intégrant des répertoires dédiés aux obligations en matière de contrôles périodiques obligatoires.

Responsable : DSFIM-SPI, DSI

3ème axe : gestion du réseau

Action 6 :

Renforcer la prise en compte des problématiques liées à la continuité d'activités et/ou à la sûreté-sécurité dans le cadre de l'animation des réseaux de la filière immobilière au sein du CNRS (réseau des services techniques immobiliers en DR et réseau des Correspondants Techniques Bâtiments (CTB) en laboratoire)

Date : à intégrer en continu

Responsable : DSFIM-SPI

Action 7 :

Accompagner la filière immobilière (en tenant compte des nombreuses spécificités), en intervenant notamment sur le plan de la GPEC, de la formation et de la dévolution des missions (structuration fiches de postes, etc.), avec, comme pré-requis, une cartographie et une analyse des

	<p>fonctionnements actuels et l'élaboration d'une organisation-cible (campus / sites isolés ; infrastructures complexes sites tertiaires, etc.)</p> <p><i>Date</i> : à partir de 2017</p> <p>Responsable : DSFIM-SPI</p> <p><i>Nota :</i></p> <p><i>Globalement, les actions à mener seront traduites dans les orientations et les objectifs que le CNRS se fixera en élaborant son SPSI (incluant notamment un plan quinquennal d'investissement immobilier mais aussi des axes de gestion et de pilotage).</i></p>
Calendrier des réunions	<p>Lancement : 06/04/2016 (réunion DSFIM / DirSu)</p> <p>1^{ère} réunion GT : 25/04/2016</p> <p>Réunion suivante : S2 2016 (date non arrêtée)</p>

Annexe 8 – Composition du SPSI 2017-2021.

- Evolution des surfaces bâties :**

DR	site	PP2i	Cessions	Total
		Surfaces bâties (SHON) +/-	Surfaces bâties (SHON) +/-	Surfaces bâties (SHON) +/-
DR01	Site de Vitry-Thiais	0	0	0
DR01	Site de Villejuif	-701	0	-701
DR04	Laboratoires de Gif sur Yvette	-691	-3 375	-4 066
DR04	Faculté des sciences	0	0	0
DR05	Délégation IdF de France Ouest et Nord	0	0	0
DR16	Siège du CNRS	0	0	0
	<u>Sites IdF avec une SHON supérieurs à 10 000 m²</u>	-1 392	0	-1 392
	Autres sites	0	0	0
	<u>Sites IdF avec une SHON inférieurs à 10 000 m²</u>	0	0	0
	Total IdF	-1 392	-11 935	-13 327
DR06	INIST	0	0	0
DR07	Délégation et IRCELyon et BMS	0	0	0
DR07	Cité Lyonnaise de l'environnement et de l'analyse (ISA et CRIMN)	0	0	0
DR08	Délégation centre Limousin Poitou Charentes	0	0	0
DR10	Divers laboratoires	-178	0	-178
DR10	IBMC, IMMP et centre de neurochimie	0	0	0
DR11	Grenoble Martyrs	350	0	350
DR12	Groupe laboratoires de Marseille	-218	0	-218
DR12	Parc scientifique et techno de Luminy	0	0	0
DR12	Laboratoire de Haute Provence	-636	0	-636
DR12	La grande Combe - LSBB	0	0	0
DR13	Centres divers d'enseignements	0	0	0
DR13	Groupe des laboratoires	0	0	0
DR13	ISGMP	0	0	0
DR14	Laboratoire d'analyse et d'architecture des systèmes (LAAS)	0	0	0
DR14	CEMES	0	0	0
DR14	Inst. Pharma. et bio. Structure et Labo chimie de coordination	0	0	0
DR15	Domaine universitaire - Pôle chimie	0	0	0
DR17	Station biologique	0	0	0
DR18	IEMN	0	0	0
DR20	Délégation	0	0	0
	<u>Sites en régions avec une SHON supérieurs à 10 000 m²</u>	-682	0	-682
	Autres sites	462	0	462
	<u>Sites en régions avec une SHON inférieurs à 10 000 m²</u>	462	0	462
	Total Régions	-220	-4607	-4827
	Total général	-1612	-16542	-18154

• **Evolution des surfaces foncières :**

DR	site	Surfaces du foncier (m²)		Observations	Argumentaire libération
		Etat du référentiel au 21 juillet 2016	Evolution du foncier +/-		
DR04	Laboratoires de Gif sur Yvette	615 218	-5 361	Campus de Gif dont espace boisé non constructible (293 000 m²)	Libération d'une emprise détachable du campus, en limite de propriété, le laboratoire qui s'y trouvent (2 387 m² SHON) n'étant plus utiles à compter de 2018.
Sites IdF supérieurs à 100 000 m²		615 218	-5 361		
	Autres sites	190 893	-26 828	Au total, 6 libérations d'emprises prévues de 2017 à 2021.	
Sites IdF inférieurs à 100 000 m²		190 893	-26 828		
Total IdF		806 111	-32 189		
DR08	Délégation centre Limousin Poitou Charentes	728 381	-35 678	Campus Orléans la Source , dont 209 744 m² d'espaces naturels inutilisés mais imbriqués entre les différentes constructions (et représentant un potentiel pour les évolutions futures)	Libération d'une parcelle non utile pour le CNRS au bénéfice du projet Green Tech
DR10	Divers laboratoires	191 101	0	Campus CNRS de Cronembourg, formant un ensemble clos comprenant divers constructions desservies par un réseau viaire (les surfaces non bâties ne peuvent être détachées sans générer des inconvénients majeurs vis-à-vis des activités scientifiques).	Pas d'optimisation envisageable
DR11	Plateau de Bure	1 988 981	0	Site isolé du plateau de Bure sous-loué par le CNRS à l'IRAM (prérogatives immobilières transférées) ; site d'altitude comprenant un téléphérique ainsi que des radiotélescopes nécessitant des emprises importantes. Transfert à l'IRAM, à étudier. Transfert envisagé à l'IRAM.	Optimisation en cours d'étude
DR12	Laboratoire de Haute Provence	929 779	0	Site historique de l'Observatoire de Haute-Provence, isolé, comprenant 13 télescopes ainsi que divers bâtiments d'activités et d'hébergement. Le site est très fortement isolé et les activités astronomiques ne sont pas compatibles avec un voisinage tiers. Le site comporte une partie d'espaces naturels (898 000 m²), hors emprise des bâtiments, des voiries et aménagements divers.	Pas d'optimisation envisageable
DR12	Centre élevage animaux laboratoire	105 491	0	Centre de primatologie, nécessitant une emprise importante étant donné l'activité (volières pour l'élevage de grands singes principalement).	Pas d'optimisation envisageable
DR13	Groupe des laboratoires	113 558	0	Site du campus "Route de Mende", comprenant les locaux de la délégation régionale, divers laboratoires de biologie, chimie et d'écologie, ainsi qu'un terrain d'expérimentation, un bassin de rétention des crues centennales (inclus dans le dispositif hydraulique du bassin versant en lien avec l'université et la ville et exploité scientifiquement). Cette emprise ne peut être réduite, la densité devant par ailleurs augmenter au terme du projet de construction du pôle "Balard Chimie" = 23 500 m² SHON ; livraison 2019)	Pas d'optimisation envisageable
DR13	ISGMP	165 253	0	Site du four solaire d'Odeillo, nécessitant une emprise importante recevant les capteurs permettant la concentration d'énergie solaire.	Pas d'optimisation envisageable
DR14	Station d'écologie expérimentale de Moulis	1 481 826	0	Site de la station d'écologie prédictive de Moulis, très isolé dans les contreforts des Pyrénées (Ariège), et comprenant des surfaces naturelles : accès aux grottes, terrains d'expériences, etc.	Pas d'optimisation envisageable
Sites en régions supérieurs à 100 000 m²		5 704 379	-35 678		
	Autres sites	1 230 106	-39 421	Au total, 8 libérations d'emprises prévues de 2017 à 2021.	
Sites en régions inférieurs à 100 000 m²		1 230 106	-39 421		
Total Régions		6893583	-75099		
Total général		7 740 587	-107 288		

Annexe 9 – Investissements immobiliers

- **9-1 Projets à terminer lancés avant l'élaboration du SPSI 2017-2021 :**

DR	Opérations en cours	Surfaces bâties (SHON) +/-	surfaces foncières (m²) +/-	Observations
DR02	ECOTRON	857	29 375	Autorisation d'occupation temporaire en cours de finalisation avec l'ENS.
DR02	DR02+2	500	0	
DR04	LIMSI Quaéro	2 104	0	
DR04	I2BC	10 275	0	
DR04	IDRIS groupes électrogènes	0	0	-60 m² si hypothèse Groupes Electrogènes extérieurs retenue
DR04	Extension LAC (CPMR)	1 250	0	
DR05	C2N, Palaiseau	18 080	27 915	hors parc CNRS : hébergement su site IEF, Orsay - 9 950 m² (parc de Paris Sud)
DR05	Libération du site Marcoussi en lien avec C2N	-7 860		
DR05	Meudon - Evolution du site Aristide Briand	-9 564	-9 997	
DR06	OTELo	260	0	
DR07	ISC extension animalerie	235	0	
DR10	Déconstruction pile	-1 557		
DR10	Insectarium	1 450	0	
DR12	2r-CIRM Luminy	140	0	Bilan déconstruction-construction
DR12	MIGA - Creusement tunnel	1 500	0	
DR13	Pôle Balard - chimie	25 850	0	Des démolitions d'ores et déjà réalisées (-4 550 m²) ont déjà été comptabilisés dans le référentiel patrimoine.
DR13	ReSEM	900	0	
DR14	MétaEco Moulis labo Hydroécologie	1 000	0	
DR14	MétaEco Moulis Mésocosmes aquatiques	0	12 000	
DR20	MEUST	2 100	3 900	Autorisation d'occupation temporaire en cours de négociation avec la CCI du Var.
Total des surfaces projets en cours		47 520	63 193	

• **9-2 Plan pluriannuel d'investissement immobilier (PP2I) 2017-2021 : Projets à inscrire**

DR	Nom du projet	Catégorie	Ville	Budget		Financements		Bilan surfaces (m²)		Commentaires
				Coût total opération	Coût d'investissement	CNRS	SHON Impact	Bâtiment (SHON)	Foncier	
DR01	Bâtiment I	Déconstruction	Villejuif	236 000		236 000		-701		Bâtiment modulaire très vétuste et amianté, présentant des dysfonctionnements importants, une très mauvaise qualité d'usage et un mauvais bilan énergétique ; à déconstruire
DR02	Accessibilité ERP	Accessibilité	Paris	125 000		125 000				Obligations réglementaires à la charge du propriétaire (accessibilité ERP)
DR02	Remplacement des menuiseries extérieures de l'IAP	Rénovation / mise aux normes	Paris	1 750 000		1 750 000				Travaux à la charge du propriétaire ; besoins identifiés antérieurement mais non financés précédemment
DR04	Bâtiment GIF 200 Restaurant- Réhabilitation clos et couvert	Action sociale (rénovation)	Gif sur Yvette	1 285 000		1 285 000				Travaux de rénovation à la charge du propriétaire
DR04	Accessibilité handicap ERP - Bat 3, 20, 21, 31	Accessibilité	Gif sur Yvette	347 000		347 000				Obligations réglementaires à la charge du propriétaire (accessibilité ERP)
DR04	Redimensionnement du réseau d'air de compensation d'un Institut de chimie	Rénovation / mise aux normes	Gif sur Yvette	546 500		546 500				Travaux de mise en conformité (conditions de travail et sécurité & maîtrise énergétique)
DR04	Réfection et isolation de terrasses sur un centre de calcul Bât 506	Rénovation / mise aux normes	Orsay	322 500		322 500				Travaux à la charge du propriétaire ; nécessité absolue de préserver le hors d'eau des salles de calcul et gain énergétique
DR04	B25 Démolition simple	Déconstruction	Gif sur Yvette	24 424		24 424		-198		Démolition nécessaire pour prévenir les risques d'accident et éviter les charges de maintien (désamiantage inclus)
DR04	B30 Démolition simple	Déconstruction	Gif sur Yvette	62 722		62 722		-493		Démolition nécessaire pour prévenir les risques d'accident et éviter les charges de maintien alors que le bâtiment est inutilisable
DR04	Restaurant de Gif sur Yvette - Désamiantage et réfection revêtements	Désamiantage	Gif sur Yvette	250 000		250 000				Nécessité de désamianter (dégradation de l'état des matériaux incompatibles avec le maintien de l'utilisation des locaux)
DR05	Accessibilité ERP	Accessibilité	75016	50 000		50 000				Obligations réglementaires à la charge du propriétaire (accessibilité ERP)
DR06	Accessibilité ERP	Accessibilité	randoeuvre les Nanq	10 000		10 000				Obligations réglementaires à la charge du propriétaire (accessibilité ERP)
DR07	Travaux de mise en accessibilité des ERP	Accessibilité	Lyon / Villeurbanne	520 000		520 000				Obligations réglementaires à la charge du propriétaire (accessibilité ERP)

DR	Nom du projet	Catégorie	Ville	Budget		Financements	Bilan surfaces (m²)		Commentaires
				Coût total opération			Bâtiment (SHOW)	Foncier	
DR08	Réfection des façades	Rénovation / mise aux normes	Orléans	3 418 000		3 418 000			travaux à la charge du propriétaire ; restauration du clos-couvert, gain énergétique et de confort des usagers
DR08	CEMHTI Cyclo - Socle de base (en jaune)	Rénovation / mise aux normes	Orléans	848 000		848 000		-8 588	Très forte vétusté entraînant des écarts importants avec les standards en matière de sécurité et de fonctionnalité
DR08	Accessibilité ERP	Accessibilité	Orléans Beauvoir sur Niort	236 000		236 000		-18 808	Obligations réglementaires à la charge du propriétaire (accessibilité ERP)
DR10	Isolation Thermique Extérieure des bâtiments	Rénovation / mise aux normes	Strasbourg	578 000		578 000			Travaux à la charge du propriétaire (rénovation du clos-couvert ; amélioration des conditions d'usage et des performances énergétiques)
DR10	Réfection de toitures	Rénovation / mise aux normes	Strasbourg	2 190 022		2 190 022			Travaux à la charge du propriétaire ; installations vétustes à renouveler
DR10	Accessibilité handicap ERP	Accessibilité	Strasbourg	480 000		480 000			Obligations réglementaires à la charge du propriétaire (accessibilité ERP)
DR10	Désamiantage de conduits d'évacuation d'air ou de descentes d'eau pluviale	Désamiantage	Strasbourg	260 600		260 600			Travaux à la charge du propriétaire ; installations vétustes à renouveler
DR10	Désamiantage de revêtements de sol	Désamiantage	Strasbourg	653 352		653 352			Travaux de gros entretien à la charge du propriétaire (y compris désamiantage)
DR10	PHASE 2 - Désamiantage de revêtements de sol	Désamiantage	Strasbourg	262 538		262 538			Travaux de gros entretien à la charge du propriétaire (y compris désamiantage)
DR10	Démolition bâtiment CNB520	Déconstruction	Strasbourg	266 000		266 000	-500		Nécessité de déconstruire
DR10	Modernisation des systèmes de vidéosurveillance et de contrôle d'accès	sécurité / sûreté	Strasbourg - Mulhouse	393 400		393 400			Nécessité de renforcer la sûreté du campus
DR10	Amélioration de l'éclairage extérieur	sécurité / sûreté	Strasbourg	200 000		200 000			Nécessité de renouveler les installations vétustes et dysfonctionnantes (sécurité et gain énergétique)

DR	Nom du projet	Catégorie	Ville	Budget		Financements	Bilan surfaces (m²)		Commentaires
				Coût total opération			Bâtiment (SHON)	Foncier	
DR10	Aménagement d'une entrée principale côté Nord	sécurité / sûreté	Strasbourg	734 000		734 000			Nécessité de renforcer la sûreté du campus (contrôle des accès et sécurisation des flux)
DR11	Projet CONVERGENTS	Restructuration / rationalisation	Grenoble	4 400 000		4 400 000			Nécessité de réaliser le dernier volet du schéma directeur de site, permettant une allocation des espaces plus performantes, des gains fonctionnels et une optimisation des locaux répondant aux besoins des laboratoires et de la délégation régionale (respect des obligations en matière de sécurité et conditions de travail notamment). Répartition des surfaces réhabilitées : 43% Délégation et 57% laboratoires.
DR11	Accessibilité ERP	Accessibilité	Annecy le Vieux	120 000		120 000	350		Obligations réglementaires à la charge du propriétaire (accessibilité ERP)
DR11	Installation d'une compensation d'air au CERMAV - Mise en conformité des sorbonnes et extraction	sécurité / sûreté	Saint-Martin d'Hères	2 278 732		2 278 732			Travaux de mise en conformité (conditions de travail et sécurité & maîtrise énergétique)
DR12	MICROBOOST 2016 - 2020 / SOCLE Campus Joseph Aiguier	Rénovation / mise aux normes	Marseille	1 665 000		1 665 000			Poursuite de la rénovation d'ores et déjà engagée et permettant de réunir des conditions d'hébergement adaptés aux besoins et aux exigences de sécurité et d'ergonomie
DR12	Accessibilité ERP	Accessibilité	Marseille Saint Michel l'Observatoire	126 000		126 000		-3 313	Obligations réglementaires à la charge du propriétaire (accessibilité ERP)
DR12	Aménagement Annexe Jean Perrin Observatoire de Haute Provence	Rénovation / mise aux normes	Saint Michel l'Observatoire	110 000		110 000			Travaux nécessaires à la charge du propriétaire pour pallier les écarts avec les standards actuels en termes d'hébergement et de sécurité
DR12	Désamiantage de logements de fonction Station de Primatologie de Rousset	Désamiantage	Rousset	300 000		300 000			nécessité de déconstruire un bâtiment modulaire dégradé et amianté ne répondant pas aux exigences élémentaires
DR12	Réaménagement Atelier avec partie vestiaire - Station de Primatologie Rousset	Rénovation / mise aux normes	Rousset	150 000		100 000			Travaux nécessaires pour améliorer les conditions de travail et les règles sanitaires
DR12	Relocalisation syndicats	Déconstruction	Marseille	155 000		50 000			Bâtiment modulaire très vétuste et amianté, présentant des dysfonctionnements importants, une très mauvaise qualité d'usage et un mauvais bilan énergétique ; à déconstruire
DR12	Développement du centre de formation CC2F Prim Mise aux normes Animalerie	sécurité / sûreté	Marseille	1 450 000		1 450 000			Travaux à la charge du propriétaire nécessaires pour faire face aux obligations sanitaires et pour pallier des dysfonctionnements actuels en termes de sécurité et de conditions de travail

DR	Nom du projet	Catégorie	Ville	Budget		Financements	Bilan surfaces (m²)		Commentaires
				Coût total opération			Bâtiment (SHON)	Fondier	
DR12	Mise aux normes animaleries vétustes Station de Primatologie Rousset	Rénovation / mise aux normes	Rousset	850 000		850 000			Travaux de mise aux normes nécessaires pour respecter les exigences sanitaires et améliorer les conditions d'évolutions des opérateurs
DR12	Réfection des voiries et parking Observatoire de Haute Provence	Rénovation / mise aux normes	Saint Michel l'Observatoire	392 000		292 000			Travaux nécessaires pour respecter les exigences en termes de secours et de défense incendie notamment
DR12	Démolitions / Déménagement du service technique Observatoire de Haute Provence	Déconstruction	Saint Michel l'Observatoire	114 000		114 000	-218		Travaux nécessaires pour résorber les risques encourus du fait de la très forte vétusté (fragilité structurelle du bâtiment) - déconstruction
DR13	Réfection réseau chauffage GMM	Rénovation / mise aux normes	Montpellier	644 983		644 983			Travaux à la charge du propriétaire : gros entretien et renouvellement des installations techniques vétustes et dysfonctionnantes
DR13	Rénovation thermique GMM	Rénovation / mise aux normes	Montpellier	909 232		909 232			Travaux à la charge du propriétaire nécessaires pour rénover l'enveloppe du bâtiment ; gains en termes de qualité d'usage et de performance énergétique
DR13	Réfection mur rideau et étanchéité toitures ODEILLO	Rénovation / mise aux normes	Odeillo	821 197		821 197			Travaux à la charge du propriétaire nécessaires pour rénover l'enveloppe du bâtiment ; gains en termes de qualité d'usage et de performance énergétique
DR14	Rénovation énergétique Bât A et B du LAAS	Rénovation / mise aux normes	Toulouse	3 000 000		3 000 000	162		Poursuite de la rénovation d'ores et déjà engagée et répondant à la nécessité de rénover l'enveloppe du bâtiment très vétuste et fortement énergivore des années 60.
DR14	Réfection restaurant central Campus Belin	Action sociale (rénovation)	Toulouse	5 180 000		5 180 000		-2 860	Nécessité de rénover les équipements techniques et d'améliorer les conditions d'accueil pour répondre aux dysfonctionnements actuels (exiguïté ; écarts avec les standards actuels en matière de restauration et de production). La salle à manger ne permet pas de faire face correctement au nombre de rationnaires. La distribution et la déserte ont des capacités insuffisantes. La laverie est à remplacer. De nombreux équipements de cuisines (dernière rénovation en 2007) sont à remplacer. Le bâtiment est de 1974. Pour éviter de construire une extension importante, les locaux actuels du service de médecine et du CAES seront reconstruits.
DR15	Rénovation IBCG, Talence Amlante-MEX+façade	Rénovation / mise aux normes	Talence	1 200 000		1 200 000			Travaux à la charge du propriétaire (y compris désamiantage) nécessaire pour réduire les écarts avec les standards en termes de qualité d'usage et de performance énergétique. Ce bâtiment de plus de 40 ans n'a pas été ravalé depuis sa construction et les menuiseries sont défectueuses dont une grande partie sont condamnée pour raison de sécurité et de fonctionnement.
DR15	Rénovation IBCG, Talence Phase 2 - Elec + CVC	Rénovation / mise aux normes	Talence	720 000		720 000			Mise aux normes de l'électricité en rapport avec l'utilisation et rénovation des installations de plomberie présentant de forte corrosion entraînant des dysfonctionnements (fuites).

DR	Nom du projet	Catégorie	Ville	Budget		Financements	Bilan surfaces (m²)		Commentaires
				Coût total opération			Bâtiment (SHON)	Foncier	
DR15	Accessibilité ERP	Accessibilité	Pessac	212 200		212 200			Obligations réglementaires à la charge du propriétaire (accessibilité ERP)
DR16	Réfection des toitures du campus	Rénovation / mise aux normes	Paris	600 000		600 000			Travaux à la charge du propriétaire (jouvence des étanchéités de toiture-terrasse)
DR16	Rénovation de la façade du château côté parc Bâtiment H	Rénovation / mise aux normes	Paris	850 000		850 000			Travaux à la charge du propriétaire pour renouveler les éléments de clos-couvert vétustes, pour améliorer les conditions d'usages et les performances énergétiques
DR16	Accessibilité ERP	Accessibilité	Paris	665 000		665 000			Obligations réglementaires à la charge du propriétaire (accessibilité ERP)
DR16	Rénovation du restaurant administratif	Action sociale (rénovation)	Paris	1 850 000		1 850 000			Travaux nécessaires pour résorber les écarts avec les standards actuels et pour répondre à des obligations de sécurité
DR16	Sécurisation du campus	sécurité / sûreté	Paris	665 000		665 000			Travaux nécessaires pour satisfaire aux exigences en matière de sûreté des personnes et des biens
DR17	Restauration des façades du laboratoire Yves Delage - Georges Teissier	Rénovation / mise aux normes	Roscoff	1 248 100		1 248 100			Travaux à la charge du propriétaire (rénovation du clos-couvert ; amélioration des conditions d'usage et des performances énergétiques) ; fortes dégradations mettant en jeu la sécurité des personnes
DR17	REMPLACEMENT DES MENUISERIES - CNC	Rénovation / mise aux normes	Nantes	150 000		150 000			Travaux à la charge du propriétaire (rénovation du clos-couvert ; amélioration des conditions d'usage et des performances énergétiques)
DR17	Amélioration de la sécurité/accessibilité de YD/GT	sécurité / sûreté	Roscoff	801 000		801 000			Travaux de mise en conformité avec les exigences réglementaires (sécurité incendie et accessibilité)
DR19	Accessibilité Code du travail	Accessibilité		110 000		110 000			Obligations réglementaires à la charge du propriétaire (accessibilité Code du travail)
DR20	Réhabilitation du CRHEA Réhabilitation du bât V010	Rénovation / mise aux normes	Valbonne	1 250 000		1 250 000			Travaux de rénovation nécessaires étant donné la vétusté et les écarts vis-à-vis des normes
DR20	Accessibilité Code du travail	Accessibilité	Valbonne	160 000		160 000		-5 000	Obligations réglementaires à la charge du propriétaire (accessibilité Code du travail)
			Total	49 196 502		48 941 502	-1 598	-38 569	

- 9-3 Cadencement des dépenses

Opérations lancées avant 2016
Echéancier des dépenses 2016-2021

Opérations	en M €	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Sup à 2021
En cours < 2015	AE engagées sur SE	3,52	3,38	1,27	0,00	0,00	0,00	0,00
	AE engagées sur RP	47,09	57,33	13,12	3,32	0,00	0,00	0,00
	AE totales engagées	50,60	60,71	14,39	3,32	0,00	0,00	0,00
	CP réalisés sur SE	10,18	6,39	0,50	1,00	0,11	0,00	0,00
	CP réalisés sur RP	47,37	84,38	30,95	34,07	0,70	0,00	0,00
	CP totaux réalisés	57,55	90,77	31,45	35,07	0,81	0,00	0,00
Arbitrées avant 2016 (CPR principalement)	AE engagées sur SE	0,62	4,83	5,76	0,57	0,04	0,00	0,00
	AE engagées sur RP	2,17	15,15	5,56	0,21	0,00	0,00	0,00
	AE totales engagées	2,78	19,98	11,32	0,78	0,04	0,00	0,00
	CP réalisés sur SE	0,36	3,01	2,20	5,39	0,80	0,10	0,00
	CP réalisés sur RP	0,66	7,21	12,93	2,29	0,00	0,00	0,00
	CP totaux réalisés	1,01	10,22	15,13	7,68	0,80	0,10	0,00
Total	AE engagées sur SE	4,14	8,21	7,03	0,57	0,04	0,00	0,00
	AE engagées sur RP	49,25	72,48	18,68	3,53	0,00	0,00	0,00
	AE totales engagées	53,39	80,69	25,71	4,10	0,04	0,00	0,00
	CP réalisés sur SE	10,54	9,40	2,70	6,39	0,91	0,10	0,00
	CP réalisés sur RP	48,03	91,59	43,89	36,36	0,70	0,00	0,00
	CP totaux réalisés	58,57	100,99	46,59	42,74	1,61	0,10	0,00

Total

Subventions d'Etat	Dépenses CP	10,54	9,40	2,70	6,39	0,91	0,10	0,00
	Ressources - Crédits budget année N	9,48	7,34	2,17	2,69	0,78	0,10	0,00
	Ressources - Mobilisation report	1,06	2,06	0,54	3,70	0,13	0,00	0,00
	Total ressources	10,54	9,40	2,70	6,39	0,91	0,10	0,00

22,54
7,49

Opérations nouvelles en investissement
Echéancier des dépenses 2016-2021

	en M €	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Sup à 2021	Total
Dépenses	Dépenses (CP)	0,27	6,36	13,90	9,31	9,30	7,15	2,65	48,94
Recettes	Fruits de cessions (RP)	0,00	6,47	5,89	3,30	1,38	0,00	0,00	17,04
Ressources mobilisées	Dépenses CP	0,27	6,36	13,90	9,31	9,30	7,15	2,65	48,94
	Cessions		5,00	7,36	3,30	1,38	0,00	0,00	17,04
	Ressources - Crédits budget année N	0,27*	1,36	6,53	6,01	7,92	7,15	2,65	31,90
	Total ressources	0,27	6,36	13,90	9,31	9,30	7,15	2,65	48,94

* : en 2016, 0,27 M€ financé sur crédits immobiliers annuels (sécurisation et démolition urgente)

Annexe 10 – Lexique des surfaces

SHOB Contour des périmètres des bâtiments tous niveaux, y compris balcons, terrasses et volumes non clos mais couverts.

(1) SHON Pour les laboratoires souterrains, les surfaces en galeries ne sont pas comptabilisées

DR06	Double Chooz
DR07	Tunnel de Badol
DR11	Laboratoire souterrain de modane
DR12	RUS, Lab Souterrain à Bas Bruit

(2) SHON Surface SHOB calculée précédemment, diminué de :

- Gaines et Trémies principales
- Locaux Technique en sous-sol et combles exclusivement affectés au fonctionnement technique de l'immeuble : Chaufferies, machineries ascenseur, local électrique, etc.
- Volées d'escalier et paliers intermédiaires, sauf au niveau de départ.
- Balcons/Toitures terrasses/Loggias
- Les surfaces non closes au RdC
- Les aires de stationnement intérieures au bâtiment : Parkings, local vélo, etc.

(3) SUB : La surface utile brute (SUB) a une définition conventionnelle non contestée :

= SHON – (éléments structurels + locaux techniques en étage + caves et sous-sol)

caves et sous-sol = Caves et Sous-sol avec une ouverture sur l'extérieur

SES (éléments structurels) = (**SHOB** - **STP** (somme des surfaces de toutes les polygones))

(4) SUN : La surface utile nette (SUN) est la surface de travail, réelle ou potentielle, destinée aux résidents, comprenant les surfaces annexes de travail,

exclusion faite des surfaces des services généraux, des logements, des services sociaux, et de toutes les zones non transformables en bureau ou salles de réunions (hall, amphithéâtre, circulations, sanitaires, vestiaires).

= SUB – (surfaces légales et sociales + surfaces de services généraux
+ logements + restauration + surfaces spécifiques).

(5) Surface affectée à l'occupant = Somme des surfaces des locaux affectés à l'occupant

Quel que soit le statut du local (locaux techniques, trémie, sanitaires, toiture, sous-sol, etc.) avec surfaces des toitures (TT) exclues

Règle 1 Si la SUB et la SUN ne sont pas calculées dans le plan dwg nous pouvons utiliser les ratios suivants pour les calculer

SUB = SHON * 0,9

SUN = SUB * 0,68